Columbia University
in the City of New York

LIBRARY

THE SELIGMAN LIBRARY OF ECONOMICS

PURCHASED BY THE UNIVERSITY

1929

BG
1873

# L'ALLIANCE

DE LA

# DÉMOCRATIE SOCIALISTE

ET

# L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

---

RAPPORT ET DOCUMENTS PUBLIÉS PAR ORDRE DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA HAYE

---

LONDRES :
A. DARSON, SUCCESSEUR DE FOUCAULT,
46B, RATHBONE PLACE, OXFORD ST.

HAMBOURG :
EN VENTE CHEZ OTTO MEISSNER.

1873.

# L'ALLIANCE

DE LA

# DEMOCRATIE SOCIALISTE

ET

# L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

RAPPORT ET DOCUMENTS PUBLIES PAR ORDRE DU CONGRES INTERNATIONAL DE LA HAYE.

LONDRES :
A. DARSON, SUCCESSEUR DE FOUCAULT,
16B, RATHBONE PLACE, OXFORD ST.

HAMBOURG :
EN VENTE CHEZ OTTO MEISSNER.

1873.

Seligman
1883E
Inf

# TABLE DES MATIERES.

PAGE

I.—Introduction ... 1

II.—L'Alliance Secrete ... 4

III.—L'Alliance en Suisse ... 15

IV.—L'Alliance en Espagne ... 30

V.—L'Alliance en Italie ... 41

VI.—L'Alliance en France ... 49

VII.—L'Alliance depuis le Congres de La Haye ... 53

VIII.—L'Alliance en Russie :

1.—Le procès Netchaieff ... 59
2.—Le Catéchisme révolutionaire ... 89
3.—Bakounine : " Aux Officiers de l'armée russe ... 96

IX.—Conclusion ... 103

X.—Appendice a l'Alliance en Russie

1.—L'hégire de Bakounine ... 10
2,—Le manifeste panslaviste de Bakounine ... 107
3.—Bakounine et le Tzar ... 110

XI.—Pieces Justificatives

1.—Statuts secrets de l'Alliance ... 118
2.—Programme et réglement de l'Alliance publique ... 132
3.—Lettre de Bakounine à Francisco Mora ... 135

# I

## INTRODUCTION.

L'Association Internationale des Travailleurs, se proposant de réunir en un seul faisceau les forces éparpillées du prolétariat universel et de devenir ainsi le représentant vivant de la communauté d'intérêts qui unit les ouvriers, devait nécessairement ouvrir la porte aux socialistes de toutes les nuances. Ses fondateurs, et les représentants des organisations ouvrières des deux mondes qui, dans les Congrès internationaux, ont sanctionné les statuts généraux de l'association, oubliaient que la largeur même de son programme permettrait aux déclassés de s'y glisser et de fondre, dans son sein, des organisations secrètes dont les efforts, au lieu d'être dirigés contre la bourgeoisie et les gouvernements existants, se tourneraient contre l'Internationale elle-même. Tel a été le cas avec l'*Alliance de la Democratie socialiste.*

Au Congrès de la Haye, le Conseil Général demanda une enquête sur cette organisation secrète. Le Congrès en chargea une commission de cinq membres (les citoyens Cuno, Lucain, Splingard, Vichard et Walter, démissionnaire) qui fit son rapport dans la séance du 7 septembre. Le Congrès résolut :

1. D'exclure de l'Internationale Michel Bakounine comme fondateur de l'Alliance et pour un fait personnel ;
2. D'exclure James Guillaume comme membre de l'Alliance ;
3. De publier les documents relatifs à l'Alliance.

Par suite de la dispersion de ses membres dans différents pays la commission d'enquête sur l'Alliance se trouvant dans l'impossibilité de publier les documents qui avaient motivé son rapport, le citoyen Vichard, le seul de ses membres résidant à Londres, les a remis à la commission des procès-verbaux

qui les reproduit aujourd'hui, sous sa responsabilité, dans le rapport suivant.

Le dossier de l'Alliance était si volumineux que la commission siégeant pendant le Congrès n'eut que le temps de prendre connaissance des documents les plus importants pour arriver à une conclusion pratique; ainsi la plupart des pièces russes n'ont pu lui être soumises; et le rapport présenté par elle au Congrès n'embrassant qu'une partie de la question, ne saurait plus suffire aujourd'hui. Nous avons donc été obligés, pour que le lecteur pût comprendre le sens et l'importance de ces documents, de faire l'historique de l'Alliance.

Les pièces que nous publions appartiennent à plusieurs catégories. Les unes ont déjà été publiées isolément et la plupart en français, mais pour bien saisir l'esprit de l'Alliance il faut les rapprocher des autres, car, ainsi confrontées, elles apparaissent sous un nouveau jour. De ce nombre est le programme de l'Alliance publique. D'autres pièces appartiennent à l'Internationale et sont ici imprimées pour la première fois; d'autres encore appartiennent à la branche espagnole de l'Alliance secrète, dont l'existence fut publiquement dévoilée au printemps 1871 par des membres de l'Alliance. Celui qui a suivi le mouvement espagnol de cette époque n'y trouvera que des indications plus précises sur des faits qui sont plus ou moins du domaine public. L'importance de ces documents ne provient pas de ce qu'ils sont publiés pour la première fois, mais de ce que pour la première fois ils sont rapprochés de façon à révéler l'action secrète commune dont ils émanent, et surtout de ce que nous les comparons avec les deux catégories de pièces qui suivent. La première se compose de documents publiés en langue russe qui dévoilent le vrai programme et le mode d'action de l'Alliance. Ces documents, grâce à la langue qui les protégeait, étaient restés jusqu'ici inconnus à l'occident, et cette circonstance avait permis aux auteurs d'y donner libre carrière à leur imagination et à leur langage. La traduction fidèle que nous en donnons permettra au lecteur de mesurer la valeur intellectuelle, morale, politique et économique des chefs de l'Alliance.

La dernière catégorie se compose d'une seule pièce: les statuts secrets de l'Alliance; c'est le seul document de quelque, étendue qui soit publié pour la première fois dans ce rapport. On se demandera peut-être s'il est permis à des révolu-

tionnaires de publier les statuts d'une société secrète, d'une prétendue conspiration. D'abord, ces statuts secrets étaient expressément désignés parmi les documents dont la publication fut reclamée au congrès de la Haye par la commission de l'Alliance, et aucun des délégués, pas même le membre constituant la minorité de la commission, n'a voté contre. Cette publication a donc été formellement ordonnée par le Congrès, dont nous avons à exécuter les instructions; mais quant au fond il y a ceci à dire :

Voici une société qui, sous le masque de l'anarchisme le plus outré, dirige ses coups non contre les gouvernements existants, mais contre les révolutionnaires qui n'acceptent pas son orthodoxie ni sa direction. Fondée par la minorité d'un Congrès bourgeois, elle se raufile dans les rangs de l'organisation internationale de la classe ouvrière, essaie d'abord de la régir et travaille à la désorganiser dès qu'elle voit son plan échouer. Elle substitue effrontément son programme sectaire et ses idées étroites, au large programme, aux grandes aspirations de notre association; elle organise, dans les sections publiques de l'Internationale, ses petites sections secrètes qui, obéissant au même mot-d'ordre, en bien des cas réussissent à les dominer par leur action concertée d'avance; elle attaque publiquement, dans ses journaux, tous les éléments qui refusent de s'assujétir à ses volontés; elle provoque la guerre ouverte—ce sont ses propres paroles—dans nos rangs. Pour arriver à ses fins, elle ne recule devant aucun moyen, aucune déloyauté; le mensonge, la calomnie, l'intimidation, le guet-à-pens, lui siéent également. Enfin, en Russie, elle se substitue entièrement à l'Internationale et commet, sous son nom, des crimes de droit commun, des escroqueries, un assassinat, dont la presse gouvernementale et bourgeoise a rendu notre association responsable. Et l'Internationale doit se taire sur tous ces faits, parceque la société qui en est coupable est secrète! L'Internationale a en main les statuts de cette société, son ennemie mortelle; statuts où elle se proclame ouvertement société de Jésus moderne et déclare qu'il est de son droit et de son devoir de mettre en œuvre tous les moyens d'action jésuitiques; statuts qui expliquent, d'un seul coup, toute la série d'hostilités auxquelles l'Internationale a été en butte de ce côté; mais elle ne doit pas se servir de ces statuts, ce serait dénoncer une société secrète!

Contre toutes ces intrigues il n'y a qu'un seul moyen, mais il est d'une efficacité foudroyante ; c'est la plus complète publicité. Dévoiler ces menées dans leur ensemble, c'est les rendre impuissantes. Les protéger de notre silence, ce serait non seulement une naiveté dont les chefs de l'Alliance seraient les premiers à se moquer, ce serait une lâcheté. Ce serait de plus, un acte de trahison envers ceux des Internationaux espagnols qui, membres de l'Alliance secrète, n'ont pas hésité à en divulguer l'existence et le mode d'action, dès qu'elle se mit en hostilité ouverte contre l'Internationale. Du reste, tout ce que contiennent les statuts secrets, se trouve déjà, et sous une forme encore plus accentuée, dans les documents publiés, en langue russe, par Bakounine et Netchaieff eux-mêmes. Les statuts n'en sont que la confirmation.

Que les meneurs de l'Alliance crient donc à la dénonciation. Nous les dénonçons au mépris des ouvriers et à la bienveillance des gouvernements qu'ils ont si bien servis en désorganisant le mouvement prolétaire. La *Tagwacht* de Zurich, dans une réponse à Bakounine, avait bien raison de dire : „ Si vous n'êtes pas un agent soudoyé, ce qu il y a de certain c'est qu'un agent soudoyé ne réussirait pas à faire plus de mal que vous."

---

## II.

## L'ALLIANCE SECRETE.

L'Alliance de la Démocratie socialiste est d'origine toute bourgeoise. Elle n'est pas issue de l'Internationale ; elle est le rejeton de la Ligue de la Paix et de la Liberté, société mort-née de républicains bourgeois. L'Internationale était déjà fortement établie quand Michel Bakounine se mit en tête de jouer un rôle comme émancipateur du prolétariat. Elle ne lui offrit que le champ d'action commun à tous ses membres. Pour y devenir quelque chose, il aurait d'abord dû y gagner ses éperons par un travail assidu et dévoué ; il crut trouver meilleure chance et une route plus facile du côté des bourgeois de la Ligue.

Il se fit donc élire, en Septembre 1867, membre du

Comité permanent de la Ligue de la Paix, et prit son rôle au sérieux ; on peut même dire que lui et Barni, aujourd'hui député à Versailles, furent l'âme de ce comité. Se posant en théoricien de la Ligue, Bakounine devait publier, sous ses auspices, un ouvrage : "Le fédéralisme, le socialisme et l'anti-théologisme *." Cependant il se convainquit bientôt que la Ligue restait une société insignifiante et que les libéraux qui la composaient ne voyaient dans ses congrès qu'un moyen de combiner un voyage d'agrément avec des discours grandiloquents, tandis qu'au contraire l'Internationale croissait de jour en jour. Il rêva alors de greffer la Ligue sur l'Internationale. Pour mettre ce plan en pratique, Bakounine, sur la présentation d'Elpidine, se fit recevoir, en Juillet 1868, membre de la section centrale de Genève ; de l'autre côté, il fit adopter au Comité de la Ligue une proposition demandant au Congrès international de Bruxelles un pacte d'alliance offensive et défensive entre les deux sociétés ; et pour que le Congrès des Ligueux sanctionnât cette chaude initiative, il rédigea, puis fit endosser et envoyer par le Comité une circulaire confidentielle aux "Messieurs" de la Ligue. Il y avoue franchement que la Ligue, farce impuissante jusqu'alors, ne pourrait prendre de l'importance qu'en opposant à l'alliance des oppresseurs "l'alliance des peuples, l'alliance des travailleurs. . . . nous ne pourrons devenir quelque chose qu'autant que nous voudrons être les représentants sincères et sérieux des millions de travailleurs." La mission providentielle de la sainte Ligue était de doter d'un parlement bourgeois, nommé par lui-même, la classe ouvrière invitée à s'en remettre à lui du soin de sa direction politique. "Pour devenir une puissance salutaire et réelle, dit en concluant la circulaire, notre ligue devra devenir *la pure expression politique* des grands intérêts et principes économiques et sociaux qui sont triomphalement développés et propagés aujourd'hui par la grande Association internationale des Travailleurs de l'Europe et de l'Amérique."

Le Congrès de Bruxelles osa rejeter la proposition de la Ligue. Grands furent le désappointement et le courroux de Bakounine. D'une part, l'Internationale échappait à ses mains protectrices. D'autre part, le président de la Ligue, le

---

* Cette bible des *ismes* fut interrompue à la troisième feuille faute de copie.

professeur Gustave Vogt, le sermonnait vertement—ou tu n'étais pas sûr, écrivait-il à Bakounine, de l'effet de notre invitation, et alors tu as compromis notre Ligue ; ou tu savais quelle surprise nous réservaient tes amis de l'Internationale, et alors tu nous as trompés d'une manière indigne. Je te demande ce que nous allons dire à notre Congrès...Bakounine lui répondit par une lettre dont lecture fut donnée à qui voulait l'entendre : Je ne pouvais pas prévoir, disait-il que le Congrès de l'Internationale nous répondrait par une insulte aussi grossière que prétentieuse, mais cela est dû aux intrigues d'une certaine coterie d'Allemands qui déteste les Russes (il expliquait verbalement à son auditoire que cette coterie était celle de Marx). Tu me demandes ce que nous allons faire? je sollicite l'honneur de répondre à cette grossière insulte, au nom du Comité, à la tribune de notre Congrès.

Au lieu de tenir sa parole, Bakounine retourna sa veste. Il proposa au Congrès des Ligueux de Berne un programme de socialisme fantaisiste, où il demandait l'égalisation des classes et des individus, pour dépasser les dames de la Ligue qui ne demandent encore que l'égalisation des sexes. Battu de nouveau, il se retira du Congrès avec une infime minorité, et s'en alla à Genève.*

L'alliance entre bourgeois et travailleurs rêvée par Bakounine ne devait pas se limiter à une alliance publique. Les statuts secrets de l'Alliance de la démocratie socialiste (voir pièces justificatives No. 1) contiennent des indications qui montrent qu'au sein même de la Ligue, Bakounine avait jeté les bases d'une société secrète qui devait la mener. Non seulement les noms des groupes directeurs sont identiques à ceux de la Ligue (Comité central permanent, bureau central, comités nationaux) mais les statuts secrets déclarent que la "plus grande partie des membres fondateurs de l'Alliance" sont "des ci-devant membres du Congrès de Berne." Pour se faire reconnaître comme chef de l'Internationale, il fallait se présenter comme chef d'une autre armée dont le dévoûement absolu envers sa personne lui devait être assuré par une or-

* Parmi les sécessionistes nous trouvons les noms d'Albert Richard de Lyon, actuellement agent de police bonapartiste, Gambuzzi, avocat à Naples (voir le chapitre sur l'Italie) Joukowski, plus tard secrétaire de l'Alliance publique et un certain Buttner, ferblantier à Genève, qui appartient maintenant au parti ultra-réactionnaire.

ganisation secrète. Après avoir ouvertement implanté sa société dans l'Internationale, il comptait en étendre les ramifications dans toutes les sections et en accaparer par ce moyen la direction absolue. Dans ce but il fonda à Genève l'Alliance (publique) de la démocratie socialiste. Ostensiblement ce n'était qu'une société publique qui, bien que fondue entièrement dans l'Internationale, devait cependant avoir une organisation internationale distincte, un comité central, des bureaux nationaux, des sections indépendants de notre association; à côté de notre Congrès annuel l'Alliance devait tenir publiquement le sien. Mais cette Alliance publique en cachait une autre qui, à son tour, était dirigée par l'Alliance encore plus secrète des frères internationaux, les Cent-gardes du dictateur Bakounine.

Les statuts secrets de "l'organisation de l'Alliance des frères internationaux" portent que dans cette Alliance il y a "trois degrés: I *Les frères internationaux ;* II *les frères nationaux ;* III l'organisation demi-secrète et demi-publique de l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste.*"

I. Les frères internationaux, dont le nombre est limité à "cent," forment le Sacré Collège. Ils sont soumis à un comité central et à des comités nationaux organisés en bureaux exécutifs et comités de surveillance. Ces comités eux-mêmes sont responsables devant la "Constituante" ou assemblée générale d'au moins deux tiers des frères internationaux. Ces frères alliancistes "n'ont d'autre patrie que la révolution universelle, d'autre pays étrangers et d'autres ennemis que la réaction. Ils repoussent toute politique de transaction et de concession, et considèrent comme réactionnaire tout mouvement politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de leurs principes." Mais comme cet article relègue aux calendes grecques l'action politique des Cent, et comme ces irréconciliables n'entendent pas renoncer aux avantages attachés aux fonctions publiques, l'article 8 dit: "Aucun frère n'acceptera de service public que du consentement du Comité dont il fera partie." Nous verrons, lorsque nous aurons à parler de l'Espagne et de l'Italie, comme les chefs de l'Alliance se sont empressés à mettre cet article en pratique. Les frères internationaux "sont frères... chacun doit être sacré pour tous les autres, plus sacré qu'un frère de naissance; chaque frère sera secouru et défendu par tous les autres jusqu'à l'*extinction du possible.*" L'affaire

Netchaieff nous revélera ce que c'est que cette mystérieuse extinction du possible.—" Tous les frères internationaux se connaissent. *Il ne doit jamais exister de secret politique entre eux.* Aucun ne pourra faire partie d'une société secrète quelconque sans le consentement positif de son comité, et au besoin, quand celui-ci l'exige, sans celui du Comité central. Et il ne pourra en faire partie que sous la condition de leur découvrir tous les secrets qui pourraient les intéresser soit directement soit indirectement." Les Pietri et les Stieber n'emploient comme mouchards que des gens inférieurs et perdus; en envoyant ses faux frères dans les sociétés secrètes, pour en trahir les secrets, l'Alliance impose le rôle d'espion aux hommes mêmes qui, dans son plan, doivent prendre la direction de la " révolution universelle." — Du reste, le pitre révolutionnaire couronne l'ignoble par le grotesque. " Ne pourra devenir frère international que celui qui aura accepté le programme dans toutes ses conséquences théoriques et pratiques, et qui, à l'intelligence, à l'énergie, à l'honnêteté(!) et à la discrétion joint encore la passion révolutionnaire,— *a le diable au corps.*"

II. Les frères nationaux sont organisés dans chaque pays comme association nationale par les frères internationaux et sur le même plan, mais dans aucun cas ils ne doivent soupçonner même l'existence d'une organisation internationale.

III. L'Alliance internationale secrète de la Démocratie socialiste dont les membres se recrutent partout, possède un organe législatif dans le *Comité central permanent* qui, lorsqu'il est réuni, se baptise: Assemblée genérale secrète de l'Alliance. Cette réunion se fait une fois l'an, au Congrès de l'Internationale, ou, extraordinairement, sur la convocation du Bureau central, ou bien de la Section centrale de Genève.

La *Section Centrale de Genève* est " la délégation permanente du Comité central permanent," et " le Conseil exécutif de l'Alliance." Elle se subdivise en *Bureau central* et *Comité de surveillance.* Le Bureau Central composé de 3 à 7 membres, est le vrai pouvoir exécutif de l'Alliance : " il recevra ses inspirations de la section centrale de Genève et intimera ses communications, *pour ne pas dire ses ordres secrets,* à tous les Comités nationaux dont il recevra les rapports secrets au moins une fois le mois." Ce Bureau central a trouvé le moyen d'être à la fois chair et poisson, secret et public ; car comme partie " de la section centrale secrète, le Bureau

central sera une organisation secrète ; . . . . comme directoire public de l'Alliance publique, il sera une organisation publique." On voit donc que Bakounine avait déjà organisé toute la direction secrète et publique de sa "chère Alliance," avant même q'elle n'existât, et que les membres qui ont pris part à une élection quelconque n'ont été que les marionnettes d'une farce montée par lui. Du reste il ne se gène pas de le dire ; nous le verrons tout-à-l'heure.—La section centrale de Genève dont la mission était d'inspirer le Bureau Central, n'était elle-même qu'une section de comédie, car ses décisions, quoique prises à la majorité, ne sont obligatoires pour le Bureau, que lorsque celui-ci, à la majorité de ses membres, ne voudra pas en appeler à l'Assemblée générale qu'il devra convoquer dans le délai de trois semaines. L'Assemblée générale, ainsi convoquée, pour être régulière devra être composée des deux tiers de tous ses membres." On voit que le Bureau central s'était entouré de toutes les garanties constitutionnelles pour assurer son indépendance.

On pourrait avoir la naiveté de croire que cet autonome Bureau central avait du moins été élu librement par la Section centrale de Genève. Pas le moins du monde ; le bureau central provisoire a été "présenté au groupe initiateur de Genève comme élu provisoirement par tous les membres fondateurs de l'Alliance dont la plus grande partie, ci-devant membres du Congrès de Berne, s'en sont retournés dans leurs pays(à l'exception de Bakounine) *aprés avoir délégué leurs pouvoirs au citoyen B.*" Les membres fondateurs de l'Alliance ne sont donc autres que les quelques bourgeois sécessionistes de la Ligue de la Paix.

Ainsi donc, le Comité central permanent qui s'était arrogé le pouvoir constituant et législatif pour toute l'Alliance, était nommé par lui-même. La délégation exécutive permanente de ce Comité Central permanent, la Section Centrale de Genève, était nommée par elle-même et non par ce Comité. Le bureau central exécutif de cette section centrale de Genève, au lieu d'être élu par elle, lui était imposé par un groupe d'individus qui tous avaient "délégué leurs pouvoirs au citoyen B."

Donc, le "citoyen B." est le pivot de l'Alliance. Pour conserver sa fonction pivotale, les statuts secrets de l'Alliance disent en toutes lettres : "son gouvernement ostensible sera celui d'une présidence dans une républiqve fédérative," présidence à laquelle préexistait déjà le président, le permanent "citoyen B."

L'Alliance étant une société internationale, il y aura dans chaque pays un Comité national formé " par tous les membres du Comité central permanent appartenant à une même nation." Pour constituer un Comité national, il ne faut que trois membres. Pour assurer la régularité de la filière hiérarchique, " les Comités nationaux serviront d'*uniques* intermédiaires entre le Bureau central et entre tous les groupes locaux de leur pays." Les Comités nationaux " auront soin d'organiser l'Alliance dans leur pays de manière à ce qu'elle soit *toujours dominée* et représentée dans les Congrès par des membres du Comité central permanent," Voilà ce qui s'appelle, en langage allianciste, organiser de bas en haut. Ces groupes locaux n'ont d'autres droits que d'adresser aux Comités nationaux leurs programmes et réglements pour qu'ils soient soumis " à la confirmation du bureau central, confirmation sans laquelle les groupes locaux ne pourront faire partie de l'Alliance." Cette organisation secrète, despotique et hiérarchique, une fois inoculée à l'Internationale, il ne restait plus qu'à la compléter en désorganisant cette dernière. Pour cela, il suffisait d'anarchiser et d'autonomiser ses sections et de transformer ses organes centraux en simples boîtes-aux-lettres, " bureaux de correspondance et de statistique," comme cela fut en effet tenté plus tard.

Les états de service révolutionnaires du permanent " citoyen B." n'étaient pas assez glorieux pour qu'il pût espérer de sempiterniser, dans l'Alliance secrète, encore moins dans l'Alliance publique, la permanence de la dictature qu'il avait confisquée à son profit. Il fallait donc la cacher sous des blagues démocratiques. Les statuts secrets prescrivent donc que le Bureau central provisoire (lisez le citoyen permanent) fonctionnera jusqu'à la première assemblée générale publique de l'Alliance, qui nommera les membres du nouveau Bureau central permanent. Mais " comme il est urgent que le Bureau central soit toujours composé de membres du Comité central permanent, ce dernier, par l'organe de ses Comités nationaux, aura soin d'organiser et de *diriger* tous les groupes locaux de manière à ce qu'ils *n'envoient comme délégués* à cette assemblée *que des membres du Comité central permanent* ou, à leur défaut, des hommes *absolument dévoués à la direction* de leurs comités nationaux respectifs, afin que le Comité central permanent *ait toujours la haute main* dans toute l'organisation de l'Alliance." Ces instructions ne sont pas données par un

ministre ou un préfet bonapartiste à la veille des élections, mais par l'anti-autoritaire quintessencié, l'immense anarchiste, l'apôtre de l'organisation de bas en haut, le Bayard de l'autonomie des sections et de la libre fédération des groupes autonomes, par Saint-Michel Bakounine, pour protéger sa permanence.

Nous venons d'analyser l'organisation secrète destinée à perpétuer la dictature du "citoyen B.;" maintenant, venons à son programme. "L'association des frères internationaux veut la révolution universelle, sociale, philosophique, économique et politique à la fois, afin que de l'ordre des choses actuel, fondé sur la propriété, sur l'exploitation, sur le principe de l'autorité soit religieuse soit métaphysique bourgeoisement doctrinaire, soit même jacobinement révolutionnaire il ne reste, dans toute l'Europe d'abord, et ensuite dans le reste du monde, pas une pierre sur une pierre—au cri de paix aux travailleurs, liberté à tous les opprimés et de mort aux dominateurs, exploiteurs et aux tuteurs de toute sorte, nous voulons détruire tous les Etats et toutes les Eglises avec toutes leurs institutions et leurs lois religieuses, politiques, juridiques, financières, policières, universitaires, économiques et sociales, afin que tous ces millions de pauvres êtres humains, trompés, asservis, tourmentés. exploités, délivrés de tous leurs directeurs et bienfaiteurs officiels et officieux, associations et individus, respirent enfin avec une complète liberté."

Voilà du révolutionnarisme révolutionnaire ! Pour arriver à ce but abracadabrant, la première condition est de ne pas combattre les états et gouvernements existants par les moyens à l'usage des révolutionnaires vulgaires, mais au contraire d'attaquer par des phrases sonores et doctorales "l'institution de l'Etat et sa conséquence aussi bien que sa base, la propriété individuelle." Ce n'est donc pas l'Etat bonapartiste, prussien ou russe qu'il s'agit de bouleverser, mais l'Etat abstrait, l'Etat comme tel, Etat qui n'existe nulle part. Mais si les frères internationaux savent éviter, dans leur lutte acharnée contre cet Etat situé dans les nuages, les casse-têtes, la prison et les balles que ménagent aux révolutionnaires vulgaires les Etats réels, nous avons vu qu'ils se sont réservé le droit, soumis seulement à une dispense papale, de profiter de tous les avantages offerts par ces états bourgeois réels. Fanelli, député italien, Soriano, employé du gouvernement d'Amedée de Savoie, et peut-être Albert Richard et Gaspard Blanc, agents policiers bonapartistes, montrent combien le pape est coulant sous

ce rapport....Aussi la police ne se soucie-t-elle guère de "l'Alliance ou, pour dire le franc mot, de la conspiration" du citoyen B. contre l'idée abstraite de l'Etat.

Le premier acte de la révolution doit donc être de décréter l'abolition de l'Etat, comme Bakounine l'a fait le 28 Septembre à Lyon, bien que cette abolition de l'Etat soit nécessairement un acte autoritaire. Par Etat il entend tout pouvoir politique, révolutionnaire on réactionnaire, "car il nous importe peu que cette autorité s'appelle église, monarchie, état constitutionnel, république bourgeoise ou même dictature révolutionnaire. Nous les détestons et nous les rejetons toutes à titre égal comme des sources infaillibles d'exploitation et de despotisme." Et il déclare que tous les révolutionnaires qui, le lendemain de la révolution, veulent "la construction de l'Etat révolutionnaire" sont bien plus dangereux que tous les gouvernements existants, et que "nous, les frères internationaux, sommes les ennemis naturels de ces révolutionnaires" car, désorganiser la révolution, est le premier devoir des frères internationaux.

La réponse à ces fanfaronnades sur l'abolition immédiate de l'Etat et l'établissement de l'anarchie se trouve déjà dans la circulaire privée du dernier Conseil général : *Les prétendues scissions dans l'Internationale.*—Mars 1873.—p. 37 :

"L'Anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'Etat qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose au rebours. Elle proclame l'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infallible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiteurs. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment ou le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'anarchie."

Cependant suivons l''évangile anarchiste jusque dans ses conséquences ; supposons l'état aboli par decret. Selon l'article 6, les conséquences de cet acte seront : la banqueroute de l'Etat, la cessation du paiement des dettes privées par l'inter-

vention de l'Etat, la cessation du paiement de tout impôt et de toute contribution, la dissolution de l'armée, de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres (!) ; l'abolition de la justice officielle, accompagnée d'un auto-da-fé de tous les titres de propriété et de toute la paperasse juridique et civile, la confiscation de tous les capitaux productifs et instruments de travail au profit des associations ouvrières, et l'alliance de ces associations qui "constituera la Commune." Cette Commune donnera aux individus ainsi dépouillés le strict nécessaire, en les laissant libres de gagner davantage par leur propre travail.

Le fait de Lyon a prouvé que le simple décret de l'abolition de l'Etat est loin de suffire pour l'accomplissement de toutes ces belles promesses. Deux compagnies de gardes nationaux bourgeois suffirent au contraire pour détruire ce rêve brillant et remettre Bakounine en toute hâte sur la route de Genève, le décret mirifique dans sa poche. Aussi ne pouvait-il supposer assez de stupidité chez ses acolytes pour ne pas voir la nécessité de leur donner un plan quelconque d'organisation afin d'assurer la mise en pratique de son décret. Voici ce plan :

"Pour l'organisation de la Commune, la fédération des barricades en permanence et la fonction d'un Conseil de la Commune révolutionnaire par la délégation d'un ou deux députés par chaque barricade, un par rue ou par quartier, députés investis de mandats impératifs, toujours responsables et toujours révocables" (ce sont de drôles de barricades que celles de l'Alliance, où l'on rédige des mandats au lieu de se battre). "Le *Conseil Communal* ainsi organisé, pourra choisir dans son sein des *Comités exécutifs* séparés pour chaque branche de l'administration révolutionnaire de la Commune." La capitale insurgée, ainsi constituée en Commune déclare alors aux autres communes du pays qu'elle renonce à toute prétention de les gouverner ; elle les invite à se réorganiser révolutionnairement et à déléguer ensuite leurs députés révocables, responsables, et porteurs de mandats impératifs, à un point de réunion convenu pour y constituer la fédération des associations, communes et provinces insurgées, et pour organiser une *force* révolutionnaire capable de triompher de la réaction. Cette organisation ne sera pas limitée aux communes du pays insurgé ; d'autres provinces ou pays pourront en faire partie, tandis que "les provinces, communes, associations et individus qui prendront le parti de la réaction

*en seront exclus.*" L'abolition des frontières marche donc ici de pair avec la tolérance la plus bénigne envers les provinces réactionnaires qui ne tarderaient pas à recommencer la guerre civile.

Nous avons donc, dans cette organisation anarchique des barricades-tribunes, d'abord le conseil communal, puis des comités exécutifs qui, pour pouvoir exécuter quoi que ce soit, doivent être investis d'un pouvoir quelconque et soutenus par la force publique ; nous avons ensuite tout un *parlement* fédéral, dont l'objet principal sera d'organiser cette *force publique.* Ce parlement, de même que le Conseil Communal, devra déléguer le *pouvoir exécutif* à un ou plusieurs *comités* qui par le fait même sont investis d'un caractère autoritaire, que les besoins de la lutte accentueront de plus en plus. Nous avons donc reconstitué de plus belle tous les éléments de "l'Etat autoritaire ;" et que nous appelions cette machine "Commune révolutionnaire organisée de bas en haut," il importe peu. Le nom ne change rien à l'affaire ; l'organisation de bas en haut existe dans toute république bourgeoise ; et les mandats impératifs datent même du moyen âge. Du reste Bakounine le reconnaît lui-même lorsque (art. 8) il qualifie son organisation du nom "d'Etat révolutionnaire nouveau."

Quant à la valeur pratique de ce plan de révolution où l'on discute au lieu de se battre, nous n'en dirons pas un mot.

Maintenant nous allons mettre la main sur le secret de toutes les boîtes à double et triple fond de l'Alliance. Pour que le programme orthodoxe soit suivi et que l'anarchie prenne la parti de bien se conduire, "il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie dela révolution. *l'unité de la pensée et de l'action révolutionnaire trouve un organe.* Cet organe doit être l'*association secrete et universelle des frères internationaux.*

"Cette association part de la conviction que les révolutions ne sont jamais faites ni par les individus, ni par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles mêmes, produites par la force des choses et par le mouvement des évènements et des faits. Elles se préparent longtemps dans la profondeur de la conscience instinctive des masses populaires, puis elles éclatent. . . . tout ce que peut faire une société secrète bien organisée, c'est d'abord d'aider la naissance d'une révolution en répandant dans les masses des idées correspondants aux instincts des masses, et d'organiser, non l'armée de la révolu-

tion—l'armée doit être toujours le peuple " (la chair à canon) —" mais un *Etat major révolutionnaire* composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents et surtout amis sincères et non ambitieux, ni vaniteux, du peuple, capables de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire " (monopolisée par eux) " et les instincts populaires.

" Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe, *cent révolutionnaires sérieusement et fortement alliés suffisent.* Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays."

Ainsi donc, tout se transforme. L'anarchie, la " vie populaire déchainée," " les mauvaises passions " et le reste ne suffisent plus. Pour assurer le succès de la révolution, il faut *l'unité de la pensée et de l'action.* Les internationaux tâchent de créer cette unité par la propagande, par la discussion, et l'organisation publique du prolétariat,—à Bakounine, il ne faut qu'une organisation secrète de cent hommes, représentants privilégiés de l'*idée révolutionnaire*, état major en disponibilité de la révolution nommé par lui-même et commandé par le permanent " citoyen B." L'unité de la pensée et de l'action ne veulent dire autre chose qu'orthodoxie et obéissance aveugle. *Perinde ac cadaver.* Nous sommes en pleine compagnie de Jésus.

Dire que les cent frères internationaux doivent " servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires, " c'est creuser un abîme infranchissable entre l'idée révolutionnaire allianciste et les masses prolétaires ; c'est proclamer l'impossibilité de recruter ces cent-gardes ailleurs que parmi les classes privilégiées.

---

## III.

## L'ALLIANCE EN SUISSE.

L'Alliance est comme Falstaff, elle " . . . . . juge que la vaillance est faite pour beaucoup, de calme et le prudence." Aussi " le diable au corps " des frères internationaux ne les empêche en aucune façon de s'incliner humblement devant le pouvoir des Etats constitués tout en protestant éner-

giquement contre l'institution de l'Etat abstrait, mais il dirige leurs coups exclusivement contre l'Internationale. D'abord ils ont voulu la dominer; n'y étant pas parvenus, ils ont cherché à la désorganiser. Nous allons maintenant montrer leur action dans les différents pays.

Les frères internationaux n'étaient qu'un état-major en disponibilité; il leur fallait une armée. Ils crurent l'Internationale créée et mise au monde pour cette fin. Pour être admis à prendre le commandement de leur armée, il fallait y faufiler l'Alliance publique. Craignant que ce ne fût pour celle-ci manquer à sa dignité que de demander son admission au Conseil Général dont elle aurait par là reconnu le pouvoir, ils s'adressèrent dans ce but, à plusieurs reprises et vainement, aux Conseil fédéraux belge et parisien. Ces refus réitérés forcèrent l'Alliance à demander, le 15 décembre 1868, son affiliation au Conseil Général. Elle envoya ses statuts et son programme qui proclamaient franchement son intention. (Pièces justificatives No. II.) Bien que l'Alliance se déclarât "entièrement fondue dans l'Internationale," elle prétendait former dans son sein un deuxième corps international. A côté du Conseil Général de l'Internationale, élu par les Congrès, il devait y avoir le Comité central de l'Alliance qui siégerait à Genève et serait nommé par lui-même; à côté des groupes locaux de l'Internationale, les groupes locaux de l'Alliance qui, par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux, fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de l'Internationale, "demanderont au bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Internationale." Le bureau central de l'Alliance s'arrogeait donc le droit d'admission dans l'Internationale. A côté des Congrès de l'Internationale il devait y avoir les Congrès de l'Alliance, car "aux Congrès annuels des travailleurs la délégation de l'Alliance" prétendait tenir "ses séances publiques dans un local séparé."

Le 22 Décembre, le Conseil Général (dans une lettre publiée dans sa circulaire: "*Les Prétendues Scissions dans l'Internationale*" page 7) déclara ces prétentions en contradiction flagrante avec les statuts de l'Internationale, et refusa net l'affiliation de l'Alliance. Quelques mois plus tard, elle s'adressa de nouveau au Conseil Général, et lui demanda si oui ou non il admettait ses principes. En cas d'affirmative, elle se déclarait prête à se dissoudre en simples sections internationales. Le Conseil Général, le 9 Mars 1869 (voir: "*Les Prétendues Scis-*

*sions*," page 8.) répondit que ce serait sortir de ses fonctions que de se prononcer sur la valeur scientifique du programme de l'Alliance et que, si on substituait : " abolition des classes " à : " Egalisation des classes," il n'y aurait pas d'obstacle à la conversion des sections de l'Alliance en sections internationales. Il ajoutait : " Si *la dissolution de l'Alliance et l'entrée des sections dans l'Internationale* étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos réglements, *d'informer le Conseil du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section.*"

Le 22 Juin 1869, la section de l'Alliance de Genève annonça au Conseil Général comme un fait accompli la dissolution de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, dont toutes les sections auraient été invitées " à se transformer en sections internationales." Après cette déclaration formelle, et induit en erreur par quelques signatures du programme qui faisaient supposer qu'elle était reconnue par le Comité fédéral romand, le Conseil l'admit. Ajoutons qu'aucune des conditions acceptées n'a jamais été remplie. Tout au contraire : l'organisation secrète cachée derrière l'Alliance publique entra, dès ce moment, en pleine fonction. Derrière la section internationale de Genève il y avait le bureau central de l'Alliance secrète ; derrière les sections internationales de Naples, de Barcelone, de Lyon, du Jura, les sections secrètes de l'Alliance. Appuyé sur cette franc-maçonnerie dont l'existence n'était pas même soupçonnée ni par la masse des Internationaux, ni par leurs centres administratifs, Bakounine espérait s'emparer de la direction de l'Internationale au Congrès de Bâle, en septembre 1869. A ce Congrès, grâce aux moyens déloyaux dont elle s'était servie, l'Alliance secrète se trouva représentée par au moins dix délégués, parmi lesquels se trouvaient le fameux Albert Richard et Bakounine lui-même. Elle avait apporté nombre de mandats en blanc dont on ne put faire usage faute de gens sûrs, bien qu'on en offrit à des internationaux bâlois. Cependant cette force numérique ne suffisait pas même pour faire sanctionner par les Congrès l'abolition de l'héritage vieillerie saint-simonienne, dont Bakounine voulait faire le point de départ pratique du socialisme ; encore moins pouvait-on lui imposer le transfert du Conseil Général de Londres à Genève que rêvait Bakounine.

En attendant, à Genève, il y avait guerre ouverte entre le Comité fédéral romand, soutenu par la presqu'unanimité des Internationaux genevois, et l'Alliance. Elle avait

pour alliés dans cette guerre, le *Progrés* du Locle rédigé par James Guillaume et l'*Egalité* de Genève qui, bien qu'organe officieldu Comité fédéral romand, était rédigée par un Comité en majorité allianciste, et attaquait à tout propos le Comité fédéral romand. Ne perdant pas de vue le grand but, le transfert du siége du Conseil Général à Genève, la rédaction de l'Egalité ouvrit une campagne contre le Conseil Général existant, et invita le *Travail* de Paris à la soutenir Le Conseil Général, dans sa circulaire du 1er Janvier 1870, declara qu'il n'avait pas à faire polémique avec des journaux. En attendant, le Comité fédéral romand avait déjà éloigné de la rédaction de l'Egalité les hommes de l'Alliance.

A cette époque,la secte n'avait pas pris son masque antiautoritaire. Croyant pouvoir s'emparer du Conseil Général, elle fut la première, au Congrès de Bâle, à réclamer et à rédiger les résolutions administratives concédant à celui-ci les "pouvoirs autoritaires" qu'elle devait attaquer si violemment deux ans plus tard. Rien ne peint mieux l'idée qu'elle avait alors du rôle autoritaire du Conseil Général que l'extrait suivant du *Progrés* du Locle, rédigé par James Guillaume (4 décembre 1869), à propos du différend entre le *Social-Demokrat* et le *Volksstaat*:

"Il nous semble qu'il serait du *devoir* du Conseil Général de notre association d'*intervenir*, d'ouvrir une enquête sur ce qui se passe en Allemagne, de *prononcer* entre Schweitzer et Liebknecht, et de *faire cesser par là l'incertitude* où nous jette cette étrange situation."

Croirait-on que c'est ce même Guillaume qui, le 12 Novembre 1871, a reproché, dans la circulaire de Sonvillier, à ce même Conseil Général, trop peu autoritaire jadis, d'avoir "voulu introduire dans l'Internationale le *principe d'autorité*?"

Dès leur naissance, les journaux de l'Alliance ne s'étaient pas bornés à en propager le programme spécial, à quoi personne n'aurait vu malice; mais ils s'obstinaient à créer et à entretenir entre son programme et celui de l'Internationale une confusion calculée. Ceci se répétait partout où elle disposait d'un journal ou y collaborait, en Espagne, en Suisse, en Italie; mais ce fut dans ses publications russes que le système atteignit à la perfection.

La secte frappa son grand coup au Congrès de la fédération romande à La Chaux-de-Fonds (4 avril 1870). Il s'agissait de forcer les sections genevoises à reconnaître l'Alliance pu-

blique de Genève comme faisant partie de la fédération, et de transporter le Comité fédéral et son organe dans une localité du Jura où l'Alliance secrète fût maîtresse.

A l'ouverture du Congrès, deux délégués de la " section de l'Alliance " demandèrent leur admission. Les délégués genevois proposèrent le renvoi de cette question à la fin du Congrès et la discussion immédiate du programme comme plus importante. Ils déclarèrent que leur mandat impératif leur ordonnait de se retirer plutôt que d'admettre cette section dans leur groupe, " vu les intrigues et les tendances dominatrices des hommes de l'Alliance et que, voter l'admission de l'Alliance, c'était voter la scission dans la fédération romande." Mais l'Alliance ne voulut pas laisser échapper cette occasion. Le voisinage de ses petites sections du Jura lui avait permis de se procurer une faible majorité fictive, Genève et les grands centres de l'Internationale n'étant que très-faiblement représentés. Sur l'instance de Guillaume et de Schwitzguébel, elle fut admise par une majorité contestée d'une ou deux voix. Les délégués de Genève reçurent de toutes les sections, consultées immédiatement par le télégraphe, l'ordre de se retirer du Congrès. Les internationaux de La Chaux-de-Fonds soutenant les Genevois, les Alliancistes durent abandonner le local du Congrès qui appartenait aux sections de l'endroit. Bien que, au dire de leur propre organe (voir la *Solidarité* du 7 mai 1870) ils ne représentassent que quinze sections, tandis que Genève seule en avait trente, ils usurpèrent le titre de Congrès romand, nommèrent un nouveau Comité fédéral romand, où brillaient Chevalley et Cognon*, et promurent la *Solidarité* de Guillaume au rang d'organe de la Fédération romande. Ce jeune maître d'école avait pour mission spéciale de décrier " les ouvriers de fabrique " de Genève, ces " bourgeois " odieux, de faire la guerre à l'*Egalité*, journal de la fédération romande, et de prêcher l'abstention absolue en matière politique. Les articles les plus marquants sur ce dernier sujet eurent pour auteurs, à Marseille Bastelica, et à Lyon les deux colonnes de l'Alliance, Albert Richard et Gaspard Blanc.

La majorité momentanée et fictive du Congrès de La Chaux-de-Fonds avait du reste agi en violation flagrante des statuts

* Deux mois plus tard l'organe de ce même Comité, la *Solidarite* du 7 juillet, signale ces deux individus comme *voleurs*. Ils avaient en effet fait preuve de révolutionnarisme anarchique en volant l'Association coopérative des tailleurs de La Chaux-de-Fonds.

de la fédération romande qu'elle prétendait représenter; et l'on doit remarquer que les chefs de l'Alliance avaient pris une part importante à la rédaction de ces statuts. En vertu des art. 53 et 55, toute décision importante du Congrès, pour obtenir force de loi, devait recevoir la sanction des deux tiers des sections fédérées. Or, les sections de Genève et de La Chaux-de-Fonds qui s'étaient prononcées contre l'Alliance, constituaient à elles seules plus des deux tiers du nombre total. Dans deux grandes réunions générales, les Internationaux genevois, malgré l'opposition de Bakounine et de ses amis, approuvèrent à la presqu'unanimité la conduite de leurs délégués, qui aux applaudissements de tous, y proposèrent à l'Alliance de rester chez elle et de retirer sa prétention d'entrer dans le fédération romande; à ce prix, le reconciliation serait faite. Plus tard, quelques membres de l'Alliance désabusés proposèrent sa dissolution, mais Bakounine et ses acolytes s'y opposèrent de toutes leurs forces. Elle maintint sa prétention de faire, quand même, partie de la fédération romande, qui dût alors se résoudre à exclure de son sein Bakounine et les autres meneurs principaux.

Il y avait donc deux comités fédéraux romands, l'un à Genève, l'autre à la Chaux-de-Fonds. L'immense majorité des sections restait fidèle au premier, tandis que l'autre n'était suivi que de quinze sections dont beaucoup, nous le verrons plus loin, s'éteignirent les unes après les autres.

A peine le Congrès romand était-il clos que le nouveau Comité de la Chaux-de-Fonds en appelait à l'intervention du Conseil général dans une lettre signée F. Robert, secrétaire, et Henri Chevalley, président (voir plus haut note p. ). Après avoir examiné les pièces justificatives des deux parties, le Conseil général décida, le 28 juin 1870, de maintenir le Comité de Genève dans ses anciennes fonctions, et d'inviter le nouveau Comité fédéral de la Chaux-de-Fonds à prendre un nom local. Devant cette décision qui trompait ses désirs, le Comité de la Chaux-de-Fonds dénonça l'autoritarisme du Conseil général, oubliant que le premier il avait réclamé son intervention. Le trouble que sa persistance à usurper le nom du Comité fédéral romand jetait dans la fédération suisse, força le Conseil général de suspendre toute relation avec lui.

Le 4 septembre 1870, la république était proclamée à Paris. L'Alliance crut que l'heure avait sonné de " déchaîner l'hydre révolutionnaire en Suisse " (style Guillaume). La *Solidarité*

lança un manifeste demandant la formation de corps-francs suisses contre les Prussiens. Ce manifeste, si nous devons en croire Guillaume le pédagogue, pour n'être " en aucune façon *anonyme*," n'était cependant " pas signé." Malheureusement, toute l'ardeur belliqueuse de l'Alliance s'évapora après la saisie du journal et du manifeste. Mais moi, s'écriait le bouillant Guillaume qui brûlait de " risquer sa peau," " moi, je restai à mon poste. . . . à l'imprimerie du journal " (Bulletin jurassien, 15 juillet 1872).

Le mouvement révolutionnaire de Lyon venait d'éclater. Bakounine d'accourir rejoindre son lieutenant Albert Richard et ses sergents Bastélica et Gaspard Blanc. Le 28 septembre, jour de son arrivée, le peuple s'était emparé de l'Hôtel-de-Ville. Bakounine s'y installa : alors arriva le moment critique, le moment attendu depuis bien des années, où Bakounine put accomplir l'acte le plus révolutionnaire que le monde ait jamais vu—il décréta l'*Abolition de l'Etat.* Mais l'Etat, sous la forme et l'espèce de deux compagnies de gardes nationaux bourgeois, entra par une porte qu'on avait oublié de garder, balaya la salle, et fit reprendre à la hâte le chemin de Genève à Bakounine.

Au moment même où le belliqueux Guillaume défendait " à son poste " la république de septembre, son fidèle Achates Robin fuyait devant cette république et se réfugiait à Londres. Bien que le Conseil général sût qu'il était un des partisans les plus acharnés de l'Alliance, et, de plus, l'auteur des attaques lancées dans l'*Egalité* contre lui, et en dépit des rapports des sections de Brest sur la conduite peu courageuse de Robin, il le reçut dans son sein en l'absence de ses membres français. Depuis ce moment Robin ne cessa d'y fonctionner comme correspondant officieux du Comité de la Chaux-de-Fonds. Le 14 mars 1871, il proposa la convocation d'une Conférence privée de l'Internationale pour vider le différend suisse. Le Conseil, prévoyant que de grands événements se préparaient à Paris, refusa net. Robin revint à la charge à plusieurs reprises et proposa même au Conseil de prendre une décision définitive sur le différend. Le 25 juillet, le Conseil général décida que cette affaire serait une des questions soumises à la Conférence qui serait convoquée pour le mois de septembre 1871.

Le 10 août, l'Alliance, peu désireuse de voir ses agissements scrutés par une Conférence, déclarait qu'elle était dissoute depuis le 6 du même mois. Cependant, renforcée par quelques

réfugiés français, elle reparût bientôt sous d'autres noms, tels que "Section des athées socialistes," et "Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire." Conformément à la résolution V du Congrès de Bâle et d'accord avec le Comité fédéral romand, le Conseil général réfusa de reconnaître ces sections, nouveaux foyers d'intrigues.

La Conférence de Londres (septembre 1871) confirma, vis-à-vis des dissidents jurassiens, la décision du Conseil général du 28 juin 1870.

La *Solidarité* ayant cessé d'exister, les nouveaux adhérents de l'Alliance fondèrent *la Révolution Sociale* où écrivait Mme André Léo qui, au Congrès de la Ligue de la Paix à Lausanne, alors que Ferré attendait en prison l'heure d'aller à Satory, avait déclaré que "Raoul Rigault et Ferré étaient les deux figures sinistres de la Commune, qui jusque là, (jusqu'à l'exécution des otages) n'avaient cessé, toujours en vain, de réclamer des mesures sanglantes."

Dès son premier numéro, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du *Figaro*, du *Gaulois*, du *Paris-Journal* et autres organes orduriers dont il réédita les infamies contre le Conseil général. Le moment lui parut opportun d'allumer, jusque dans l'Internationale, le feu des haines nationales. D'après lui, le Conseil général était un comité allemand, dirigé par un cerveau bismarkien.

La Conférence, par ses trois résolutions relatives au différend suisse, à l'action politique de la classe ouvrière, et au désaveu public de Netchaieff, avait frappé l'Alliance au cœur. La première de ces résolutions infligeait un blâme direct au Comité pseudo-romand de la Chaux-de-Fonds, et approuvait l'action du Conseil général. Elle conseillait aux sections du Jura d'adhérer à la fédération romande, et dans le cas où cette union ne pourrait se faire, elle décidait que les sections des montagnes devaient prendre le nom de fédération jurassienne. Elle déclarait que. si leur comité continuait sa guerre de journaux devant le public bourgeois, ces journaux seraient désavoués par le Conseil géneral.—La deuxième résolution, sur l'action politique de la classe ouvrière, mit à néant la confusion qu'avait voulu jeter Bakounine dans l'Internationale en intercalant dans son programme la doctrine de l'abstention absolue en matière politique.—La troisième résolution sur Netchaieff menaçait directement Bakounine. On verra plus loin, lorsque nous parlerons de la Russie,

combien Bakounine était personnellement intéressé à cacher les turpitudes de l'Alliance à l'Europe occidentale.

L'Alliance comme de juste, y vit une déclaration de guerre, et se mit immédiatement en campagne. Les sections jurassiennes qui soutenaient le Comité pseudo-romand, se réunirent en Congrès, le 12 novembre 1871, à Sonvillier. Il y avait là seize délégués prétendant représenter neuf sections. Suivant le rapport du Comité fédéral, la section de Courtelary, représentée par deux délégués, " avait suspendu son action ; " la section centrale du Locle " avait fini par se dissoudre, " mais s'était reconstituée momentanément pour envoyer deux délégués au Congrès des seize ; la section des graveurs et guillocheurs de Courtelary (deux délégués) " se constituait en société de résistance " en dehors de l'Internationale ; la section de propagande de la Chaux-de-Fonds (un délégué) " est dans une situation critique, et sa position, loin de s'améliorer, tend plutôt à empirer." La section centrale de Neuchâtel (deux délégués, dont Guillaume) " a eu à souffrir considérablement, et sans le dévouement de quelques membres, sa chûte était certaine." Les deux cercles d'études sociales de Sonvillier et de Saint-Imier (quatre délégués) dans le district de Courtelary se sont formés, suivant le rapport, en conséquence de la dissolution de la section centrale de Courtelary ; donc, les quelques membres de ce district se font représenter trois fois, par six délégués ! La section de Moutier (un délégué) ne paraît être composée que de son Comité. Donc, sur seize délégués, quatorze représentaient des sections mortes ou mourantes. Mais pour juger de l'état de délabrement amené dans cette fédération par la prédication de l'anarchie, il faut lire encore un peu ce rapport. Sur vingt-deux sections, neuf seulement étaient représentées au Congrès ; sept n'avaient jamais répondu à aucune des communications du Comité, et quatre étaient déclarés bien mortes. Voilà la fédération qui se croyait appelée à bouleverser de fond en comble l'organisation de l'Internationale !

Le Congrès de Sonvillier commença cependant par s'incliner devant la Conférence de Londres qui lui avait imposé le nom de fédération jurassienne ;mais en même temps pour faire preuve d'anarchisme il déclarait dissoute toute la fédération romande. (Celle-ci rendit les Jurassiens à leur autonomie en les chassant de ses sections). Ensuite le Congrès lança sa bruyante circulaire dont le but principal était de protester contre

la légalité de la Conférence et d'en appeler à un Congrès général qui devait être convoqué à bref délai.

La circulaire accuse l'Internationale d'avoir dévié de son esprit qui n'était " qu'une immense protestation contre l'autorité." Jusqu'au Congrès de Bruxelles, tout marchait pour le mieux dans la meilleure des sociétés ; mais à Bâle les délégués perdirent la tête, et en proie à une " confiance aveugle " ils portèrent " atteinte à l'esprit et à la lettre des statuts généraux " où l'autonomie de chaque section et de chaque groupe de sections était si clairement proclamée. Donc, l'Internationale avait écrit sur ses bannières l'autorité, et la fédération jurassienne, cette marionnette de l'Alliance, l'autonomie des sections. Nous avons déjà vu comment l'Alliance entend réaliser eette autonomie.

Les péchés du Congrés de Bâle ont été encore surpassés par ceux de la Conférence de Londres dont les résolutions " tendent à faire de l'Internationale, libre fédération de sections antonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées, placées entiérement sous la main d'un Conseil général qui peut à son grè refuser leur admission on bien suspendre leur activité." Les alliancistes qui redigèrent cette circulaire oubliaiant donc que leur réglement secret n'est fait que pour consolider une " organisation hiérarchique et autoritaire," couronnée par la personne du permanent " citoyen B.." et que l'on y donne des instructions pour " discipliner " les sections et pour les placer entièrement non seulement " sous la main," mais sous " la *haute* main " de ce même " citoyen."

Si les péchés de la Conférence sont mortels, le péché des péchés, le péché contre l'esprit saint, fut commis par le Conseil général. Il se trouve " quelques individualités " qui considèrent leur " mandat (de membres du Conseil) comme une propriété personelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre association . . . . Des hommes ont été amenés . . . à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle . . . comme la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'association . . . ainsi s'est constituée peu a peu une orthodoxie dont le siége était Londres, et dont les représentants étaient les membres du Conseil général." Enfin, ils ont voulu établir l'unité de l'Internationale par " la centralisation et la dictature."—Dans cette même circulaire l'Alliance prétend " faire prédominer dans l'Internationale

son programme spécial" en la déclarant "une immense protestation contre l'autorité," et en proclamant que l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes devra se faire "en dehors de toute autorité directrice, cette autorité fut-elle élue et consentie par les travailleurs." Nous verrons que partout où l'Alliance a eu de l'influence, elle a fait ce qu'elle reproche faussement au Conseil général, qu'elle a voulu imposer son ridicule simulacre de théorie comme "la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'Association."* —Ceci n' a trait qu' à l'action publique et visible de l'Alliance ; quant à son action secrète, "l'esprit et la lettre" des statuts secrets nous ont déjà éclairés sur le degré "d'orthodoxie," de "doctrine personnelle," de "centralisation" et de "dictature" qui règnent dans cette "libre fédération de groupes autonomes." Nous comprenons fort bien que l'Alliance voulût empêcher la classe ouvrière de se donner une direction commune, puisque la providence bakounienne, en constituant son *Alliance* comme l'Etat major de la révolution, y avait déjà pourvu.

Bien loin de vouloir imposer une orthodoxie à l'Internationale, le Conseil général avait proposé à la Conférence de Londres l'abolition des noms sectaires de certaines sections, et cette proposition fut acceptée à l'unanimité.†

---

* Mazzini, par exemple, rendait toute l'Internationale responsable des grotesques élucubrations du pape Bakounine. Le Conseil général se vit obligé de déclarer publiquement dans les journaux italiens qu'il "s'est toujours opposé aux tentatives réitérées de substituer au programme large et compréhensif de l'Internationale (lequel a permis l'admission, comme membres, des adhérents de Bakounine) le programme étroit et sectaire de Bakounine dont l'adoption excluerait d'un seul coup l'immense majorité des membres de l'Internationale." La circulaire de Jules Favre, le rapport du rural Sacaze sur notre association, les discours réactionnaires dans les débats des Cortès espagnols sur l'Internationale, enfin toutes les attaques publiques dirigées contre elle fourmillent de citations de phrases ultra-anarchiques sorties du camp bakouniste.

† Résolution II de la Conférence, art. 2 :—"Les branches, sections, ou groupes locaux et leurs Comités se désigneront et se constitueront à l'avenir simplement et exclusivement comme branches, sections, groupes et comités de l'Association Internationale des travailleurs, en ajoutant le nom de leur localité respective. Art. 3 :—Il sera donc désormais défendu aux branches, sections, ou groupes de se désigner par des noms de secte, comme par example le nom de branche positiviste, mutuelliste, collectiviste, communiste, etc., ou de former des groupes séparatistes sous le nom de : "section de propagande" etc., se donnant des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par tous les groupes de l'Internationale.

Voici d'ailleurs comme le Conseil général s'exprimait, sur les sectes dans sa circulaire privée, (*Prét. Scissions* p. 24.)

"La première phase dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement sectaire. Il a sa raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir comme classe. Des penseurs individuels font la critique des antagonismes sociaux, et en donnent des solutions fantastiques que la masse des ouvriers n'à qu'à accepter. à propager, et à mettre en pratique. Par leur nature même, les sectes formées par ces initiateurs sont abstentionnistes, étrangères à toute action réelle, à la politique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La masse du prolétariat reste toujours indifférente ou même hostile à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fouriéristes, des Icariens, que les chartistes et les trades-unionistes anglais ne voulaient des Owenistes. Les sectes, leviers du mouvement à leur origine, lui font obstacle dès qu'il les dépasse ; alors elles deviennent réactionnaires ; temoins les sectes en France et en Angleterre, et dernièrement les Lassaliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir simples instruments de police. Enfin, c'est là l'enfance du mouvement prolétaire, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

"En face des organisations fantaisistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé dans l'Etat. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissent-ils que de simples sociétés 'ouvriéres' poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se borne à tracer les grands traits du mouvement prolétaire et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs Congrès,"

L'Alliance ne voulait pas que l'Internationale fût une société militante ; la circulaire demandait qu' elle fût l'image

fidèle de la sociéte future ; " nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal . . . . L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature." La Fédération jurassienne, si elle avait réussi dans son plan de transformer l'Internationale en image fidèle d'une société qui n'existait pas encore, et de lui interdire tout moyen d'action combinée, dans le but caché de la soumettre à " l'autorité et à la dictature " de l'Alliance et de son permanent dictateur, le " citoyen B," aurait comblé les voeux de la police européenne qui ne demandait qu' à voir l'Internationale mise à la retraite.

Les hommes de l'Alliance, pour prouver à leurs anciens col lègues de la Ligue de la Paix et à la bourgeoisie radicale que la campagne qu'ils venaient d'ouvrir était dirigée contre l'Internationale et non contre la bourgeoisie, envoyèrent leur circulaire à tous les journaux radicaux. La *République française* de M. Gambetta s'empressa de reconnaître leurs services par un article plein d'encouragements pour les Jurassiens et d'attaques contre la Conférence de Londres. Le *Bulletin jurassien*, heureux de trouver cet appui dans la presse bourgeoise, reproduisit *in extenso* cet article dans son No. 3, montrent ainsi qu'une entente des plus cordiales unissait les alliancistes ultra-révolutionnaires et les gambettistes versaillais. Afin de mieux répandre parni la bourgeoisie l'agréable nouvelle d'une scission naissante dans l'Internationale, la circulaire de Sonvillier fut vendue dans les rues de plusieurs villes de France, notamment à Montpellier, un jour de marché. On sait que la vente d'imprimés dans la rue, en France, a besoin d'être autorisée par la police.*

Cetfe circulaire fut envoyée par ballots partout où l'Alliance croyait recruter des amis et des mécontents contre le Conseil Général. Le résultat fut à peu près nul. Les alliancistes espagnols se prononcèrent contre la convocation du Congrès demandé par la circulaire, et osèrent même envoyer des réprimandes au pape. En Italie, un seul individu, Terzaghi, se déclarait momentanément pour le Congrès. En Belgique où il n'y avait pas d'Alliancistes connus, mais où tout le mouvement international pataugeait dans les phrases bourgeoises sur l'abstention politique, l'autonomie, la liberté, la fédération,

* Procès de Toulouse, voir *La Réforme* (de Toulouse) du 18 mars 1873.

la décentralisation et l'esprit de clocher, la circulaire obtint un succès d'estime, Bien que le Conseil fédéral belge s'abstint d'adhérer à la demande d'un Congrès général extraordinaire, ce qui du reste eût été absurde, puisque à la Conférence la Belgique avait été représentée par six délégués, il rédigea un projet de statuts généraux qui supprimait simplement le Conseil Général. Lorsqu'au Congrès belge on discutait cette proposition, le délégué de Lodelinsart fit observer que le meilleur critérium, pour les ouvriers, était le sentiment de leurs patrons. A voir seulement la joie que l'idée de la suppression du Conseil Général avait fait naître chez les patrons, on pouvait affirmer qu'il était impossible "de commettre une plus grande faute que de décréter cette suppression." Aussi la proposition fut-elle rejetée. En Suisse, la fédération romande protesta énergiquement, mais partout ailleurs on ne répondit à la circulaire que par le silence du mépris.

Le Conseil Général répondit à la Circulaire de Sonvillier et aux manœuvres continuelles de l'Alliance par la circulaire privée : "*Les prétendues Scissions dans l'Internationale*" en date du 5 mars 1872. Une grande partie de cette circulaire a été résumée plus haut. Le Congrès de La Haye a fait justice de ces intrigues et de ces intrigants.

Certainement, ces hommes, qui font plus de bruit qu'ils ne sont gros, ont eu un succès incontestable. Toute la presse libérale et policière a pris ouvertement leur parti ; ils ont été secondés dans leur calomnies personnelles contre le Conseil Général et leurs attaques anodines contre l'Internatioaale par les prétendus réformateurs de tous les pays,—en Angleterre, par les républicains bourgeois, dont le Conseil Général a déjoué les intrigues ; en Italie, par les libres-penseurs dogmatique qui sous la bannière de Stefanoni, proposérent de fonder une "société universelle des rationalistes," ayant : siége obligatoire à Rome, organisation "autoritaire" et "hiérarchique," couvents de moines et de nonnes athées, etc., et dont les statuts décernent un buste en marbre, placé dans la salle du Congrès, à tout bourgeois donateur de dix mille francs ; enfin, en Allemagne, par les socialistes bismarkiens qui, en dehors de leur journal policier, le *Neue Social-Democrat*, jouent les blouses blanches de l'empire prusso-allemand

La *Révolution sociale* ayant cessé de paraître, l'Alliance se fit représenter dans la presse par le *Bulletin jurassien* qui, sous prétexte de protéger les sections autonomes contre l'autorita-

risme du Conseil général et les usurpations de la Conférence de Londres, travaillait à la désorganisation de l'Internationale. Son numéro du 20 mars 1872 avouait franchement que par " Internationale il n'entendait pas telle ou telle organisation embrassant aujourd'hui une partie du prolétariat. Les organisations sont choses secondaires et transitoires. . . . l'Internationale est, parlant d'une manière plus générale, ce sentiment de solidarité entre les exploités qui domine le monde moderne." L'Internationale réduite au pur " sentiment de solidarité," serait plus platonique encore que la charité chrétienne. Pour donner une preuve des moyens honnêtes employés par le *Bulletin*, nous extrayons le passage suivant d'une lettre de Tokarzewicz, rédacteur en chef du journal polonais *Wolnosc* à Zurich : "Dans le No 13 du *Bulletin jurassien* se trouve *un programme de la société polonaise socialiste de Zurich* qui dans trois jours publiera son journal Wolnosc. Nous vous autorisons, trois jours après la réception de cette lettre, à'annoncer au Conseil général de l'Internationale que le programme est *faux*."

Le No. du 15 juin de ce *Bulletin* contient les réponses des Alliancistes (Bakounine, Malon, Claris, Guillaume, etc.) à la circulaire privée du Conseil général. Ces réponses ne répondent à aucune des accusations que le Conseil général avait portées contre l'Alliance et ses chefs. Le pape, à bout de raisons, crut clore le débat en appelant la circulaire " un tas d'ordures." " D'ailleurs, dit-il, je m'étais toujours réservé d'appeler tous mes calomniateurs devant un jury d'honneur que le prochain Congrès ne me refusera sans doute pas. Et *pour peu que ce jury* M'OFFRE *toutes les garanties d'un jugement impartial et sérieux*, je pourrai lui exposer avec tous les détails nécessaires tous les faits tant politiques que personnels sans crainte des inconvénients et des dangers d'une divulgation indiscrète." Naturellement, le citoyen B. paya de sa personne—comme d'habitude : il ne parut pas à la Haye.

Le Congrès approchait, et l'Alliance savait qu'avant ce Congrès devait se publier le rapport sur l'affaire Nétchaieff que la Conférence avait chargé le citoyen Outine de rédiger. Il était de la plus haute importance que ce rapport ne fût pas publié avant le Congrès, afirs que ses membres ne pussen être entièrement informés sur cette affaire. Le citoyen Outine se rendit à Zurich pour remplir sa tâche. A peine installé,

il fut victime d'une tentative d'assasinat que nous mettons sans hésitation sur le compte de l'Alliance. A Zurich, Outine n'avait d'autres ennemis que les quelques Slaves alliancistes sous la " haute main " de Bakounine. D'ailleurs, l'organisation du guet-à-pens et de l'assassinat est un des moyens de lutte reconnus et employ par cette société ; nous en verrons d'autres exemples en Espagne et en Russie. Huit individus qui parlaient le slave, guettaient Outine dans un lieu isolé près d'un canal ; quand il fut arrivó près d'eux, ils l'attaquèrent par derrière, le frappèrent à la tête avec de grosses pierres, lui firent à un œil une blessure dangereuse, et après l'avoir assommé l'auraient tué et jeté dans le canal sans l'arrivée de quatre étudiants allemands. A leur vue, les assassins s'enfuirent. Cette tentative n' a pas empêché le citoyen Outine d'achever son travail et de l'envoyer au Congrès.

---

## IV.

## L'ALLIANCE EN ESPAGNE.

Après le Congrès de la *Ligue de la Paix* tenu à Berne, en Septembre 1869, Fanelli, un des fondateurs de l'Alliance et membre du Parlement italien, se rendit à Madrid. Il était muni de recommandations de Bakounine pour Garrido, deputé aux Cortès qui le mit en rapport avec des éléments républicains tant bourgeois qu'ouvriers. Peu de temps après, en Novembre de la même année, on envoya, de Genève, des cartes d'affiliation à l'Alliance à Morago, à Cordova y Lopez (républicain, aspirant à la députation, rédacteur du *Combate*, journal bourgeois) et à Rubau Donadeu, (candidat malheureux de Barcelonne, fondateur d'un parti pseudo-socialiste). La connaissance de l'envoi de ces titres, jeta le désordre dans la jeune section internationale de Madrid ; le président Jalvo se retira, ne voulant pas appartenir à une association qui tolérait dans son sein une société secrète composée de bourgeois, et se laissait conduire par elle.

Déjà au Congrès de Bâle l'Internationale espagnole était répresentée par deux alliancistes, Farga Pellicer et Sentinon, dont le dernier figure sur la liste officielle des délégués comme " délégué de l'Alliance." Après le Congrès de l'Internatio-

nale espagnole à Barcelone, (Juillet 1870) l'Alliance s'établit à Palma, Valencia, Malaga et Cadix. En 1871, des sections se fondèrent à Séville et à Cordoue. Au commencement de 1871, Morago et Vinas, délégués de l'Alliance de Barcelone, proposèrent aux membres du Conseil fédéral (Francisco Mora, Angel Mora, Anselmo Lorenzo, Borrell etc.). . de fonder une section de l'Alliance à Madrid; mais ceux-ci s'y opposèrent, disant que l'Alliance était une société dangereuse si elle était secrète, inutile si elle était publique. Pour la deuxième fois la seule mention de ce nom suffit pour jeter le germe de la désunion dans le sein du Conseil fédéral; au point que Borrell prononça ces paroles prophétiques: "dès aujourd'hui toute confiance est morte entre nous." Mais la persécution gouvernementale ayant forcé les membres du Conseil fédéral d'émigrer en Portugal, c'est là que Morago réussit à les convaincre de l'utilité de cette association secrète, et que, par leur initiative, se fonda la section allianciste de Madrid. A Lisbonne, quelques Portugais, membres de l'Internationale, furent affiliés à l'Alliance par Morago. Toutefois trouvant que ces nouveaux venus ne lui offraient pas des garanties suffisantes, il fonda, à leur insu, un autre groupe allianciste, composé des plus mauvais éléments bourgeois et ouvriers pris dans les rangs des francs-maçons. Ce nouveau groupe dont faisait partie un curé défroqué Bonança, tenta d'organiser l'Internationale par sections de dix membres qui devaient, sous sa direction, servir les projets du comte de Péniche, et que cet intrigant politique réussit à entraîner dans une échauffourée dont l'unique but était de le placer au pouvoir. En présence des intrigues alliancistes en Portugal et en Espagne, les internationaux portugais se sont retirés de cette société secrète, et ils ont, au Congrès de la Haye, reclamé comme une mesure de salut public son expulsion de l'Internationale.

A la Conférence de l'Internationale espagnole à Valencia, (septembre 1871) les délégués d'alliancistes, comme toujours délégués de l'Internationale, donnèrent à leur société secrète une organisation complète pour la péninsule ibérique. La majorité d'entre eux, croyant que le programme de l'Alliance était identique à celui de l'Internationale, que cette organisation secrète existait partout, que c'était presque un devoir d'y entrer, et que l'Alliance tendait à développer et non à dominer l'Internationale, décida que tous les membres du Conseil fédéral

devaient être initiés. Aussitôt que Morago, qui n'avait pas osé jusque là rentrer en Espagne, eut connaissance de ce fait, il vint en toute hâte à Madrid et accusa Mora de " vouloir subordonner l'Alliance à l'Internationale " ce qui était contraire au but de l'Alliance. Et pour donner de l'autorité à cette opinion, il fit lire à Mesa, au mois de janvier suivant, une lettre de Bakounine dans laquelle celui-ci déroulait un plan machiavélique de domination sur la classe ouvrière. Ce plan était le suivant: "L'Alliance doit exister, en apparence dans l'Internationale, mais réellement à une certaine distance d'elle, pour mieux l'observer et la diriger. Pour cette raison les, membres qui appartiennent aux Conseils et Comités des sections internationales, *doivent toujours être en minorité dans les sections de l'Alliance.*" (Déclaration de José Mesa, en date du 1 Septembre 1872, addressée au Congrès de la Haye.) Dans une réunion de l'Alliance, Morago accusa Mesa d'avoir trahi la société de Bakounine par l'initiation de tous les membres du Conseil fédéral, ce qui leur donnait la majorité dans la section allianciste, et établissait, en fait, la domination de l'Internationale sur l'Alliance. C'est pour prévenir cette domination que les instructions secrètes portent qu'un ou deux alliancistes seulement doivent se glisser dans les Conseils ou Comités de l'Internationale et les mener, sous la direction et avec l'appui de la section de l'Alliance, où se prenaient à l'avance toutes les résolutions que devait adopter l'Internationale.—Dès ce moment, Morago déclara la guerre au Conseil fédéral, et, comme en Portugal, fonda une nouvelle section allianciste qui resta inconnue aux suspects. Les initiés des différents points de l'Espagne le secondèrent, et commencèrent à accuser le Conseil fédéral de négliger ses devoirs alliancistes, comme le prouve une circulaire de la section de l'Alliance de Valence (30 Janvier 1872) signée Damon, pseudonyme allianciste de Montoro.

Quand la circulaire de Sonvillier arriva, l'Alliance espagnole se garda bien de prendre parti pour le Jura. Même la section-mère de Barcelone, dans une lettre officielle du 14 Novembre, 1871, traite très-vertement et d'une manière tout-à-fait hérétique le pape Michel qu'elle suspectait de rivalité personelle contre Karl Marx.*

---

* Cette lettre, adressée par Alerini " au nom du groupe barcelonais " de l'Alliance " mon cher Bastélica et chers amis " fut envoyée en copie á toutes les sections de l'Alliance espagnole. En voici quelques extraits :—

Le Conseil fédéral adhéra à cette lettre, ce qui montre combien peu d'influence le centre suisse avait alors en Espagne. Mais bientôt on put remarquer que la grâce venait de toucher les coeurs récalcitrants. Dans une réunion de la fédération internationale de Madrid (7 Janvier 1872) où se discutait la circulaire de Sonvillier, le nouveau groupe, dirigé par Morago, empêcha la lecture de la contre-circulaire de la fédération romande, et étouffa la discussion. Le 24 février Rafar (faux-nez allianciste de Rafael Farga) écrivait à la section allianciste de Madrid : "Il faut tuer les influences réactionnaires et les tendances autoritaires du Conseil Général," Cependant, c'était à Palma de Mallorca seulement que l'Alliance put arracher aux Internationaux une adhésion publique à la circulaire du Jura. On voit que la discipline ecclésiastique commencait à briser les dernières résistances à l'infaillibilité du pape.

En présence de tout ce travail souterrain, le Conseil fédéral espagnol comprit qu'il y avait urgence à se débarrasser de l'Alliance. Les persécutions du gouvernement lui en fournirent le prétexte. Pour pourvoir au cas où l'on dissoudrait l'Internationale, il proposa de former des groupes secrets de "Défenseurs de l'Internationale," dans lesquels devaient se fondre insensiblement les sections de l'Alliance. L'introduction de nombreux membres devait fatalement en modifier le caractère, et elles devaient définitivement disparaître, avec ces groupes, le jour où la persécution cesserait. Mais l'Alliance, devinant le but caché de ce plan, le fit échouer bien que, cette organisation manquant, l'existence de l'Internationale en Espagne

---

"Le Conseil général actuel ne peut durer au delà du Congrès de l'an prochain et son action néfaste ne peut être que temporaire. . . . . Une rupture publique au contraire porterait à notre cause un de ces coups dont elle se relèverait difficilement, si tant est qu'elle y résiste. Nous ne pouvons donc en aucune façon encourager vos *tendances séparatistes* . . . . . Quelques uns d'entre nous se sont demandé si, à part la question de principe, il n'y aurait dans tout ceci ou à côté de ceci, *des questions de personnes, des questions de rivalité par exemple entre notre ami Michel et Karl Marx, entre les membres de l'ancienne A. et le Conseil general* . . . . Nous avons vu avec peine dans la *Revolution Sociale* les attaques dirigées contre le Conseil général et Karl Marx . . . Quand nous connaîtrons l'opinion de nos amis de la péninsule *qui inspirent les Conseils locaux*, modifiant notre attitude suivant la décision générale, à laquelle nous nous conformerons de tout point, etc., etc."

L'ancienne A. est l'Alliance publique étouffée dans son germe par le Conseil général. L'exemplaire de la lettre d'oú nous avons extrait ces passages, est écrit de la main d'Alerini.

eût eté compromise, si le gouvernement avait exécuté ses menaces. L'Alliance, au contraire, proposait ceci : " Si l'on nous met hors la loi, il serait utile de donner à l'Internationale une forme extérieure qui *pourrait être admise par le gouvernement*, et que les conseils locaux fussent comme les noyaux secrets qui, influencés par l'Alliance, imprimeraient aux sections une marche complétement révolutionnaire." (Circulaire de la section de l'Alliance de Séville, 25 Oct., 1871.) Couarde dans l'action, hardie dans la phrase—voilà toute l'Alliance, en Espagne comme ailleurs.

La résolution de la Conférence de Londres sur la politique de la classe ouvrière força l'Alliance à se mettre en hostilité ouverte avec l'Internationale, et donna au Conseil fédéral l'occasion de constater sa parfaite harmonie avec la grande majorité des Internationaux. Elle lui suggéra de plus l'idée de constituer, en Espagne, un grand parti ouvrier. Pour arriver à ce but, il fallait d'abord complétement isoler la classe ouvrière de tous les partis bourgeois, surtout du parti républicain qui recrutait parmi les ouvriers la masse de ses votants et de ses combattants. Le Conseil fédéral conseilla l'abstention dans toutes les élections de députés tant monarchiques que républicains ; pour enlever au peuple toute illusion sur la phraséologie pseudo-socialiste des républicains, les rédacteurs de *La Emancipacion*, qui étaient en même temps les membres du Conseil fédéral, addressèrent aux représentants du parti républicain fédéraliste, réunis en Congrès à Madrid, une lettre dans laquelle ils leur demandèrent des mesures pratiques et les sommèrent de se déclarer sur le programme de l'Internationale. C'était porter un coup terrible au parti républicain ; l'Alliance se chargea de l'atténuer, car elle, au contraire, était liguée avec les républicains. A Madrid, elle fondait un journal, *El Condenado*, qui pour programme prit les trois vertus cardinales de l'Alliance : *Athéisme*, *Anarchie*, *Collectivisme*, mais qui prêchait aux ouvriers de ne pas demander une diminution des heures de travail. A côté du " frère " Morago, y écrivait Estébanez, un des trois membres du Comité directeur du parti républicain, dernièrement gouverneur de Madrid et ministre de la guerre. A Malaga Pino, membre de la Commission fédérale de la pseudo-Internationale, à Madrid, Felipe Martin, actuellement commis-voyageur de l'Alliance, servaient le parti républicain comme agents électoraux. Et pour avoir aussi son Fanelli aux Cortès espagnoles, l'Alliance se proposa de porter la candidature de Morago.

L'Alliance avait déjà deux griefs impardonnables contre le Conseil fédéral : 1o de s'être abstenu dans la question du Jura, 2o d'avoir attenté à son intégrité ; après l'attitude du Conseil vis-à-vis du parti républicain, laquelle déjouait tous ses plans, elle résolut de le perdre. La lettre au Congrès républicain y fut reçue comme une déclaration de guerre. *La Igualdad*, l'organe le plus influent du parti, attaqua violemment les rédacteurs de *La Emancipacion*, et les accusa d'être vendus à Sagasta. Le *Condenado* encouragea cette infamie par son silence obstiné. L'Alliance fit plus encore pour le parti républicain. A cause de cette lettre, elle fit expulser de la fédération internationale de Madrid, où elle dominait, les rédacteurs de *La Emancipacion*.

En dépit des persécutions gouvernementales, le Conseil fédéral, pendant une gestion de six mois, depuis la Conférence de Valence, avait porté le nombre des fédérations locales de 13 à 70 ; il avait, dans 100 autres localités, préparé les fédérations locales, organisé huit métiers en sociétés de résistance nationales ; en outre se formait, sous ses auspices, la grande association des ouvriers manufacturiers catalans. Ces services rendus avaient donné aux membres du Conseil une telle influence morale que Bakounine sentit le besoin de les remettre dans la voie du salut par une longue admonition paternelle adressée à Mora, le secrétaire général du Conseil, en date du 5 Avril 1872 (voir *Pieces justificatives* No. III). Le Congrès de Saragosse (4-11 Avril 1872), malgré les efforts de l'Alliance représentée par au moins douze délégués, annula l'expulsion et nomma deux des expulsés au nouveau Conseil fédéral, en dépit de leur refus réitéré d'accepter aucune candidature.

Au Congrès de Saragosse, comme toujours, se tinrent en même temps les conciliabules secrets de l'Alliance. Les membres du Conseil fédéral y proposèrent de la dissoudre. La proposition, pour ne pas être rejetée, fut esquivée. Deux mois après, le 2 Juin, ces mêmes citoyens en qualité de directeurs de l'Alliance espagnole et au nom de la section de l'Alliance de Madrid, envoyèrent aux autres sections une circulaire où ils renouvelaient leur proposition et en donnaient la raison suivante : "l'Alliance a dévié du chemin que, selon nos vues, elle aurait dû suivre dans notre région ; elle a faussé la pensée qui lui avait donné naissance, et, au lieu d'être une partie intégrante de notre grande association, un élément actif qui donnât de l'impulsion aux différents organismes de l'Internationale, les aidant et les favorisant dans leur développement,

elle s'est séparée complétement du reste de l'Association et en est arrivée à être une organisation à part, pour ainsi dire supérieure, et avec des tendances dominatrices ; introduisant par là la méfiance, la discorde, et la division dans notre sein. . . . A Saragosse, au lieu d'apporter des solutions et des idées, elle n'a, au contraire, apporté que des entraves et des obstacles aux importants travaux du Congrès." De toutes les sections de l'Alliance espagnole, celle de Cadix seule répondit en annonçant sa dissolution.—Le lendemain même, l'Alliance fit expulser, de nouveau, de la fédération internationale de Madrid, les signataires de la circulaire du 2 Juin. Elle prit pour prétexte un article de *La Emancipacion* du 1 Juin où l'on demandait une enquête " sur la source de la fortune des ministres, généraux, magistrats, fonctionnaires publics, maires, etc. . . . et de tous les hommes politiques qui, n'ayant pas exercé de fonctions publiques, ont vécu à l'ombre des gouvernements, leur prêtant leur appui dans les Cortès et couvrant leurs iniquités sous le masque d'une fausse opposition. . . et dont les biens devaient être confisqués comme première mesure le lendemain d'une révolution. "L'Alliance, qui y voyait une attaque directe contre ses amis du parti républicain, accusa les rédacteurs de *La Emancipacion* d'avoir trahi la cause du prolétariat, sous prétexte qu'en demandant la confiscation des biens des voleurs d'Etat, ils reconnaissaient implicitement la propriété individuelle. Rien ne montre mieux l'esprit réactionnaire qui se cache sous le charlatanisme révolutionnaire de l'Alliance et qu'elle voudrait infuser dans le sein de la classe ouvrière. Et rien ne prouve mieux la mauvaise foi des alliancistes que l'expulsion, comme défenseurs de la propriété individuelle, des mêmes hommes qu'ils anathématisaient à cause de leurs idées communistes.

Cette nouvelle expulsion se fit en violation des réglements en vigueur qui prescrivent la formation d'un jury d'honneur dans lequel l'accusé nomme deux jurés sur sept, et du jugement duquel il peut encore appeler à l'Assemblée générale de la section. Au lieu de tout cela, l'Alliance, pour ne pas être gênée dans son autonomie, fit décréter l'expulsion dans la séance même où elle souleva l'accusation. Sur 130 membres dont se composait la section, il n'y avait de réuni que 15 compères. Les expulsés en appelèrent au Conseil fédéral.

Ce Conseil, grâce aux manœuvres de l'Alliance, avait été transféré à Valence.—Des deux membres de l'ancien Conseil

fédéral réélus au Congrès de Saragosse, Mora n'avait pas accepté, et peu après Lorenzo donna sa démission. Dès ce moment, le Conseil fédéral était voué corps et âme à l'Alliance. Aussi répondit-il à l'appel des expulsés par une déclaration d'incompétence, quoique l'art. 7. des réglements de la fédération espagnole lui imposât le devoir de suspendre, sauf appel au prochain Congrès, toute fédération locale qui violerait les statuts. Les expulsés se constituèrent alors en " nouvelle fédération " et demandèrent à être reconnus par le Conseil qui, en vertu de l'autonomie des sections, refusa formellement. La Nouvelle Fédération de Madrid s'adressa alors au Conseil général qui l'admit, conformément aux art. II, 7 et IV, 4 des réglements généraux. Le Congrès général de la Haye approuva cet acte et, *à l'unanimité*, admit le délégué de la Nouvelle Fédération de Madrid.

L'Alliance avait compris toute l'importance de ce premier mouvement de rébellion ; elle avait compris que, s'il n'était pas étouffé dans son germe, l'Internationale espagnole, jusqu'alors si docile, échapperait de ses mains : elle mit en branle tous ses moyens honnêtes et malhonnêtes. Elle débuta par la calomnie. On proclama dans les journaux et l'on placarda dans les salles des sections les noms des expulsés : Angel et Francisco Mora, José Mesa, Victor Pagés, Iglesias, Saenz, Calleja, Pauly, et Lafargue, accolés à l'épithète de traîtres. Mora, qui pour remplir sa mission de secrétaire général avait quitté son travail, et pendant de longs mois avait été soutenu par son frère, alors qu'il n'y avait pas de fonds pour le payer, fut accusé d'avoir vécu aux frais de l'Internationale. Mesa, qui pour gagner sa vie rédige un journal de modes et venait de traduire un article pour un journal illustré, fut traité de vendu à la bourgeoisie. Lafargue fut chargé du péché mortel d'avoir, par un dîner gargantuesque, soumis aux tentations de St Antoine la faible chair de Martinez et de Montoro, deux membres du nouveau Conseil fédéral allianciste, comme s'ils portaient leur conscience dans leur panse. Nous ne parlons ici que des calomnies publiques et imprimées. Ces mesures n'ayant pas produit le fruit désiré, on passa à l'intimidation. A Valence, Mora fut attiré dans un guet-à-pens tendu par les membres du Conseil fédéral, qui l'y attendaient des gourdins à la main. Il en fut tiré par les membres de la fédération locale, qui connaissent les procédés de ces messieurs, et affirment que c'est devant des arguments aussi frappants que Lorenzo a donné sa démission.

A Madrid une tentative semblable a été faite, peu après, sur Iglesias. La congrégation allianciste de l'index signala *la Emancipacion* à la réprobation des fidèles ; à Cadix, pour jeter une crainte salutaire dans l'âme des pécheurs, il fut déclaré que tout vendeur de *La Emancipacion* serait expulsé de l'Internationale comme traître. L'anarchie allianciste se réalise dans la pratique inquisitoriale.

L'Alliance, selon son habitude, se mit à l'œuvre pour qu'au Congrès de la Haye, toute la représentation de l'Internationale espagnole fût composée de ses membres. Dans ce but, le Conseil fédéral fit passer aux sections une circulaire privée dont il cacha soigneusement l'existence à la Nouvelle Fédération de Madrid. Il y proposait l'envoi au Congrès d'une représentation collective, élue par les suffrages de tous les Internationaux, et la prélévation d'une cotisation générale de 25 c. par tête pour subvenir aux frais. Le temps manquant pour que les fédérations locales arrivassent à une entente sur les candidatures, il était clair, comme le fait l'a prouvé, que les candidats officiels de l'Alliance seraient élus, et délégués au Congrès aux frais de l'Internationale. Cette circulaire parvint cependant à la Nouvelle Fédération de Madrid et fut envoyée au Conseil général qui, connaissant la subordination du Conseil fédéral à l'Alliance, vit que le moment d'agir était venu et adressa au Conseil fédéral espagnol une lettre où il est dit :

" Citoyens—Nous avons les preuves en main qu'il existe au sein de l'Internationale, et notamment en Espagne, une société secrète qui s'appelle l'Alliance de la Démocratie socialiste. Cette société, dont le centre est en Suisse, a pour mission spéciale de diriger, dans le sens de ses tendances particulières, notre grande association, et de la mener vers des buts ignorés par l'immense majorité des Internationaux. Nous savons de plus, par *La Razon* de Séville, qu'au moins trois membres de votre Conseil appartiennent à l'Alliance. . . .

" Si le caractère et l'organisation de cette société étaient déjà contraires à l'esprit et à la lettre de nos statuts lorsqu'elle était encore publique et avouée, son existence secrète, au sein de l'Internationale, en dépit de la parole donnée, constitue une véritable trahison envers notre association. L'Internationale ne connaît qu'une seule espèce de membres, avec des droits et des devoirs égaux pour tous ; l'Alliance les divise en deux classes, les initiés et les profanes, ceux-ci destinés à

être menés par ceux-là au moyen d'une organisation dont ils ignorent même l'existence. L'Internationale demande à ses adhérents de reconnaître pour base de leur conduite : *la Verité, la Morale et la Justice ;* l'Alliance impose à ses adeptes comme premier devoir de tromper les Internationaux profanes sur l'existence de l'organisation secrète, sur les motifs et le but même de leurs paroles et de leurs actes."

Le Conseil général leur demandait en outre certains matériaux pour l'enquête sur l'Alliance, qu'il allait proposer au Congrès de la Haye, et une explication sur la manière dont ils conciliaient avec leurs devoirs envers l'Internationale la présence au milieu du Conseil fédéral d'au moins trois membres notoires de l'Alliance.

Le Conseil fédéral repondit par une lettre évasive, où cependant il reconnaissait l'existence de l'Alliance.

Les manœuvres dont nous avons parlé ne paraissant pas suffisantes pour assurer le succès de l'élection, l'Alliance, dans ses organes, alla jusqu'à poser les candidatures officielles de Farga, Alerini, Soriano, Marselau, Mendez, Morago. Le résultat des votes fut : Marselau 3568, Morago 3442, Mendez 2850, Soriano 2751. Des autres candidats, Lostau obtint 2430 voix dans quatre villes catalanes qui évidemment n'étaient pas encore bien disciplinées ; Fusté 1053 à Sans en Catalogne. Aucun des autres candidats n'eût plus de 250 voix. Pour assurer l'éléction de Farga et d'Alerini, le Conseil fédéral donna à la ville de Barcelone où l'Alliance dominait, le privilége de nommer elle-même ses délégués qui furent naturellement Alerini et Farga.—La même circulaire officielle constate que les quatre villes catalanes qui avaient nommé Lostau et Fusté et rejeté ainsi les candidats officiels de l'Alliance, payèrent 2654 réaux (663 francs 50 c.) pour les frais de délégation, tandisque les autres villes de l'Espagne où, grâce au peu d'habitude qu'ont les ouvriers de conduire leurs propres affaires, l'Alliance avait pu faire passer ses candidats, ne payèrent en tout que 2799 réaux (699 fr. 75 c.) La nouvelle fédération de Madrid avait bien raison de dire que l'argent des Internationaux servirait à envoyer à La Haye les délégués de l'Alliance. D'ailleurs, le Conseil fédéral allianciste ne paya pas intégralement les cotisations dues au Conseil général.

Tout cela ne satisfaisait pas encore l'Alliance. Il lui fallait pour ses délégués un mandat impératif allianciste ; voici comment elle l'arracha. Par sa circulaire du 7 juillet le Conseil

fédéral demanda et obtint l'autorisation de résumer en un mandat collectif les mandats impératifs donnés par les fédérations locales. Cette manœuvre, pire qu'un plébiscite bonapartiste, permit à l'Alliance de rédiger le mandat de sa délégation, mandat qu'elle avait la prétention de vouloir imposer au Congrès en défendant à ses délégués de prendre part aux votes, à moins qu'on ne changeât immédiatement le mode de votation prescrit à l'Internationale par ses réglements généraux. Pour prouver que ce n'était qu'une mystification, au Congrès de Saint-Imier les délégués espagnols prirent part, en dépit de leur mandat, aux votes qui se faisaient par fédération, mode de votation tant vanté par Castelar et pratiqué par la Ligue de la Paix.*

---

* *Sentinon*, docteur en médecine à Barcelone, ami personnel de Bakounine et l'un des fondateurs de l'Alliance espagnole, bien avant le Congrès de La Haye conseillait aux Internationaux de ne pas payer leurs cotisations au Conseil général parce qu'il les consacrerait à l'achat de fusils ; il essaya d'empêcher l'Internationale espagnole de revendiquer la cause de la Commune vaincue ; mis en prison pour délit de presse, il lança un manifeste oú il reniait courageusement l'Internationale alors poursuivie ; abandonné pour ce fait par toute la classe ouvrière barcelonaise, il resta cependant un des chefs secrets de l'Alliance, car dans une lettre du 14 août 1871, trois mois après la chûte de la Commune, Montoro, membre de l'Alliance, référait un correspondant allianciste à Sentinon qui les renseignerait, disait-il, sur son caractère et sa qualité de membre de l'Alliance.

*Vinas*, étudiant en médicine, que Sentinon dans une lettre du 26 janvier 1872, recommandait à Liebknecht comme " l'âme de l'Internationale à Barcelone," sans que la police eût pris la peine de le mettre en prison, se retira de l'Internationale pendant le période de la persécution pour ne pas compromettre les intérêts de sa famille.

*Farga-Pellicer*, encore une des têtes de l'Alliance, est accusé dans la même lettre de Sentinon d'avoir pris le large lors de la persécution et d'avoir fait porter à d'autres la responsabilité judiciaire de ses articles. Le courage de lièvre des alliancistes affirme avec audace, partout et toujours, son autonomie anti-autoritaire. Leur protestation contre l'autorité de l'Etat bourgeois, c'est la fuite.

*Soriano*, autre tête, professeur de sciences.... occultes, se retira de l'Internationale au plus fort de la persécuton. Au Congrès de Saragosse il s'opposa, avec un courage malheureux, à la célébration publique du Congrès, reclamée par Lafargue et d'autres délégués, parcequ'il ne croyait pas prudent de provoquer la colère de l'autorité. Dernièrement, sous Amédée, Soriano a accepté une place du gouvernement.

*Morago*, boutiquier et pilier d'estaminet, entretient son autonomie de joueur de profession avec le travail de sa femme et de ses apprentis. Quand le Conseil fédéral émigra à Lisbonne il déserta sa place de membre du Conseil, et proposa de jeter les papiers de l'Internationale à

## V.

## L'ALLIANCE EN ITALIE.

En Italie l'Alliance précéda l'Internationale. Le pape Michel y avait séjourné et s'y était créé de nombreuses relations parmi les jeunes éléments radicaux de la bourgeoisie. La première section de l'Internationale italienne, celle de Naples, était, dès sa fondation, dirigée par ces éléments bourgeois et alliancistes. Un des fondateurs d'Alliance, l'avocat Gambuzzi (*)colloqua à la présidence son "ouvrier modèle" Caporusso. Au Congrès de Bâle, Bakounine, bras-dessus bras-dessous avec son fidèle Caporusso, représentait les Internationaux napolitains, tandis que l'Antonelli de l'Alliance, Fanelli (†), délégué d'associations ouvrières formées en dehors de l'Internationale, était arrêté en route par une indisposition.

Sa familiarité avec le Saint-Père enivra notre brave Caporusso. De retour à Naples, il se crut supérieur aux autres alliancistes; il trancha du maître avec la section. " Ce qui changea de fond en comble Caporusso, ce fut son voyage à " Bâle. . . . Il revint du Congrès avec des idées et des " prétentions étranges, et tout-à-fait contraires aux prin-

---

la mer; quand Sagasta mit l'Internationale hors la loi, il déserta de nouveau sa place de membre du Conseil local de Madrid, et se mit à l'abri de la tourmente dans le port de l'Alliance. A défaut de Christ, l'Alliance abonde en Saint-Pierres.

*Clemente Bove*, comme président de l'association des ouvriers de fabrique catalans (las tres clases de vapor) fut destitué et expulsé pour ses virements de caisse par trop autonomes.

*Dionisio Garcia Fraile*, appelé " notre cher collègue " par la *Federacion*, organe allianciste, dans son numéro du 28 juillet 1872, dans lequel il publia une longue lettre pleine d'attaques contre la nouvelle fédération de Madrid, servait la police à Saint-Sébastien et volait la caisse des Internationaux.

(*) " Un des plus chauds partisans de Caporusso fut l'avocat Carlo Gambuzzi qui croyait avoir trouvé en lui le type d'un président de section internationale. Ce fut Gambuzzi qui lui facilita les moyens nécessaires pour aller au Congrès de Bâle. Et quand l'expulsion de Caporusso fut décidée dans l'assemblée générale de la section, il s'opposa vivement à ce que ce fait fut publié dans le *Bulletin*, et persuada aussi à ses amis de ne pas insister sur l'insertion dans le bulletin de cet autre fait honteux, l'appropriation des 300 fr." (Lettre de Cafiero, 12 juillet 1871.)

(†) Fanelli est depuis long-temps au parlement italien. Gambuzzi, interpellé à ce sujet, déclara qu'être député était une chose excellente;

" cipes de notre association. Il parla d'abord à demi-
" voix, puis ouvertement avec un ton impérieux, de
" pouvoirs qu'il n'avait pas et qu'il ne pouvait pas avoir ; il
" affirmait que le Conseil général n'avait confiance qu'en lui,
" et que si la section ne marchait pas à son gré, il avait reçu
" le pouvoir de la dissoudre et d'en fonder une autre." (Rapport officiel de la section de Naples au Conseil géneral, juillet 1871, rédigé et signé par Carmelo Palladini, avocat allianciste.) Les pouvoirs de Caporusso devaient émaner du Comité central de l'Alliance, car jamais l'Internationale n'en a donné de pareils. Le bon Caporusso, qui ne voyait dans l'Internationale qu'une source de profit personnel, nomma son gendre, ex-jésuite et prêtre défroqué, " professeur de l'Internationale et obligea
" les pauvres ouvriers à avaler ses tirades sur le respect de la
" propriété et autres bêtises de l'économie politique bour-
" geoise "(Lettre de Cafiero)(‡), après quoi il se fit acheter par les capitalistes qu'inquiétaient les progrès de l'Internationale napolitaine. Sur leurs ordres, il entraina dans une grève sans espoir les ouvriers pelletiers de Naples. Mis en prison avec trois autres membres, il confisqua la somme de 300 fr., envoyée par la section pour l'entretien des quatre prisonniers. Ces hauts faits le firent expulser de la section, qui continua d'exister jusqu'à ce qu'elle fût dissoute par la force (20 août 1871). Mais l'Alliance, ayant échappé aux coups de la police, en

---

que cela vous rendait inviolable à la police. et vous permettait de voyager gratis sur tous les chemins-de-fer italiens. L'Alliance défend aux ouvriers tout acte politique, car demander à un Etat quelconque la règlementation des heures du travail des femmes et des enfants, c'est reconnaître l'Etat, et s'incliner devant le principe du mal ; mais ses chefs bourgeois ont des dispenses pontificales qui leur permettent de siéger au parlement et de jouir des priviléges qu'offrent les Etats bourgeois. L'action athée et anarchique de Fanelli dans le parlement italien s'est bornée, jusqu'ici, à un éloge pompeux de l'autoritaire Mazzini, l'homme de " Dio e popolo."

‡) Repoussé à Naples, Caporusso, deux ans plus tard, eut l'impudence de vouloir imposer ce même individu au Conseil général par la réclame suivante : " Citoyen président de l'Internationale—La grande question du travail et du capital, traitée au Congrès ouvrier de Bâle, et qui préoccupe aujourd'hui les esprits de toutes les classes, est maintenant résolue. Celui qui s'est occupé d'étudier l'ardu problème de la question sociale est mon gendre, le mari de ma fille, lequel, examinant les décisions de ce Congrès, et invoquant les faveurs de la science, a retrouvé le fil du difficile nœud pour mettre en parfait équilibre la famille ouvrière avec la bourgeoisie, chacune dans son droit " etc. (signé Stefano Caporusso).

profita pour se mettre à la place de l'Internationale. En envoyant le rapport officiel cité plus haut, Carmelo Palladini, le 13 novembre 1871, protestait contre la Conférence de Londres dans les mêmes termes, et avec les mêmes arguments que l'on retrouve dans la circulaire de Sonvillier, datée de la veille.

En Novembre 1871, il se forma à Milan une section composée d'éléments divers. On y trouvait des ouvriers, principalement des mécaniciens amenés par Cuno, à côté d'étudiants, de journalistes de la petite presse, de commis, complétement sous l'influence de l'Alliance. Cuno, à cause de son origine pan-germanique, était exclu de ses mystères ; cependant, il s'assura qu'après un pélerinage à Locarno, la Rome allianciste, ces jeunes bourgeois s'étaient constitués en section de la société secrète. Peu après (février 1872) Cuno fut arrêté et expulsé par la police italienne ; grâce à ce secours du ciel, l'Alliance trouva le champ libre et disciplina tout doucement la section milanaise de l'Internationale.

Le 8 Octobre 1871, se constitua à Turin la *Fédération ouvrière* ; elle demanda au Conseil Général son admission dans l'Internationale. Son secrétaire, Carlo Terzaghi, écrivait en toutes lettres : "Attendiamo i vostri ordini," nous attendons vos *ordres*. Pour prouver qu'en Italie l'Internationale, dès ses premiers vagissements, devait passer par la filière bureaucratique de l'Alliance, il annonce que "par l'entremise de Bakounine le Conseil recevra une lettre de l'Association ouvrière de Ravenne qui se déclare section internationale."

Le 4 Décembre, Carlo Terzaghi annonce au Conseil Général que la *fédération ouvrière* s'est divisée parceque la majorité était mazzinienne, et que la minorité s'est constituée en section sous le nom d'*Emancipation du prolétaire*. Il profite de l'occasion pour demander au Conseil de l'argent pour son journal *Il Proletario*. Ce n'était pas la mission du Conseil Général de pourvoir aux besoins de la presse ; mais il existait à Londres un Comité qui s'occupait de réunir quelques fonds pour venir en aide à la presse internationale. Le Comité était sur le point d'envoyer un subside de 150 fr. quand le *Gazettino Rosa* annonça que la section de Turin avait pris ouvertement parti pour le Jura, et avait résolu d'envoyer un délégué à un Congrès universel convoqué par la fédération jurassiènne. Deux mois après, Terzaghi se vanta devant Regis d'avoir fait prendre cette résolution après avoir reçu personnellement, à Locarno, les instructions de Bakounine. Devant

cette attitude hostile à l'Internationale, le Comité n'envoya pas l'argent.

Quoique Terzaghi fût, à Turin, le bras droit de l'Alliance, le véritable légat pontifical y était un certain Jacobi, soi-disant médecin polonais. Ce docteur allianciste, pour expliquer la haine qu'il déployait contre le prétendu pangermanisme du Conseil Général, l'accusa " de négligence et d'inertie dans la guerre franco-prussienne ; on doit lui attribuer la chûte de la Commune pour n'avoir pas su se servir de son immense pouvoir pour soutenir le mouvement de Paris; et ses tendances germaniques sautent aux yeux lorsqu'on songe que, sous les murs de Paris, dans l'armée allemande, il se trouvait 40,000 internationaux (!), et le Conseil général n'a pas su ou voulu user de son influence pour empêcher la continuation de la guerre (! ! rapport de Regis au Conseil général, 1er mars 1872). Confondant le Conseil général avec le Comité de la presse, il l'accusa " de suivre la théorie des gouvernements corrompus et corrupteurs " en refusant les 150 francs à l'allianciste Terzaghi. Pour prouver que cette plainte sortait du fond du cœur de l'Alliance, Guillaume se fit un devoir de la répéter au Congrès de la Haye.

Tandis que Terzaghi, dans son journal, battait devant le public la grosse caisse anti-autoritaire de l'Alliance, il écrivait en sous-main au Conseil général de refuser autoritairement les cotisations de la *Fédération ouvrière* de Turin, et lui demandait une excommunication en règle contre le journaliste Beghelli qui n'était pas même membre de l'Internationale. Le même Terzaghi, " le compère (amicone) du préfet de police de Turin qui lui offrait le vermouth quand il le rencontrait " (rapport officiel du Conseil fédéral de Turin, 5 avril, 1872) dénonça dans une réunion publique, la présence du réfugié Regis, envoyé du Conseil général à Turin. Sur ces indications, la police se mit immédiatement aux trousses de Régis qui ne parvint à passer la frontière que grâce aux secours de la section.

Voici comment Terzaghi finit, à Turin, sa mission allianciste. De graves accusations s'étant élevées contre lui " il menaça de brûler les livres de la section, si on ne le réélisait pas secrétaire, si on tentait de se soustraire à sa volonté, à son autorité, ou si on lui infligeait un blâme. Dans tous ces cas, il se vengerait en se faisant agent de police (questurino)," (Rapport du Conseil fédéral de Turin, cité plus haut.) Terzaghi avait bien raison de vouloir intimider la section. En sa qualité de caissier

et de sécrétaire, il avait fait à la caisse des détournements alliancistes par trop sérieux. En dépit d'une défense formelle du Conseil, il s'alloua une indemnité de 90 fr. ; il porta sur les livres comme payées, des sommes qui ne l'étaient pas et qui avaient disparu de la caisse ; la balance des comptes établie par lui-même, montrait un encaisse de 56 fr. qui était introuvable et qu'il refusa de restituer ainsi que les 200 timbres pour les cotisations, reçus du Conseil général. L'assemblée générale le chassa (scaccio) à l'unanimité (rapport cité plus haut.) L'Alliance qui respecte toujours l'autonomie des sections ratifia cette expulsion en faisant nommer Terzaghi immédiatement membre honoraire de la section de Florence et, plus tard, délégué de cette même section à la Conférence de Rimini.

Dans une lettre du 10 Mars, peu de jours après, Terzaghi, explique au Conseil général son expulsion de la maniere suivante : il a donné sa démission comme membre et secrétaire de cette section de canailles et de mouchards (canaglia et mardocheria) parce qu'elle " était composée d'agents du gouvernement et de mazziniens " et qu'on avait essayé de lui infliger un blâme " savez vous pourquoi ? parceque je prêchais la guerre au capital ! " (qu'il pratiquait sur la caisse de la section.) La lettre a pour but de prouver que le Conseil général a été trompé étrangement sur le caractère de ce brave Terzaghi qui ne demandait pas mieux que de se faire son humble serviteur. N'avait-il pas " toujours déclaré que, pour " être international il fallait payer ses cotisations au Conseil général "—contrairement aux ordres secrets de l'Alliance. " Si nous avons adhéré au Congrès du Jura, ce n'était pas pour " vous faire la guerre, très-chers amis, mais on suivit le cou- " rant ; notre but était de porter une parole de paix dans le " conflit. Quant à la centralisation des sections, sans leur " ôter cependant une certaine autonomie propre, je la trouve " très-utile."—" J'espère que le grand Conseil rejetera l'ad- " hésion de la *Federation ouvriere* mazzinienne ; soyez bien cer- " tains que personne n'osera vous taxer d'autoritarisme ; moi, " j'en assume toute la responsabilité, . . Si on pouvait l'avoir, " je desirerais une exacte biographie de Karl Marx ; en Italie " nous n'en avons pas d'authentique et je voudrais le premier " avoir cet honneur." Et que signifient toutes ces flagorneries ? " Non pour moi, mais pour la cause, et pour ne pas céder la place à mes nombreux ennemis, pour leur montrer que l'Internationale est compacte, je vous prie instamment, s'il est en-

core temps, de m'accorder le subside de 150 fr. que le grand Conseil avait décrété."

Se croyant sûr de l'impunité, Terzaghi paraît s'être rendu tellement impossible, à Florence, par de nouvelles frasques, que le *Fascio Operaio* lui-même s'est vu forcé de le désavouer. Espérons que le Comité jurassien saura mieux apprécier ses services.

Si en Terzaghi l'Alliance avait trouvé son vrai représentant, c'est dans la Romagne qu'elle trouva son véritable terrain. Elle y formait son groupe de sections soi-disant internationales, qui avaient pour première règle de conduite de ne pas s'astreindre aux statuts généraux, de ne pas notifier leur constitution et de ne pas payer de cotisations au Conseil général. C'étaient de véritables sections autonomes. Elles prirent le nom de *Fascio Operaio* et servirent de centre à diverses associations ouvrières. Leur premier Congrès, tenu à Bologne, le 17 Mars 1872, à la question : " Dans l'intérêt général, et pour assurer la complète autonomie du *Fascio operaio*, doit-on l'assujétir à la direction du Comité général à Londres, ou à celui du Jura, ou bien doit-on rester indépendant tout en maintenant des relations avec les deux comitès ? " répondit par la résolution suivante : " Le Congrès ne reconnaît dans le Comité général de Londres et dans celui du Jura autre chose que de simples bureaux de correspondance et de statistique, et charge le Consulat de la région de Bologne de se mettre en relation avec les deux et d'en rendre compte aux sections." Le *fascio operaio* avait commis une grosse bévue en découvrant aux profanes la mystérieuse existence du centre secret de l'Alliance. Le Comité jurassien se vit obligé de nier publiquement son existence secrète.—Quant au Conseil général, le Consulat de Bologne ne lui a jamais donné signe de vie.

Dès que l'Alliance eut connaissance de la convocation du Congrès à la Haye, elle mit en avant son *fascio operaio* qui, au nom de son autorité autonome, ou de son autonomie autoritaire, accapara le titre de fédération italienne et convoqua pour le 5 août une Conférence à Rimini. Des 21 sections qui y étaient représentées, une seule, celle de Naples, avait appartenu à l'Internationale, tandis qu'aucune des sections réellement actives de l'Internationale, pas même celle de Milan, n'y avait de représentant. Cette Conférence démasqua, dans la résolution suivante, le plan de campagne de l'Alliance.

" Considérant que la Conférence de Londres (septembre

1871) a essayé d'imposer, par sa résolution IX, à toute l'Association Internationale des Travailleurs une doctrine autoritaire qui est celle du *parti communiste allemand* ;

Qe le Conseil général est le promoteur et le souteneur de ce fait ;

Que la doctrine des *communistes autoritaires* est la négation du sentiment révolutionnaire du Prolétariat italien ;

Que le Conseil général a usé des moyens les plus indignes, comme la calomnie et la mystification, à seule fin de réduire toute l'Association internationale à l'unité de sa doctrine spéciale *communiste autoritaire* ;

Que le Conseil général a comblé la mesure de son indignité par sa circulaire privée, datée Londres 5 mars 1872, dans laquelle, poursuivant son œuvre de calomnie et de mystification, il révèle toute sa soif d'autorité, particulièrement dans les deux remarquables passages suivants :

*Il serait difficile d'exécuter des ordres sans autorité "morale," à "défaut de toute autre autorité librement consentie." (Circ. privée p. 27.)*

*"Le Conseil général se propose de réclamer au prochain Congrès "une enquete sur cette organisation secrète et ses promoteurs dans "certains pays, par exemple en Espagne." (p. 31.)*

Que l'esprit réactionnaire du Conseil général a provoqué le ressentiment révolutionnaire des Belges, des Français, des Espagnols, des Slaves, des Italiens et d'une partie de la Suisse, et la proposition de la suppression du Conseil ainsi que la réforme des Statuts Généraux ;

Que le Conseil général, non sans raison, a convoqué le Congrès général à la Haye, lieu le plus éloigné de ces pays révolutionnaires ;

Pour ces raisons,

La Conférence déclare solennellement devant tous les travailleurs du monde qu'à partir de ce moment la Fédération italienne de l'Association internationale des Travailleurs rompt toute solidarité avec le Conseil général de Londres, affirmant en même temps la solidarité économique avec tous les travailleurs et proposant à toutes les sections qui ne partagent pas les principes autoritaires du Conseil général d'envoyer le 2 sept. 1872 leurs représentants, non à la Haye, mais à Neuchâtel (Suisse) pour ouvrir, le jour même le Congrès général anti-autoritaire.

Rimini, 6 août 1872. Pour la Conférence, Carlo Cafiero, président, Andrea Costa secrétaire."

La tentative de substituer le *Fascio Operaio* au Conseil général échoua complètement. Même le Conseil fédéral espagnol, simple succursale de l'Alliance, n'osa soumettre aux vote des Internationaux espagnols la résolution de Rimini. L'Alliance revint alors sur son pas de clerc, et, tout en convoquant son Congrès anti-autoritaire à Saint-Imier, elle alla au Congrès de la Haye.

L'Italie n'était devenue la terre promise de l'Alliance que par grâce particulière. Le pape Michel nous dévoile ce mystère dans sa lettre à Mora (*pieces justif.* No. III): " Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, *tout-à-fait deplacée, sans carrière, sans issue*, et qui, malgré son origine bourgeoise, n'est point moralement et intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire, avec *tout notre programme*, le programme de l'Alliance ; Mazzini, notre *génial* (*sic*) et puissant antagoniste, est mort, le parti mazzinien est complétement désorganisé ; et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette jeunesse qui porte son nom, mais qui va ou qui court infiniment plus loin que lui." *—Le saint père a raison. L'Alliance, en Italie, n'est pas un " faisceau ouvrier " mais un ramassis de déclassés. Toutes les prétendues sections de l'Internationale italienne sont conduites par des avocats sans cause, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard, des commis-voyageurs et autres employés de commerce, et principalement des journalistes de la petite presse d'une réputation plus ou moins équivoque. L'Italie est le seul pays où la presse internationale—ou soi-disant telle—ait revêtu un caractère figariste. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur l'écriture des secrétaires de ces prétendues sections, pour constater qu'elle est toujours commerciale ou d'hommes rompus au maniement de la plume. C'est en s'emparant ainsi de tous les postes officiels des sections, que l'Alliance parvint à

* Voici ce qu'en dit Garibaldi lui-même : Mon cher Crescio—remerciments cordiaux pour l'*Avvenire Sociale* que vous m'avez envoyé et que je lirai avec intérêt. Vous voulez, dans votre journal faire la guerre au mensonge et à l'esclavage ; c'est un très-beau programme. Mais je crois que combattre le principe d'autorité, c'est une de ces fautes de l'Internationale qui en empêchent les progrès. La Commune de Paris est tombée parcequ'il n'y avait, à Paris, aucune autorité mais seulement de l'anarchie. L'Espagne et la France souffrent du même mal. Je souhaite bonne chance à l'*Avvenire* et je reste votre G. Garibaldi.

forcer les ouvriers italiens, pour entrer en communication entre eux ou avec les autres conseils de l'Internationale, de passer par les mains des déclassés alliancistes qui, dans l'Internationale, retrouvaient une "carrière" et une "issue."

---

## VI.

## L'ALLIANCE EN FRANCE.

Les membres y étaient peu nombreux, mais très-zélés. A Lyon, l'Alliance était dirigée par Albert Richard et Gaspard Blanc, à Marseille, par Bastélica, tous trois collaborateurs actifs des journaux dirigés par Guillaume. C'est grâce à eux que l'Alliance réussit à désorganiser le mouvement lyonnais en Septembre 1870 ; ce mouvement, pour eux, n'avait d'autre importance que de permettre à Bakounine de lancer son décret à jamais mémorable de l'abolition de l'Etat.—L'action de l'Alliance, après la défaite de l'insurrection lyonnaise, se trouve caractérisée nettement dans le passage suivant d'une lettre de Bastélica (Marseille, 13 déc. 1870). "Notre force réelle est énorme parmi les travailleurs ; mais notre section n'a pas été réorganisée depuis les dernières poursuites. Nous n'osons le faire de peur qu'*en l'absence des initiateurs les elements ne se corrompent.* Nous nous réservons." Le fait que Bastélica, alors incorporé dans un régiment de marche, pouvait à tout moment être éloigné de Marseille, était donc pour lui une raison suffisante pour empêcher la réorganisation de l'Internationale, tant était indispensable pour son autonomie la présence des initiateurs alliancistes.—Le résultat le plus clair de l'Alliance fut de discréditer, auprès des ouvriers lyonnais et marseillais, l'Internationale que, comme partout et toujours, elle prétendait représenter.

La fin de Richard et de Blanc est connue. En automne 1870 ils parurent à Londres et tentèrent de recruter, parmi les réfugiés français, des auxiliaires pour une restauration bonapartiste. En Janvier 1872, ils publièrent la brochure : L'Empire et la France nouvelle. *Appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française, par Albert Richard et Gaspard Blanc, Bruxelles,* 1872.

Avec la modestie ordinaire des charlatans de l'Alliance, ils

récitent ainsi leur bonîment : " Nous qui avions formé la grande armée du prolétariat français....nous, les chefs les plus influents de l'Internationale en France ..... heureusement, nous ne sommes pas fusillés, nous, et nous sommes là pour planter, en face d'eux (*les parlementaires ambitieux, les républicains repus, les prétendus démocrates de toute espèce*), le drapeau à l'ombre duquel nous combattons, et pour lancer à l'Europe étonnée, malgré les calomnies, malgré les menaces, malgré les attaques de toute sorte qui nous attendent, ce cri qui sort du fond de notre conscience, et qui retentira bientôt dans le cœur de tous les Français :—

VIVE L'EMPEREUR !"

Nous nous abstenons de rechercher si ces deux alliancistes impérialisés par " la progression normale de leurs idées," sont en réalité de simples " canailles," comme les appelait leur ancien ami Guillaume à La Haye, ou s'ils ont reçu du pape allianciste la mission spéciale d'entrer dans les rangs des agents bonapartistes. Les documents de l'Alliance russe qui, selon les statuts secrets, dévoileront le mystère des mystères de cette société mystérieuse, et dont nous donnons plus loin des extraits, disent expressément que les frères internationaux doivent pénétrer partout et peuvent même recevoir l'ordre de s'enrôler dans la police. Du reste la vénération de ces deux frères pour leur empereur des paysans ne dépasse pas celle qu'en 1862 Bakounine avait pour son Tzar des paysans.

Dans les villes de France où les Alliancistes n'avaient pas pénétré, l'Internationale se développait rapidement depuis la chûte de la Commune. Au Congrès de La Haye, le secrétaire pour la France pouvait annoncer qu'elle était organisée dans plus de trente départements. Les deux principaux correspondants alliancistes pour la France, Benoît Malon et Jules Guesde (ce dernier signataire de la circulaire de Sonvillier) qui connaissaient ce développement rapide de notre association, essayèrent de la désorganiser au profit de l'Alliance. Leurs lettres n'ayant pas eu l'effet attendu, on envoya des émissaires, entre autres un Russe nommé Metchnikoff ; mais leurs efforts n'aboutirent à rien. Ces mêmes individus qui accusaient impudemment le Conseil général d'empêcher les ouvriers de " s'organiser dans chaque pays librement, spontanément, d'après leur esprit propre, leurs habitudes particulières" [lettre de

Guesde, 22 septembre,1872]—dès que les ouvriers s'organisaient librement, spontanément, &c., mais en complète harmonie avec le Conseil général, leur disaient que les Allemands du Conseil les opprimaient et que hors de leur église orthodoxe anti-autoritaire il n'y avait point de salut. Les ouvriers français qui ne sentaient que l'oppression des Versaillais, envoyèrent ces lettres au Conseil général, lui demandant ce que tout cela signifiait.

Cette action de l'Alliance en France est la meilleure preuve que, du moment où elle perdait l'espoir de dominer l'Internationale, elle la combattait. Toute section qui n'était pas soumise à sa domination, était considérée par elle comme ennemie, plus ennemie même que la bourgeoisie. *Celui qui n'est pas pour nous, est contre nous*, telle est la règle qu'elle avoue ouvertement dans ses manifestes russes. Le succès du mouvement général est pour elle un malheur si ce mouvement n'a pas été courbé sous son joug de secte. C'est au moment où il fallait à la classe ouvrière française avant tout une organisation quelconque que l'Alliance porte son aide à Thiers et aux Ruraux en déclarant la guerre à l'Internationale.

Maintenant voyons qui étaient les agents de l'Alliance dans sa campagne au profit des Versaillais.

A Montpellier, M. Guesde avait pour confident un nommé Paul Brousse, étudiant en médicine, qui tâchait de faire de la propagande allianciste dans tout l'Hérault où Guesde avait rédigé les *Droits de l'Homme.* Peu de temps avant le Congrès de la Haye, lorsque les Internationaux du Midi étaient convenus de se cotiser entre eux pour envoyer un délégué commun au Congrès, Brousse tenta d'engager la section de Montpellier à ne pas payer sa quote-part, et à ne pas se prononcer jusqu'à ce que le Congrès eût decidé les affaires pendantes. Le Comité méridional, section de Montpellier, résolut de demander au Congrès d'exclure Brousse de l'Internationale, pour avoir "agi déloyalement en provoquant une scission au coeur de la Section." Son ami Guesde, dans une correspondance du mois de décembre envoyée de Rome à la *Liberté* de Bruxelles, dénonça cet attentat autoritaire contre Brousse et signala en toutes lettres comme l'instigateur, Calas de Montpellier, tandisqu'il n'y désignait Brousse que par des initiales. La police mise en éveil par cette dénonciation, surveilla Calas, et immédiatement après, saisit à la poste une lettre de Serraillier à Calas où on parlait

beaucoup de Dentraygues de Toulouse. Le 24 Décembre, Dentraygues était arrêté.

Les auxiliaires les plus actifs de l'Alliance étaient, à Narbonne, Gondres, signalé comme mouchard ; Bacave qui, à Narbonne et à Perpignan, exerçait le métier d'agent policier ; de Saint-Martin, avocat, correspondant de Malon. M. de Saint-Martin, en 1866, a demandé d'entrer au ministère de la maison de l'empereur et des beaux-arts. Condamné, en 1869, à 800 fr. d'amende pour un délit de presse, des républicains se cotisèrent pour lui payer son amende ; mais Saint-Martin, au lieu d'employer l'argent pour se libérer, se paya une petite excursion à Paris aux frais des travailleurs qui, pour éviter un scandale, durent renouveler leur souscription. Le lendemain des journées de mai 1871, le même Saint-Martin demandait une sous-préfecture au gouvernement de Versailles.

Autre agent de l'Alliance : au mois de novembre 1871, Calas écrivit à Serraillier ; " Vous pouvez compter sur l'entier dévouement du citoyen Abel Bousquet pour la cause sociale, il est.....président du Comité socialiste de Béziers." Deux jours après, le 13 novembre, Serraillier recevait la déclaration suivante : " Persuadés.....qu'on a surpris la bonne foi du citoyen Calas, notre ami commun, ce citoyen accordant la confiance au sieur Bousquet président du comité électoral de Béziers, qui n'en est nullement digne, led it Bousquet étant secrétaire du commissaire central de Béziers.....d'accord avec le citoyen Calas qui a reconnu l'erreur dont il a été victime, prions le citoyen Serraillier de considérer comme non avenue la dernière que vient de lui adresser le citoyen Calas, et en outre l'invitons, si faire se peut, à faire rayer de l'Internationale le sieur Bousquet. Par délégation de la Démocratie socialiste de Béziers et de Pézénas" (suivent les signatures). Serraillier profita de cette déclaration pour dénoncer, dans *l'Emancipation* de Toulouse (19 Déc. 1871) ce M. Bousquet comme agent de police.—Une lettre datée Narbonne 24 Juillet 1872, dit que le sieur Bousquet " cumule les fonctions de brigadier chef de police et celles de voyageur aux ordres des dissidents de Genève." Il est donc tout naturel que le Bulletin jurassien du 10 novembre 1872 prenne sa défense.

---

## VII.

## L'ALLIANCE DEPUIS LE CONGRES DE LA HAYE.

On sait qu'à la dernière séance du Congrès de La Haye, les quatorze délégués de la minorité déposèrent une déclaration protestant contre les résolutions prises. Cette minorité était formée des délégués suivants : quatre Espagnols, cinq Belges, deux Jurassiens, deux Hollandais, un Américain.

Après s'être entendus, à Bruxelles, avec les Belges sur les bases d'une action commune contre le nouveau Conseil général, les Jurassiens et les Espagnols partirent pour Saint-Imier en Suisse afin d'y tenir le Congrès anti-autoritaire que l'Alliance avait fait convoquer par ses acolytes de Rimini.

Ce Congrès fut précédé de celui de la fédération jurassienne qui répudia les résolutions de La Haye et notamment celle qui avait exclu Bakounine et Guillaume ; en conséquence, la fédération fut suspendue par le Conseil général.

Au Congrès anti-autoritaire, l'Alliance était au grand complet. A côté des Espagnols et des Jurassiens, l'Italie se trouvait représentée par six délégués parmi lesquels Costa, Cafiero, Fanelli, et Bakounine lui-même ; deux délégués prétendaient représenter " plusieurs sections de France" et un, deux sections de l'Amérique ; en tout, quinze "alliés." Ce Congrès offrait enfin à Bakounine "toutes les garanties d'un jugement impartial et sérieux ;" aussi la plus grande unanimité y régnait. Ces hommes, dont au moins la moitié n'appartenaient pas à l'Internationale, s'érigèrent en tribunal suprême appelé á prononcer en dernier ressort sur les actes d'un Congrès général de notre Association. Ils déclarèrent repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye, ne reconnaissant en aucune manière les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui. Enfin ils conclurent, au nom de leurs fédérations et sans aucune espèce de mandat à cet effet, une alliance offensive et défensive—" pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle" —contre le Conseil général et tous ceux qui reconnaîtraient les résolutions de La Haye ; ils définissaient leur anarchisme abstentionniste dans la résolution suivante, condamnation directe de la Commune de Paris :

" Le Congrès déclare 1o, que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ; 2o, Que *toute*

*organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus* et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que *tous* les gouvernements existant aujourdhui." Enfin on résolut d'inviter les autres fédérations autonomistes à s'associer au nouveau *pacte*, et à tenir un deuxième Congrès anti-autoritaire dans six mois.

La scission dans l'Internationale était donc proclamée. Le Comité jurassien, dès ce moment, prit ouvertement en main la direction des affaires des dissidents. La partie de l'Internationale qui le suivait n'était plus autre chose que l'ancienne Alliance publique, rétablie et servant de masque et d'instrument à l'Alliance secrète.

Rentrés en Espagne, les quatre fils Aymon de l'Alliance espagnole publièrent un manifeste bourré de calomnies contre le Congrès de la Haye et de louanges pour celui de Saint Imier. Le Conseil fédéral prit ce libelle sous son patronage et, sur les ordres du centre suisse, convoqua à Cordoue pour le 25 décembre 1872 le Congrès régional qui ne devait avoir lieu qu'en Avril 1873. Le centre suisse, de son côté, se hâta d'exposer aux yeux de tous la position subalterne qu'occupait auprès de lui ce Conseil : le Comité jurassien envoya, par dessus la tête du Conseil espagnol, à toutes les fédérations locales de l'Espagne les résolutions de Saint Imier.

Au Congrès de Cordoue, sur 101 fédérations (chiffre officiel donné par le Conseil fédéral), il ne s'en trouvait que 36 de représentées ; c'était donc un Congrès de minorité si jamais il en fut. Des fédérations de nouvelle formation étaient représentées par de nombreux délégués ; Alcoy en avait six et cependant cette fédération n'avait jamais été représentée auparavant dans un Congrès régional ; à l'époque du Congrès de la Haye même elle n'existait pas encore car elle n'avait fourni ni une voix ni un centime à la délégation espagnole. Des fédérations importantes et actives, comme Gracia (500 membres), Badalona (500 membres), Sabadell (125), Sans (1061), brillaient par leur absence. Sur la liste des quarante-huit délégués, on trouve les noms de quatorze membres notoires de l'Alliance dont dix représentaient des fédérations dont ils n'étaient pas membres et qui probablement ne les connaissaient pas. Sûre de la majorité qu'elle avait fabriquée, l'Alliance s'y donna pleine carrière. Les statuts de la fédération régionale, élaborés à Valence et sanctionnés à Sara-

gosse, furent bouleversés, la fédération espagnole décapitée et son conseil fédéral remplacé par une simple commission de correspondance et de statistique à laquelle on ne laissa pas même le soin de verser au Conseil général les cotisations espagnoles ; enfin, on rompit avec l'Internationale par le rejet des résolutions de La Haye et l'adoption du pacte de Saint Imier ; on porta l'anarchie jusqu'à repousser, par anticipation, le Congrès général prochain et jusqu'à lui substituer un nouveau Congrès *anti-autoritaire* " *dans le cas ou il ne retablirait par la dignite et l'indépendance de l'Internationale en repudiant le Congrès de La Haye.*"— A La Haye, l'Alliance voulait imposer, par le mandat impératif espagnol, le mode de votation qui lui convenait le mieux pour le moment ; à Cordoue, elle va jusqu'à préscrire, neuf mois d'avance, les résolutions que doit prendre le prochain Congrès général. Avouons qu'on ne saurait pousser plus loin l'autonomie des sections et fédérations.

En expulsant de l'Internationale l'Alliance et ses chefs, le Congrès de La Haye imprima une nouvelle force au mouvement de réaction anti-allianciste en Espagne. La nouvelle fédération de Madrid fut soutenue dans la campagne qu'elle avait ouverte, par les fédérations de Saragosse, Vitoria, Alcalá de Henares, Gracia, Lerida, Denia, Pont de Vilumara, Tolède, Valence, la nouvelle fédération de Cadix, &c. La circulaire du Conseil fédéral convoquant le Congrès de Cordoue, lui demandait de se constituer en juge des résolutions du Congrès général de La Haye. C'était là une violation flagrante non seulement des statuts généraux, mais encore des statuts régionaux espagnols qui déclarent, art. 13 : " Le Conseil fédéral mettra en pratique et fera mettre en pratique les résolutions des Congrès régionaux et *internationaux.*" La nouvelle fédération de Madrid y répondit par une circulaire aux autres fédérations locales, où elle déclarait que par ce fait le Conseil fédéral s'était mis en dehors de l'Internationale, et leur demandait de le remplacer par un nouveau Conseil provisoire, avec la mission de maintenir strictement les statuts, et non d'obéir passivement aux ordres de l'Alliance. Cette proposition fut acceptée ; on nomma un nouveau Conseil fédéral résidant à Valence. Dans sa première circulaire (2 févr. 1873) il se déclare " le fidèle gardien des statuts de l'Internationale élaborés et sanctionnés dans les Congrès internationaux et régionaux," et proteste énergiquement contre ceux qui veulent semer

"l'anarchie dans le sein de l'Internationale, l'anarchie avant la révolution, le désarmement avant le triomphe ! Quelle joie pour le bourgeoisie !"

En même temps que les Espagnols, les Belges tinrent leur Congrès et rejetèrent également les résolutions de La Haye. Le Conseil général leur répondit, ainsi qu'aux Espagnols sécessionistes, par la résolution du 26 janvier 1873, qui déclare que " toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des Congrès, ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et réglements généraux, se placent elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des Travailleurs et cessent d'en faire partie." Le 30 mai il compléta cette déclaration par la résolution suivante :

"Vu que le Congrès de la fédération belge, tenu le 25 et 26 décembre 1872 à Bruxelles, a résolu de déclarer nulles et non avenues les résolutions du 5me Congrès général ;

"Que le Congrès d'une partie de la fédération espagnole, tenu à Cordoue du 25 décembre au 2 janvier 1873, a résolu de ne pas reconnaître les résolutions du 5me Congrès général et d'adopter les résolutions d'une assemblée anti-internationale ;

"Qu'une assemblée tenue à Londres le 26 janvier 1873, a résolu de rejeter les actes du 5me Congrès général ;

"Le Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs, conformément aux statuts et règlements administratifs et d'accord avec sa résolution du 26 janvier 1873, déclare :

"Toutes les fédérations régionales ou locales, sections et personnes ayant participé aux Congrès et assemblées mentionnés ci-dessus, de Bruxelles, Cordoue, et Londres, ou en reconnaissant les résolutions, *se sont placées elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des Travailleurs et ont cessé d'en faire partie.*"

En même temps il déclara de nouveau " qu'il n'existe pas une fédération régionale italienne de l'Internationale puisqu' aucune organisation s'attribuant ce titre n'a jamais rempli la moindre des conditions d'admission et d'affiliation imposées par les statuts et réglements administratifs ; il y a pourtant dans différentes parties de l'Italie des sections en règle avec le Conseil général, et en communication avec lui."

De leur côté, les Jurassiens tinrent un nouveau Congrès le 27 et 28 avril, à Neuchâtel. Il y avait là dix-neuf délégués de dix sections suisses et d'une prétendue section d'Alsace ; deux sections de Suisse et une section de France n'avaient pas

envoyé de délégués. La fédération jurassienne prétendait donc compter, en Suisse, douze sections. Mais le délégué de Moutier déclara qu'il n'était venu que pour parler en faveur de la conciliation avec l'Internationale, et avait mandat impératif de ne pas prendre part aux travaux du Congrès. Moutier, en effet, s'était, dès le Congrès de St. Imier, séparé de le fédération jurassienne. Reste *onze* sections. Le fait que le rapport du Comité s'abstient scrupuleusement de donner la moindre indication sur leur situation intérieure et leur force, nous donne le droit de supposer qu'elles ne possèdent pas plus de vitalité qu'à l'époque du Congrès de Sonvillier. Pour nous dédommager le rapport range en bataille les forces extérieures des Jurassiens, les alliés que l'Alliance a gagnés depuis le Congrès de La Haye. Ce sont, d'après ce rapport, presque toutes les fédérations de l'Internationale :

" L'Italie."—Mais nous avons vu qu'il n'y a pas de fédération italienne.

" L'Espagne."—Bien que la majorité des Internationaux espagnols ait passé dans le camp des sécessionistes, nous venons de voir que la fédération espagnole existe toujours et est en communication régulière avec le Conseil général.

" La France dans ce qu'elle a de sérieusement organisé,"—c'est-à-dire la " section de France " qui s'est excusée, auprès du Congrès de Neuchâtel, de ne pas avoir envoyé de délégué. Nous nous garderons bien de dévoiler aux Jurassiens ce qu'il y a encore " de sérieusement organisé " en France, en dépit des dernières persécutions qui ont montré suffisamment de quel côté était l'organisation sérieuse et qui, comme toujours, ont soigneusement épargné le peu d'alliancistes que la France possède.

" La Belgique tout entière "—est la dupe de l'Alliance dont elle est loin de partager les principes.

" La Hollande sauf une section "—c'est-à-dire *deux* sections hollandaises ont adhéré, non au pacte de Saint-Imier, mais à la déclaration anti-séparatiste de la minorité de La Haye.

" L'Angleterre sauf quelques dissidents "!—Les " dissidents," c'est-à-dire l'immense majorité de l'Internationale anglaise, ont tenu leur Congrès, le 1 et 2 Juin, à Manchester, où vingt-six délégués représentant vingt-trois sections, étaient présents ; tandisque " l'Angleterre " des Jurassiens n'a point de sections ni de Conseil fédéral et encore moins de Congrès.

"L'Amérique sauf quelques dissidents"! La fédération américaine de l'Internationale existe, et fonctionne régulièrement en complète harmonie avec le conseil général ; elle a son Conseil fédéral et ses Congrès. "L'Amérique" du Comité jurassien n'est autre que ces bourgeois spéculateurs en amour-libre, en papier-monnaie, en fonctions et en corruption publiques que représentait si bien, au Congrès de La Haye, M. West en faveur de qui les délégués jurassiens eux-mêmes n'osaient ni parler ni voter.

"Les Slaves,"—c'est-à-dire la "section slave de Zurich," qui comme toujours figure pour toute une race. Les Polonais, les Russes, les Slaves autrichiens et hongrois de l'Internationale, ennemis déclarés des sécessionistes, ne comptent pour rien.

Voilà à quoi se réduisent les alliés de l'Alliance. Si les onze sections jurassiennes n'ont pas plus d'existence réelle que la majorité de ces alliés, leur comité a eu bien raison de se taire sur leur compte.

Dans cet ordre de bataille allianciste la Suisse brille par son absence. Il y avait de très-bonnes raisons à cette omission. Un mois après, le 1 et 2 juin, se tint à Olten un Congrès général ouvrier suisse pour organiser la résistance et les grèves. Cinq Jurassiens y prêchaient l'évangile de l'autonomie absolue des sections ; ils firent perdre au Congrès plus de la moitié de de son temps. Enfin il fallut bien arriver au vote ; le résultat fut que sur quatre-vingts délégués, soixante-quinze votèrent contre les cinq Jurassiens auxquels il ne resta plus qu'à quitter la salle.

Cependant l'Alliance paraît, dans ses conciliabules secrets, ne pas partager au sujet de ses forces réelles l'illusion qu'elle voudrait inoculer au public. Dans ce même Congrès de Neuchâtel, elle fit adopter la résolution suivante : "Considérant qu'à la teneur des statuts généraux, le Congrès général de l'Internationale se réunit chaque année de plein droit sans qu'il soit besoin d'une convocation émanant d'un Conseil général, la Fédération jurassienne propose à toutes les fédérations de l'Internationale de réunir le Congrès général le lundi 1 Septembre dans une ville de Suisse." Et pour empêcher ce congrès de suivre "les funestes errements de La Haye," on demande que les délégués alliancistes et leurs alliés se réunissent, dès le 28 août, en Congrès anti-autoritaire. Des débats sur cette proposition "il ressort que pour nous le seul Congrès général de l'Interna-

tionale sera celui convoqué directement par les fédérations elles-mêmes, et non celui *que pourrait tenter de convoquer le pretendu Conseil general de New-York.*"

Voilà donc la scission portée à ses dernières conséquences. Les Internationaux iront au congrès que le Congrès précédent a chargé le Conseil général de convoquer dans une ville suisse de son choix. Les Alliancistes et leur queue de dupes iront à un Congrès convoqué par eux-mêmes en vertu de leur autonomie. Nous leur souhaitons bon voyage.

---

## VIII.

## L'ALLIANCE EN RUSSIE.

### 1. Le Proces Netchaieff.

L'action de l'Alliance en Russie nous a été révélée par le procès politique connu sous le nom d'"affaire Nétchaieff" qui se déroula en juillet 1871, devant la Chambre de Justice à Saint-Pétersbourg. Pour la première fois en Russie les débats d'un procès politique avaient lieu devant un jury et en public. Tous les inculpés, au nombre de plus de quatre-vingts, hommes et femmes, appartenaient à quelques exceptions près à la jeunesse des écoles. Ils avaient subi, dans les cachots de la forteresse de Saint-Pétersbourg, de novembre 1870 à juillet 1871, une détention préventive qui avait causé la mort de deux d'entre eux et avait frappé plusieurs autres d'aliénation mentale. Ils sortaient pour entendre leur condamnation aux mines de la Sibérie, aux travaux-forcés, à la prison, pour quinze, douze, dix, sept et deux ans; et ceux qui furent acquittés par le tribunal public, furent exilés par "ordre administratif."

Leur crime était d'avoir appartenu à une société secrète qui avait usurpé le nom de l'Association internationale des Travailleurs, d'avoir été affiliés par un émissaire du comité révolutionnaire international, muni de mandats timbrés du prétendu sceau de l'Internationale; lequel leur avait fait commettre des escroqueries et avait obligé plusieurs d'entre eux à l'aider dans la perpétration d'un assassinat; c'était cet assassinat qui avait mis la police sur les traces de la société secrète;

mais comme toujours, l'émissaire avait pris le large. La police montra dans ses perquisitions une telle perspicacité qu'on pourrait supposer une dénonciation détaillée. Dans toute cette affaire, le rôle de l'émissaire est des plus équivoques. Cet émissaire était Nétchaieff, porteur d'un certificat-mandat ainsi conçu :

"Le porteur de ce certificat est un des chargés-représentants de la branche russe de l'Alliance révolutionnaire universelle. —No. 2771."

Ce certificat porte 1o. le timbre, en langue française : "Alliance révolutionnaire européenne. Comité général ;" 2o, date 12 mai 1869 ; 3o, signature : *Michel Bakounine.**

---

En 1861, en réponse aux mesures fiscales qui avaient pour but de priver les jeunes gens pauvres de l'éducation supérieure, et aux dispositions disciplinaires tendant à les soumettre à la férule discrétionnaire des agents policiers, les étudiants firent des protestations énergiques et unanimes, qui de leurs assemblées furent portées dans la rue et se traduisirent par des manifestations imposantes. L'université de Saint-Pétersbourg fut alors fermée pendant quelque temps ; les étudiants furent mis en prison ou envoyés en exil. Cette conduite du gouvernement jeta la jeunesse dans les sociétés secrètes, qui finirent naturellement par faire envoyer dans les cachots, l'exil et la Sibérie un grand nombre de leurs adeptes. D'autres, pour procurer aux étudiants pauvres les moyens de continuer leurs études, fondèrent des caisses de secours mutuels. Les plus sérieux d'entre eux avaient décidé de ne plus donner au gouvernement aucun prétexte de supprimer ces caisses, organisées de manière à ce que leur gestion put se faire en petites réunions. Ces réunions administratives fournissaient l'occasion de discuter en même temps des questions politiques et sociales. Les idées socialistes avaient tellement pénétré la jeunesse des écoles russes composée, en grande majorité, de fils de paysans et autres gens pauvres, qu'elle en rêvait déjà l'application immédiate. Chaque jour ce mouvement se généralisait dans les écoles et jetait dans la société russe toute une jeunesse pauvre, issue de la plèbe, instruite et pénétrée des idées socialistes. L'âme théorique de ce mouvement était Tchernychevsky, aujourd'hui en Sibérie. C'est alors que Nétchaieff, profitant du prestige de l'Internationale

* Gazette de Saint-Pétersbourg, 1871, No. 180, 181, 187, etc.

et de l'ardeur de la jeunesse, essaya de convaincre les étudiants que ce n'était plus le moment de s'occuper de ces niaiseries, quand il existait une immense société secrète, affiliée à l'Internationale, occupée à fomenter la révolution universelle, et prête à l'action immédiate en Russie. Il parvint à en imposer à quelques jeunes gens, et les entraîna à commettre des crimes de droit commun, qui fournirent à la police le prétexte d'écraser tout ce mouvement des écoles, si dangereux pour la Russie officielle.

En mars 1869, il arriva à Genève un jeune Russe qui essaya de s'introduire dans l'intimité de tous les émigrés russes, en se prétendant délégué des étudiants de St-Pétersbourg. Il se présenta sous différents noms. Quelques émigrés savaient positivement qu'aucun délégué n'avait été envoyé de cette ville ; d'autres après avoir causé avec le prétendu délégué, le prirent pour un espion. Il finit par se faire connaître sous son véritable nom : Nétchaieff ; il racontait qu'il s'était évadé de la forteresse de St Pétersbourg où il avait été enfermé comme un des principaux auteurs des désordres qui avaient éclaté en janvier 1869, dans les écoles de la capitale. Plusieurs des émigrés, qui avaient subi une longue détention dans cette forteresse, connaissaient par expérience l'impossibilité de toute évasion ; ils savaient donc que sur ce point Nétchaieff mentait ; d'un autre côté, comme les journaux et les lettres qu'ils recevaient avec les noms des étudiants poursuivis ne faisaient aucune mention du nommé Nétchaieff, ils considérèrent comme une fable sa prétendue action révolutionnaire. Mais Bakounine prit, avec grand fracas, fait et cause pour Nétchaieff ; il proclama partout qu'il était " envoyé extraordinaire de la grande organisation secrète existant et agissant en Russie." On supplia alors Bakounine de ne pas livrer à cet individu les noms de ses connaissances qu'il pouvait compromettre. Il promit, et les documents du procès montreront comment il tint sa parole.

Dans une entrevue que Nétchaieff avait demandée à un réfugié, il fut forcé d'avouer qu'il n'était délégué d'aucune organisation secrète, mais il avait, disait-il, des camarades et des connaissances qu'il voulait organiser—ajoutant qu'il fallait s'emparer des vieux émigrés pour influencer la jeunesse par leurs noms, et profiter de leur imprimerie et de leur argent. Quelque temps après parurent les " *Paroles* " adressées aux étudiants par Nétchaieff et Bakounine. Nétchaieff y repète

la fable de son évasion et engage la jeunesse à se dévouer à la lutte révolutionnaire; Bakounine, dans les agitations des écoles découvre " l'esprit destructeur de l'Etat.... qui sort des profondeurs même de la vie populaire; " (*) il félicite " ses jeunes frères de leurs tendances révolutionnaires, .... " donc elle est proche, la fin de cet infâme empire de toutes les Russies!" Son anarchisme lui sert de prétexte pour lâcher le coup de pied de l'âne aux Polonais en les accusant de ne travailler " que pour la restauration de leur Etat historique " (!!) —" ils rêvent donc un nouvel esclavage de leur peuple," et s'il réussissaient, " ils deviendraient aussi bien nos ennemis qu'ils seraient les oppresseurs de leur peuple. Nous les combattrons au nom de la révolution sociale et de la liberté de tout le monde." On le voit, Bakounine est d'accord avec le Tzar sur ce point qu'il faut à tout prix empêcher les Polonais de régler leurs affaires chez eux comme ils l'entendent. La presse officielle russe, dans toutes les insurrections polonaises, a toujours accusé les Polonais insurgés d'être " les oppresseurs de leur peuple." Touchant accord entre les organes de la troisième section (‡) et l'archi-anarchiste de Locarno!

Le peuple russe, continue Bakounine, se trouve actuellement dans des conditions semblables à celles qui le forcèrent à l'insurrection sous le tzar Alexis, père de Pierre-le-grand. Alors c'était Stenka Razine, cosaque chef de brigands, qui se mit à sa tête et qui lui indiqua " la voie " de " l'émancipation." Pour se lever aujourd'hui le peuple n'attend plus qu'un nouveau Stenka Razine; mais cette fois il " sera remplacé par la légion de jeunes hommes déclassés qui maintenant vivent déjà de la vie populaire.... Stenka Razine se sent derrière elle, non héros personnel mais collectif (!) et par là même invincible. Ce sera toute cette magnifique jeunesse sur laquelle plane déjà son esprit."

Pour bien remplir ce rôle de Stenka Razine collectif, il faut que la jeunesse se prépare par l'ignorance : " Aussi, quittez donc au plus vite ce monde voué à la destruction. Quittez ses Universités, ses Académies, ses écoles, allez dans le peuple,"

---

* Il faut remarquer que ces "Paroles" furent publiées juste au moment des persécutions et des jugements, alors que la jeunesse faisait tout son possible pour atténuer son mouvement que la police, elle, avait tout intérêt à exagérer.

‡ La troisième section de la chancellerie impériale russe est le bureau central de la police politique secrète en Russie.

pour être " l'accoucheur de son émancipation spontanée, l'unisseur et l'organisateur de ses efforts et de toutes les forces populaires. Ne vous souciez pas en ce moment de la science, au nom de laquelle on voudrait vous lier, vous châtrer.... Telle est la foi des meilleurs hommes de l'occident.... Le monde des travailleurs de l'Europe et de l'Amérique vous appelle à une alliance fraternelle."

Dans ses statuts secrets l'Alliance à la troisième puissance dit que " les principes de cette organisation..... seront encore plus explicitement exposés dans le programme de la démocratie socialiste russe." Nous avons ici un commencement de réalisation de cette promesse. Outre les phrases anarchiques habituelles et la haine chauvinique, que le citoyen B. n'a jamais su cacher, contre les Polonais, nous le voyons ici, pour la première fois, célébrer le brigand russe comme le type du vrai révolutionnaire, prêcher à la jeunesse russe le culte de l'ignorance, sous prétexte que la science actuelle n'est qu'une science officielle (s'imagine-t-on une mathématique, une physique, une chimie officielles?), et que c'est là l'opinion des meilleurs de l'occident. Enfin, il termine sa brochure en insinuant que par son entremise l'Internationale offre une alliance à cette jeunesse à laquelle il interdit jusqu'à la *science* des frères ignorantins.

Cette *Parole* évangélique a joué un grand rôle dans la conspiration de Netchaieff. Elle était lue mystérieusement à tout néophyte avant son initiation.

En même temps que cette parole,(1869) on lançait des publications russes anonymes : 1) *Formule de la question révolutionnaire ;* 2) *Principes de la revolution ;* 3) *Publications de la société le Jugement populaire* (Narodnaia razprava), No. 1, été 1869, Moscou.—Tous ces écrits furent imprimés à Genève, comme le prouve l'identité des caractères typographiques avec ceux des autres publications russes de Genève—d'ailleurs le fait est de notoriété publique parmi toute l'émigration russe—ce qui ne les empêchait pas de porter sur la première page le timbre : " Imprimé en Russie.—Gedruckt in Russland," pour faire supposer aux étudiants russes que la société secrète possédait de grands moyens d'action en Russie même.

La *formule de la question révolutionnaire* dévoile de prime abord ses auteurs. Ce sont les mêmes phrases, les mêmes expressions que celles employées par Bakounine et Netchaieff dans leurs *Paroles.* " Il faut détruire, non seulement l'Etat,

mais aussi les révolutionnaires d'Etat et de cabinet. Nous, certainement, nous sommes pour le peuple." Bakounine, par la loi de l'assimilation anarchique, s'assimile la jeunesse lettrée : " Le gouvernement lui-même nous montre le chemin où *nous* devons marcher pour atteindre *notre* but, c'est-à-dire le but du peuple. Il *nous* chasse des universités, des académies, des écoles. Nous le remercions pour nous avoir ainsi mis sur un terrain aussi glorieux, aussi fort. Maintenant nous avons de la terre ferme sous les pieds, maintenant nous pouvons faire. Et qu'allons-nous faire ? Enseigner le peuple ? Ce serait stupide. Le peuple sait lui-même et mieux que nous ce qu'il lui faut,"— comparez les statuts secrets qui attribuent aux masses les "instincts populaires," aux initiés "l'idée révolutionnaire." "Nous devons non pas enseigner le peuple, mais le soulever." Jusqu'aujourd'hui "il s'est toujours soulevé infructueusement parcequ'il se soulevait partiellement .....nous pouvons lui apporter un secours extrêmement important, nous pouvons lui donner ce qui lui a toujours manqué, ce qui a été la cause principale de toutes ses défaites : l'unité du mouvement ubiquiste au moyen de la combinaison de ses propre forces." On le voit, la doctrine de l'Alliance, anarchie par en bas, et discipline par en haut, apparaît ici dans toute sa pureté. D'abord le "déchainement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions" par l'émeute, mais "il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire, qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de l'idée et de l'action révolutionnaires trouvent un organe." Cet organe sera "l'Alliance" universelle, section russe, la *Société du Jugement du peuple.*

Mais la jeunesse ne suffit pas à Bakounine. Il appelle sous le drapeau de son Alliance, section russe, tous les brigands. "Le brigandage est une des formes les plus honorables de la vie populaire russe. Le brigand, c'est le héros, c'est le défenseur, c'est le vengeur populaire, l'ennemi irréconciliable de l'Etat, et de tout ordre social et civil établi par l'Etat, le lutteur à la vie et à la mort contre toute cette civilisation de fonctionnaires, de nobles, de prêtres et de la couronne.... Celui qui ne comprend pas le brigandage ne comprendra rien dans l'histoire populaire russe. Celui qui ne lui est pas sympathique, ne peut sympathiser avec la vie populaire, et n'a pas de cœur pour les souffrances séculaires et démesurées du peuple ; il appartient au camp des

ennemis, des partisans de l'Etat...c'est par le brigandage seul que se constate la vitalité, la passion et la force du peuple... Le brigand en Russie est le véritable et l'unique révolutionnaire—révolutionnaire sans phrases, sans rhétorique puisée dans les livres, révolutionnaire infatigable, irréconciliable et irrésistible dans l'action, révolutionnaire populaire et social et non politique ou classé...Les brigands dispersés dans les forêts, les villes et villages de toute la Russie, et les brigands détenus dans les innombrables prisons de l'empire, forment un monde unique et indivisible, fortement lié, le monde de la révolution russe. En lui, en lui seul, existe depuis long-temps la véritable conspiration révolutionnaire. Celui qui veut conspirer sérieusement en Russie, celui qui veut la révolution populaire, doit aller à ce monde....Suivant la voie que nous a tracée le gouvernement qui nous a chassés des académies, des universités et des écoles, jetons-nous, frères, tous ensemble dans le peuple, dans le mouvement populaire, dans l'émeute des brigands et des paysans et, conservant une fidèle et ferme amitié entre nous, combinons en une seule masse ces insurrections éparpillées de moujiks (paysans). *Faisons-en* une révolution populaire réfléchie mais impitoyable."*)

Dans la seconde feuille : *Les principes de la revolution*, se trouve dévéloppé l'ordre donné dans les statuts secrets de faire en sorte qu'il "ne reste...pas une pierre sur une pierre." Il faut tout détruire pour produire "l'amorphisme parfait," car si "une seule forme ancienne " était conservée, elle deviendrait "l'embryon" dont renaîtraient toutes les autres vielles formes sociales. La feuille accuse les révolutionnaires politiques qui ne prennent pas au sérieux cet amorphisme, de tromper le peuple. Elle les accuse d'avoir erigé "de nouvelles potences et de nouveaux échafauds où ils ont exécuté les frères révolutionnaires échappés au massacre . . . . jusqu'ici les peuples n'ont pas encore vu de véritable révolution . . . .

---

*Pour mystifier ses lecteurs, Bakounine confond les chefs d'insurrection populaire du 17me et du 18me siècles avec les brigands et voleurs russes d'aujourd'hui. Quant à ceux-ci, la lecture du livre de Flérowsky : *Situation de la classe laborieuse en Russie*, désillusionnerait les âmes les plus romantiques sur ces pauvres diables dont Bakounine se propose de former la phalange sacrée de la révolution russe. Le seul brigandage—en dehors de la sphère gouvernementale, bien entendu—qui se fasse encore en grand en Russie, est le vol de chevaux monté comme une entreprise commerciale par des capitalistes dont les " révolutionnaires sans phrase " ne sont que les instruments et les victimes.

pour la vraie révolution, il faut non des individus placés à la tête de la foule et qui la commandent, mais des homme cachés invisiblement au milieu d'elle, reliant invisiblement par eux-mêmes une foule avec l'autre, et donnant ainsi invisiblement une seule et même direction, un seul et même esprit et caractère au mouvement. L'organisation secrète préparatoire n'a que ce sens-là, et ce n'est que pour cela qu'elle est nécessaire." Voilà donc dénoncée au public et à la police russes l'existence des *frères internationaux*, si soigneusement cachée à l'Occident. Puis la feuille prêche l'assassinat systématique et déclare que pour les hommes de l'œuvre révolutionnaire pratique tous les raisonnements sur l'avenir sont " criminels parcequ'ils empêchent *la destruction pure*, et entravent la marche de la révolution. Nous avons seulement confiance en ceux qui manifestent par des faits leur dévouement à la révolution, sans crainte des tortures ni des emprisonnements, et nous renions toutes les paroles que l'action ne suivrait pas immediatement. Nous n'avons plus besoin de la propagande sans but, de la propagande qui ne détermine pas avec précision l'heure et l'endroit où doit se réaliser le but de la révolution. Bien au contraire, elle nous embarrasse et nous emploierons toutes nos forces pour l'arrêter . . . . . Tous les bavards qui ne comprendront pas cela, nous les ferons taire par la force." Ces menaces étaient à l'adresse des réfugiés russes qui ne s'étaient pas inclinés devant la papauté de Bakounine et qu'il traitait de doctrinaires.

" Nous rompons tout lien avec les émigrés politiques qui ne voudront pas retourner dans leur pays pour se mettre dans nos rangs, et tant que nos rangs seront encore secrets, nous rompons avec tous ceux qui ne voudront pas concourir à ce qu'ils puissent faire leur apparition publique sur la scène de la vie russe. *Nous faisons exception pour les émigrés qui se sont manifestés comme ouvriers de la révolution européenne.* Nous ne ferons plus de répétition ni d'appel . . . Celui qui a des oreilles et des yeux entendra et verra les hommes d'action et s'il ne se met pas dans leurs rangs, il ne tiendra pas à nous qu'il ne soit perdu ; et de même il ne tiendra pas à nous que tous ceux qui se cachent derrière les coulisses, ne soient anéantis froidement, impitoyablement, avec les coulisses qui les cachent."

Bakounine, ici, est parfaitement clair. Tandis qu'il enjoint, sous peine de mort, aux réfugiés de retourner en Russie en qua-

lité d'agents de sa société secrète--à l'instar des mouchards russes qui, eux, leur offraient, pour y aller conspirer, des passeports et de l'argent, il se délivre à lui-même une dispense papale pour rester tranquillement en Suisse comme "ouvrier de la révolution européenne" et pour y travailler à des manifestes qui compromettaient les malheureux étudiants que la police tenait dans ses cachots.

"N'admettant aucune autre activité que celle de la destruction, nous reconnaissons que les formes dans lesquelles doit s'exprimer cette activité, peuvent être extrêmement variées : poison, poignard, nœud coulant, &c. La révolution sanctifie tout sans distinction. Ainsi le champ est ouvert ! . . . . Ainsi donc, que toutes les têtes saines et jeunes entreprennent immédiatement le saint travail de la destruction du mal, de l'épuration et de l'éclaircissement de la terre russe par le feu et par l'épée, en s'unissant fraternellement à ceux qui feront la même chose dans toute l'Europe."

Ajoutons que dans cette proclamation sublime l'inévitable brigand figure en la personne mélodramatique de Karl Moor (des *Brigands* de Schiller), et que le No. 2 du "Jugement populaire," en citant un passage de cette feuille, l'appelle en propres termes "*une proclamation de Bakounine.*"

Le No. 1. des *Publications de la Société : le Jugement populaire**) commence par proclamer que l'insurrection générale du peuple russe est imminente et proche. Nous, c'est-à-dire cette partie de la jeunesse populaire qui est parvenue à un certain développement, nous devons lui frayer le chemin, c'est-à-dire éliminer tous les obstacles qui peuvent entraver sa marche, et lui préparer des conditions favorables . . . . En vue de l'imminence de l'insurrection nous trouvons nécessaire de réunir en un seul faisceau indissoluble tous les efforts révolutionnaires disséminés dans toute la Russie. C'est pourquoi nous avons décidé de publier, *de la part du centre révolutionnaire*, des feuilles où chacun de nos co-réligionnaires disséminés dans tous les coins de la Russie, chacun des ouvriers de la sainte cause de la Révolution, quoique inconnu de nous, verra toujours ce que nous voulons et où nous allons."

Puis la feuille déclare : la pensée n'a de valeur pour nous qu'en tant qu'elle sert la grande œuvre de la *pan-destruction*

*Bakounine et Netchaieff traduisent toujours : *Justice populaire*, mais le mot russe *rasprava* ne veut pas dire : justice, il veut dire jugement, ou même plutôt : vengeance, revanche.

*universelle.* Le révolutionnaire qui étudie la révolution dans les livres, ne sera jamais bon à rien . . . . Nous n'avons plus foi dans les paroles. La parole n'a de valeur pour nous que lorsqu'elle est suivie de l'action ; mais tout n'est pas action qui porte ce nom. Par exemple l'organisation modeste et trop circonspecte des sociétés secrètes, sans manifestations extérieures n'est à nos yeux qu'un jeu d'enfants ridicule et insupportable. Nous n'appelons manifestations extérieures qu'une série n'actes détruisant positivement quelquè chose, une personne, une chose, une enchaînement qui empêche l'émancipation populaire . . . . Sans épargner notre vie, sans nous arrêter devant aucune menace, aucun obstacle, aucun danger, &c., nous devons par une série d'audacieuses, oui, d'insolentes tentatives faire irruption dans la vie du peuple et lui inspirer la foi en sa propre puissance, le réveiller, le rallier et le pousser au triomphe de sa propre cause."

Mais tout d'un coup les phrases révolutionnaires du "Jugement" se transforment en attaques contre la "*Cause du Peuple*" journal russe publié à Genève, qui défendait le programme et l'organisation de l'Internationale. Il était, comme on le voit, de la plus grande importance pour la propagande allianciste de Bakounine en Russie, faite au nom de l'Internationale, de faire taire un journal qui démasquait sa fraude. "Si ce journal continue de la même manière, nous ne tarderons pas à lui exprimer et à lui manifester quels doivent être nos rapports avec lui. . . Nous sommes persuadés que tous les hommes sérieux mettront maintenant de côté toute théorie et à plus forte raison, tout doctrinarisme. *Nous pouvons empêcher* la publication des écrits qui, quoique sincères, sont contraires à notre drapeau, *par differents moyens pratiques que nous avons entre les mains.*" Après avoir fait ces menaces à son dangereux rival, le "Jugement populaire" continue : "Au nombre des feuilles publiées dernièrement à l'étranger, nous recommandons, sans presque aucune restriction, *l'appel de Bakounine à la jeunesse déclassee des ecoles.* . . . Bakounine a raison lorsqu'il vous conseille d'abandonner les académies, les universités et les écoles, et d'aller dans le peuple." On le voit, Bakounine ne perd jamais une occasion de s'offrir un coup d'encensoir.

Le second article a pour titre : "Un aperçu de la notion passée et de la notion actuelle sur l'*œuvre.*" Nous venons de voir Bakounine et Netchaieff menacer l'organe international

russe à l'étranger ; dans cet article, nous allons les voir s'acharner contre Tchernychefsky, l'homme qui, en Russie, avait le plus contribué à jeter dans le mouvement socialiste cette jeunesse des écoles qu'ils prétendaient représenter. " Certainement, les paysans ne se sont jamais occupés à créer dans leur imagination des formes de l'ordre social futur ; mais néanmoins, après l'élimination de tous les empêchements (c'est-à-dire après la révolution pan-destructive qui est la première chose à faire et par conséquent la plus importante pour nous) il saura arranger sa vie avec plus de sens qu'il ne peut y en avoir dans les théories et les projets des socialistes doctrinaires qui veulent s'imposer au peuple à titre de professeurs et, ce qui est pire, de directeurs. Aux yeux du peuple non corrompu par les lunettes de la civilisation, les tendances de ces malencontreux professeurs ne sont que trop évidentes. Ils veulent, sous prétexte de science, d'art, etc. se préparer, à eux et à leurs semblables, de *bonnes petites places*. Lors même que ces tendances seraient désintéressées et naives, lors même qu'elles ne seraient que le fruit inévitable de tout ordre imbu de la civilisation moderne, le peuple n'y gagnerait rien. Le but idéal de l'égalité sociale a été incomparablement mieux réalisé dans la société des Cosaques, organisée par Basile Ouss à Astrakhan après le départ de Stenka Razine, que dans les phalanstères de Fourier, les instituts de Cabet, de Louis Blanc et autres savants (!) socialistes, mieux que dans les associations de Tchernychefsky." Suit toute une page d'invectives contre celui-ci et contre ses compagnons.

La *bonne petite place* que Tchernychefsky se préparait, le gouvernement russe la lui a donnée dans un cachot de Sibérie, tandis que Bakounine, dispensé de ce danger en sa qualité d'ouvrier de la révolution européenne, se bornait à ses manifestations *de l'exterieur*. Et c'était au moment où le gouvernement défendait sévèrement de prononcer même le nom de Tchernychefsky dans la presse, que MM. Bakounine et Netchaieff l'attaquaient.

Nos révolutionnaires " amorphes " continuent : " Nous nous chargeons de démolir cet édifice social pourri. . . nous sortons du peuple la peau meurtrie par les dents de l'ordre actuel, guidés par la haine de tout ce qui n'est pas populaire, n'ayant pas de notions sur les obligations morales ni sur une honnêteté quelconque envers ce monde que nous haissons et dont nous n'attendons que du mal. Nous n'avons qu'un seul plan in-

variable et négatif : celui de la destruction impitoyable. Nous renonçons catégoriquement à l'élaboration des conditions futures de la vie, cette tâche n'étant pas compatible avec notre activité, et pour cela nous considérons comme inutile tout travail de tête purement théorique. . . Nous nous chargeons exclusivement de la destruction de l'ordre social actuel."

Les deux manifestants de l'extérieur insinuent que la tentative d'assassinat contre le Tzar, en 1866, appartenait à la "série d'actes" pan-destructifs de leur société secrète : " Ce fut Karakasoff qui commença notre sainte œuvre le 4 avril 1866. Depuis ce temps seulement se réveille dans la jeunesse la conscience de ses forces révolutionnaires. C'était un exemple, un fait ! Aucune propagande ne peut avoir une aussi grande signification." Puis ils dressent une longue liste de "créatures" vouées par le comité à une mort immédiate. A plusieurs "la langue sera arrachée." . . . mais " *nous ne toucherons pas au Tzar*. . . nous le réservons pour le jugement du peuple, des paysans ; ce droit appartient à tout le peuple. . . qu'il vive donc, notre bourreau, jusqu'au moment de l'orage populaire. . ."

Personne n'osera mettre en doute que ces pamphlets russes, les statuts secrets et les écrits publiés en français depuis 1869 par Bakounine ne proviennent de la même source. Ces trois classes d'écrits, au contraire, se complètent mutuellement. Elles correspondent en quelque sorte aux trois dégrés d'initiation de la fameuse organisation pan-destructive. Les brochures françaises du citoyen B. sont écrites pour les Alliancistes vulgaires, dont on ménage les préjugés. On ne leur parle que de l'anarchie toute pure, de l'anti-autoritarisme, de la libre fédération des groupes autonomes et d'autres choses aussi anodines : le galimatias simple. Les statuts secrets sont destinés aux frères internationaux de l'occident ; l'anarchie y devient "le déchaînement complet de la vie populaire. . . des mauvaises passions," mais au sein de cette anarchie existe l'élément directeur secret—ces mêmes frères ; on ne leur donne que quelques indications vagues sur la morale alliancistе, volée à Loyola; on ne fait que mentionner la nécessité de ne pas laisser pierre sur pierre--car ce sont des occidentaux nourris dans les préjugés philistins et ils ont besoin de quelques ménagements. On leur dit que la vérité, trop éblouissante pour des yeux qui ne sont pas encore faits au vrai anarchisme, sera dévoilée toute entière dans le programme de la section russe. Aux anar-

chistes nés, au peuple élu, à sa jeunesse de la sainte Russie seule le prophète ose parler ouvertement. Là, l'anarchie est la pan-destruction universelle ; la révolution, une série d'assassinats d'abord individuels, puis collectifs ; la seule règle d'action, la morale jésuitique puissanciée ; le type du révolutionnaire, le brigand. Là, la pensée et la science sont absolument défendues à la jeunesse comme occupations mondaines qui pourraient l'entraîner à douter de l'orthodoxie pan-destructive. Ceux qui s'obstineraient à rester dans les hérésies théoriques ou qui appliqueraient la critique vulgaire aux dogmes de l'amorphisme universel, on les menace de la sainte inquisition. Devant la jeunesse russe, le pape n'a plus besoin de se gêner ni dans le fond, ni dans la forme. Il lâche la bride à son langage. L'absence absolue d'idées s'exprime dans un galimatias tellement boursouflé qu'il est impossible de le reproduire en français sans en affaiblir le grotesque. Sa langue même n'est pas russe, elle est tartare, ainsi que l'a déclaré un Russe. Ces petits hommes aux cerveaux atrophiés se gonflent de phrases horripilantes pour paraître, à leurs propres yeux, des géants révolutionnaires. C'est l'histoire de la grenouille et du bœuf.

Quels terribles révolutionnaires ! Ils veulent annihiler et amorphiser tout, " absolument tout," ils dressent des listes de proscription dont les victimes sont vouées à leurs poignards, à leur poison, à leurs cordes, aux balles de leurs revolvers ; à plusieurs même, ils " arracheront la langue," mais ils s'inclineront devant la majesté du Tzar. En effet, le Tzar, les fonctionnaires, la noblesse, la bourgeoisie, peuvent dormir en paix. L'Alliance ne fait pas la guerre aux états constitués, mais aux révolutionnaires qui ne veulent pas se dégrader à être les comparses de sa tragi-comédie. Paix aux palais, guerre aux chaumières ! Tchernychefsky est calomnié ; les rédacteurs de la *Cause du Peuple* sont avertis qu'on les fera taire " par différents moyens pratiques que nous avons entre les mains ; " elle menace d'assassinat tous les révolutionnaires qui ne sont pas avec elle. C'est là la seule partie de ce programme pan-destructif qui ait reçu un commencement d'exécution. Nous allons raconter maintenant leur premier exploit en ce genre.

---

Dès le mois d'avril 1869, Bakounine et Netchaieff commencèrent à préparer le terrain de la révolution en Russie. Ils

envoyaient des lettres, des proclamations et des télégrammes de Genève à St. Pétersbourg, à Kieff et d'autres villes. Ils savaient cependant qu'on ne peut envoyer en Russie des lettres, des proclamations et surtout des télégrammes, sans que la " troisième section" (la police secrète) en prenne connaissance. Tout cela ne pouvait avoir d'autre but que de compromettre les gens. Ces lâches manèges d'hommes qui ne risquaient rien dans leur bonne ville de Genève, firent arrêter un grand nombre de personnes en Russie. Cependant, ils avaient été avertis du danger qu'ils créaient. Nous avons entre les mains les preuves que le passage suivant d'une lettre de Russie a été communiqué à Bakounine : " De grâce, faites dire à Bakounine que. s'il y a pour lui quelque chose de sacré dans la révolution, il cesse d'envoyer ses proclamations insensées qui donnent lieu à des perquisitions dans plusieurs villes, à des arrestations, et paralysent tout travail sérieux." Bakounine répondit qu'il n'en était rien et que Netchaieff était parti pour l'Amérique. Mais, ainsi qu'on le verra plus loin, le Code clandestin de Bakounine prescrit de " compromettre complétement . . . . les ambitieux et les libéraux des différentes nuances . . . de manière à ce que la retraite leur devienne impossible, et alors se servir d'eux." (Catéchisme révolutionnaire § 19.).

En voici une preuve. Le 7 avril 1869, Netchaieff écrit à Mme Tomiloff, femme d'un colonel mort de chagrin depuis à la suite de l'arrestation de sa femme, " qu'il y a énormément à faire à Genève " et il la presse d'y envoyer un homme sérieux pour s'entendre avec lui. " L'affaire sur laquelle nous devons nous concerter, ne concerne pas seulement *notre commerce*, mais celui de toute l'Europe. Ici l'affaire bout. On apprête une telle soupe que toute l'Europe ne parviendra pas à l'avaler. Dépêchez-vous donc." Suit l'adresse de Genève. Cette lettre ne parvint pas à son adresse, elle fut saisie à la poste par la police secrète et amena l'arrestation de Mme Tomiloff qui n'en eut connaissance que pendant l'instruction. (Comptes rendus du procès Netchaieff, Gazette de St. Pétersbourg, 1871, no. 187) (*).—

Voici encore un fait pour démontrer la prudence que Bakounine mettait à organiser sa conspiration. Un étudiant de l'académie de Kieff, Mavritzky, reçut adressées à son nom, des

* Tous les faits relatifs à la conspiration Netchaieff que nous citons, sont extraits des rapports du procès publiés dans la *Gazette de St Petersbourg*. Nous citerons les numéros du journal d'ou ils sont tirés.

proclamations de Genève. Il les remit immédiatement au gouvernement qui s'empressa d'envoyer à Genève un homme de confiance, c'est-à-dire un mouchard. Bakounine et Netchaieff nouèrent des relations intimes avec ce délégué du midi de la Russie, lui fournirent des proclamations, des adresses de personnes que Netchaieff disait connaître en Russie, et lui donnèrent une lettre qui ne pouvait être autre qu'une lettre de confiance et de recommandation. (G. de St. P. no. 187).

Le 3 septembre (15 septembre, nouveau style) 1869, Netchaieff se présenta, à Moscou, à Ouspensky, jeune homme qu'il avait connu avant de partir pour l'étranger, en qualité d'émissaire délégué du Comité universel révolutionnaire de Genève et lui montra le mandat cité plus haut. Il lui annonça que des émissaires de ce comité européen viendraient à Moscou munis de mandats semblables, et que lui, il avait pour mission " d'organiser une société secrète parmi la jeunesse studieuse.... pour provoquer en Russie l'insurrection populaire." Sur la recommandation d'Ouspensky, Netchaieff, afin de trouver un logement sûr, alla à l'Académie d'agronomie située dans un endroit assez éloigné de la ville, et se mit en communication avec Ivanoff, un des étudiants les plus connus par leur dévouement aux intérêts de la jeunesse et du peuple. Dès lors, l'académie d'agronomie devint le centre de l'activité de Netchaieff. Il se présenta d'abord sous un faux nom, raconta qu'il avait beaucoup voyagé en Russie, que partout le peuple était prêt à se soulever, et qu'il l'aurait fait déjà depuis longtemps, si des révolutionnaires ne lui avaient conseillé de patienter jusqu'à l'achèvement de leur grande et puissante organisation qui va relier ensemble toutes les forces révolutionnaires de la Russie. Il pressa Ivanoff et d'autres étudiants d'entrer dans cette société secrète, qui avait un Comité tout-puissant au nom duquel tout se faisait, mais dont la composition et le siége devaient rester inconnus aux membres. Ce Comité et cette organisation formaient la *branche russe de l'Union universelle, de l'Alliance révolutionnaire, de l'Association Internationale des Travailleurs !* *

Netchaieff commençait par distribuer aux étudiants les " Paroles " citées plus haut, afin de leur faire voir que Bakounine, le célèbre révolutionnaire de 1848, l'évadé de Sibérie,

* Nous devons faire observer qu'en langue russe les mots : association union, alliance, (obchtchestvo, soiouz, tovarichtchestvo) sont plus ou moins synonymes et souvent employés indistinctement. De même le mot : In-

joue un grand rôle en Europe, qu'il est le principal chargé d'affaires des travailleurs, qu'il signe les mandats du Comité général de l'Association universelle, et que ce héros leur conseille d'abandonner leurs études, etc. Pour leur donner un exemple frappant d'un dévouement allant jusqu'à la mort, il leur lisait une poésie d'Ogareff, ami de Bakounine et rédacteur au Kolokol de Herzen, intitulée: "l'*Etudiant*" et dédiée "au jeune ami Netchaieff." Celui-ci y était représenté comme le type idéal de l'étudiant, comme "le lutteur infatigable dès l'enfance;" Ogareff y chantait comment le travail vivant de la science avait fait supporter à Netchaieff les tourments de ses jeunes années, comment son dévouement pour le peuple avait grandi, comment pourchassé par la vengeance du Tzar, par l'effroi des Boiards, il se voua à la vie nomade (skitanie, vagabondage); comment il alla en pélerinage crier à tous les paysans, du levant au couchant: Rassemblez-vous, levez-vous courageusement etc. etc.; comment il a terminé sa vie aux travaux-forcés dans les neiges de la Sibérie; et comment, n'étant pas hypocrite, il est resté toute sa vie fidèle à la lutte; et qu'à son dernier soupir il répétait: Tout le peuple doit conquérir sa terre et sa liberté!—Cette poésie allianciste fut imprimée au printemps de 1869, alors que Netchaieff s'amusait à Genève. Elle fut expédiée par ballots en Russie, avec les autres proclamations. Il paraît que le seul fait de copier cette poésie avait la propriété d'inspirer aux néophytes de l'abnégation, car Netchaieff, par ordre du Comité, la faisait copier et distribuer par chaque nouvel initié (dépositions de plusieurs accusés).

La musique semble être la seule chose qui doive échapper à l'amorphisme auquel la pan-destruction universelle réduira tous les arts et toutes les sciences. Netchaieff, au nom du Comité, ordonnait de soutenir la propagande par la *musique revolutionnaire*, et s'efforçait de trouver un thème mélodique pour que ce chef-d'œuvre de poésie fût chanté par la jeunesse (*Gazette de Saint-Petersbourg*, No. 190).

Cette légende mystique sur sa mort ne l'empêchait pas d'in-

---

ternational est la plupart du temps traduit par le mot: universel (vsemirnyi). Dans la presse russe "Association internationale" est donc souvent traduit par des mots qu'on pourrait tout aussi bien rendre en français par les mots: Alliance universelle. C'est en profitant de cette confusion de termes que Bakounine et Netchaieff sont parvenus à exploiter le nom de notre association et à perdre près d'une centaine de jeunes gens.

sinuer que Netchaieff pourrait bien être vivant encore, ni même de raconter sous le sceau du secret que Netchaieff se trouvait dans l'Oural en qualité d'ouvrier et qu'il y avait fondé des associations ouvrières. (*Gazette de Saint-Petersbourg*, No. 202). Il faisait cette révélation surtout à ceux qui n'étaient " bons à rien " c'est-à-dire à ceux qui songeaient à fonder des associations ouvrières, afin de leur inspirer de l'admiration pour ce héros fabuleux. Enfin, quand les légendes sur son évasion imaginaire de la forteresse de Saint-Pétersbourg et sur sa mort poétique en Sibérie eurent suffisamment préparé les esprits, et qu'il crut que les initiés étaient assez catéchisés, il effectua sa résurrection évangelique et déclara être Lui, Netchaieff en personne! Mais cette fois-ci, ce n'était plus le Netchaieff d'autrefois, ridiculisé et méprisé des étudiants de Saint-Pétersbourg, comme l'affirmaient des témoins et des accusés; c'était le délégué plénipotentiaire du Comité révolutionnaire universel. Le miracle de sa transfiguration avait été opéré par Bakounine. Il avait rempli toutes les conditions exigées par les statuts de l'organisation qu'il prêchait; il s'était " distingué par des actions connues et appréciées du Comité; " il avait, à Bruxelles, organisé et dirigé une grève importante des Internationaux; le Comité belge l'avait envoyé en qualité de délégué à l'Internationale de Genève où il avait rencontré Bakounine, et comme, selon son expression, " il n'aimait pas à se reposer sur ses lauriers," il était revenu en Russie pour commencer " l'action révolutionnaire." Il assurait aussi qu'avec lui était venu en Russie tout un état-major composé de seize réfugiés russes.*

Ouspensky, Ivanoff et quatre ou six autres jeunes gens semblent être les seuls à Moscou qui se soient laissé prendre à toutes ces jongleries. Quatre de ces initiés reçurent l'ordre de recruter de nouveaux adhérents et de former des cercles ou petites sections. Le plan d'organisation se trouve dans les documents du procès; il est presque de tout point conforme à celui de l'Alliance secrète. Le " réglement général de l'organisation " a été lu en plein tribunal et aucun des principaux initiés n'en a démenti l'authenticité; d'ailleurs, le No 2 du " Jugement populaire " rédigé par Bakounine et Netchaieff a admis l'authenticité des articles suivants:

---

* Aucun des réfugiés russes n'était rentré en Russie et dans toute l'Europe on ne trouverait pas seize réfugiés politiques russes.

"L'organisation est basée sur la *confiance* envers l'individu. —Aucun membre ne sait à quel dégré il se trouve, c'est-à-dire s'il est éloigné ou rapproché du centre.—L'*obeissance doit etre absolue, sans aucune objection, aux ordres du Comite.*—Renonciation à toute propriété en faveur du Comité qui peut en disposer.—Tout membre qui a recruté un certain nombre de prosélytes à notre cause, qui a prouvé par des faits le dégré de ses forces et de ses capacités, peut prendre connaissance de ce règlement, et plus tard des statuts de la société d'une manière plus ou moins complète. Le dégré des forces et des capacités est apprécié par le Comité."

Pour tromper les affiliés de Moscou, Netchaieff leur disait qu'à St. Pétersbourg l'organisation était déjà immense, tandis qu'en réalité il n'y existait pas un seul cercle ou section. Dans un moment d'oubli, il s'écria devant un initié : "A Pétersbourg ils m'ont été infidèles comme des femmes, et ils m'ont trahi comme des esclaves." A Pétersbourg, au contraire, il disait que l'organisation marchait admirablement à Moscou.

Comme, dans cette dernière ville on demandait à voir un membre du Comité, il invita un jeune officier de Pétersbourg qui s'intéressait au mouvement des étudiants, à venir avec lui à Moscou pour voir ses cercles. Le jeune homme y consentit, et en route Netchaieff le sacra "*delegue extraordinaire du Comite de l'Association internationale de Geneve*"— "vous ne pourriez pas, lui dit-il, être admis à nos réunions, n'étant pas membre, mais voici un mandat qui certifie que vous êtes membre de l'Association internationale et comme tel vous serez admis." Le mandat portait un timbre français, et on y lisait: "Le porteur de ce mandat est le chargé-représentant de l'Asssociation internationale." Les autres accusés affirment que Netchaieff leur a fait accroire que cet inconnu était "le véritable agent du Comité révolutionnaire de Genève" (No. 225 et 226, G., de St. P.)

Dolgoff, ami d'Ivanoff, atteste qu'"en parlant de la société secrète organisée dans le but de soutenir le peuple en cas de soulévement et de diriger l'insurrection de manière à la faire réussir, Netchaieff parlait aussi de l'Association internationale et disait que Bakounine leur servait de lien avec l'Internationale" (No. 198).—Ripmann certifie que "pour le détourner de son idée sur les associations co-opératives, Netchaieff lui disait qu'en Europe existait l'Association internationale des Travailleurs et que pour atteindre le but que pour-

suivait l'Internationale, il suffisait d'entrer dans cette société dont une section existait déjà à Moscou" (No. 198). Plus loin, on voit par les dépositions que Netchaieff faisait passer l'Internationale pour une société secrète, et sa société à lui pour une branche de l'Internationale. Aussi assurait-il aux initiés que leur section de Moscou allait procéder par des grèves et des associations sur une grande échelle comme l'Internationale. Lorsque l'accusé Ripmann lui demanda le programme de la société, Netchaieff lui lut quelques passages d'une feuille française sur le but de la société ; l'accusé comprit que cette feuille était le programme de l'Internationale et il ajoutait, "puisqu on avait beaucoup parlé de cette société dans la presse, je n'ai rien vu dans la proposition de Netchaieff de très-criminel." L'un des principaux accusés, Kouznetzoff, dit que Netchaieff a lu le programme de l'Association Internationale (No. 181) ; son frère dépose que "il a vu qu'on copiait chez son frère une feuille française qui devait être le programme de la société." (No, 202).—L'accusé Klimine déclare qu'on lui a lu "le programme de l'Association internationale avec quelques lignes écrites en post-scriptum par Bakounine . . . . mais autant que je m'en souviens, ce programme était écrit en termes fort vagues et ne disait rien sur les moyens pour arriver au but, mais parlait seulement de l'égalité en général. (No. 199), L'accusé Gavricheff explique que la "feuille française, autant qu'on pouvait en saisir le sens, con-„ tenait l'exposé des principes des représentants du socialisme qui avaient eu leur congrès à Genève." Enfin, la déposition de l'accusé Swiatzky nous éclaire complètement sur ce que c'était que cette mystérieuse feuille française : lors de la perquisition on a trouvé chez lui une feuille écrite en français intitulée : *Programme de l'Alliance internationale de la democratie socialiste ;* "on a parlé beaucoup de l'*Association internationale* dans les journaux, dit-il, et cela m'intéressait de connaître *son* programme dans un but exclusivement théorique." (G. de St. P. No. 230) Ces dépositions prouvent que le programme secret de l'Alliance était donné en manuscrit comme programme de l'Internationale. L'identité du Comité révolutionnaire universel dont Netchaieff se disait l'émissaire, avec le Bureau central de l'Alliance (le citoyen B.) est prouvée par la déposition du principal accusé, Cuspensky, qui déclare avoir collectionné tous les procés-verbaux des réunions du cercle "afin d'en expédier un compte-rendu à Bakounine à Genève.'

Pryioff, un des principaux accusés, attesta que Netchaieff lui avait ordonné d'aller à Genève porter un compte-rendu à Bakounine.

Faute d'espace, nous ne mentionnons pas ici tous les mensonges, les sottises, les escroqueries et les violences de l'agent de Bakounine révélées par le procès. Nous ne relevons que les traits les plus saillants.

Tout était mystère dans cette organisation. Dolgoff dit " qu'avant d'entrer dans cette société, il eut désiré en connaître l'organisation et les moyens ; Netchaieff lui répondit que c'était un secret et qu'il le saurait plus tard." ( *G. de S. P.* No 198).—Lorsque des membres se permettaient des questions, Netchaieff leur fermait la bouche en leur disant que d'après les statuts personne n'avait le droit de rien savoir avant de s'être distingué par quelque action (No 199).—" Dès que nous avons consenti à devenir membres de la société, déclare un accusé, Netchaieff a commencé à nous terroriser avec le pouvoir et la puissance du Comité qui selon lui existait et nous dirigeait ; il disait que le Comité avait sa police, que si quelqu'un ne tenait pas sa parole, ou agissait contrairement aux ordres des individus qui sont *plus haut places* que notre cercle, le Comité recourrait à la vengeance." L'accusé confesse " que ayant remarqué les escroqueries de Netchaieff il lui annonça son intention de se retirer complétement de cette affaire et d'aller au Caucase pour rétablir sa santé. Netchaieff lui déclara que cela ne lui était pas permis et que le Comité pouvait le punir par la mort s'il osait quitter la société ; il lui ordonna en même temps d'aller à une réunion, d'y parler de la société secrète pour recruter des adhérents et d'y lire la poésie sur la mort de Netchaieff. L'accusé ayant refusé d'obéir, Netchaieff le menaça : vous n'êtes pas ici pour discuter, s'écria-t-il, vous êtes obligé d'obéir sans objection aux ordres du Comité." (No 198.)—Si ce n'était là qu'un fait isolé, on pourrait le mettre en doute ; mais plusieurs accusés qui étaient dans l'impossibilité de s'entendre, attestent exactement la même chose.—Un autre déclare que les membres du cercle s'étant aperçus qu'ils étaient trompés, désiraient quitter la société, mais n'osaient le faire de peur de la vengeance du Comité. (No 198.)

Un témoin, parlant d'un de ses amis accusés, dit : l'accusé Florinsky ne savait plus comment se débarrasser de Netchaieff qui l'empêchait de travailler ; le témoin lui conseilla de

quitter Moscou et de se retirer à Pétersbourg, mais Florinsky lui répondit que Netchaieff irait le trouver tout aussi bien à Pétersbourg qu'à Moscou ; que Netchaieff violentait les convictions d'un grand nombre de jeunes gens en les terrorisant et que ce que semblait craindre Florinsky, c'était une dénonciation de la part de Netchaieff. " On disait, et je l'avais entendu, déposait Lichoutine, que Netchaieff envoyait de l'étranger à ses connaissances des lettres très-violentes pour les compromettre et les faire arrêter. Cette manière d'agir était un des traits de son caractère." (No186).—Enischerloff déclare même qu'il commençait à considérer Netchaieff comme un agent du gouvernement.

A la séance d'un petit cercle, un des membres, Klimine, en réponse à l'inconnu qui assistait à la séance en qualité d'émissaire du Comité et qui exprimait son mécontentement de la conduite du cercle, dit " qu'eux aussi ils étaient mécontents ; qu'au début on disait aux recrues que chaque section pouvait agir plus ou moins indépendamment, sans qu'on exigeât de ses membres une obéissance passive ; mais qu'ensuite on se comportait tout autrement, et que le Comité les réduisait à l'état d'esclaves." (No 199).—Netchaieff donnait ses ordres sur des bouts de papier timbrés : " Section russe de l'Alliance révolutionnaire universelle. Timbre pour le public," et il les formulait ainsi : " Le Comité vous ordonne de faire. . ." d'exécuter telle chose, d'aller à tel endroit etc.

Désillusionné un jeune officier veut quitter la société. Netchaieff semble y consentir, mais il exige un rachat. Il faut lui procurer une traite de 6,000 roubles (à peu près 20,000 fr.) signée de Kalatcheffsky. Kalatcheffsky en 1866, lors de l'attentat de Karakasoff, avait ainsi que ses deux sœurs subi une longue détention. Au moment où se passe ce récit, l'une d'elles se trouvait en prison, un seconde fois, pour affaire politique. Toute la famille était sous la surveillance la plus sévère de la police, et Kalatcheffsky pouvait s'attendre à chaque moment à être arrêté. Netchaieff profita de cette situation ; par ses ordres, le jeune officier dont nous avons parlé plus haut, invita Kalatcheffsky à venir chez lui sous un faux prétexte, entama avec lui une conversation et lui donna des proclamations que l'autre prit par curiosité. A peine sorti dans la rue, Kalatcheffsky est accosté par un officier qui lui donne l'ordre de le suivre, lui déclare qu'il est employé de la troisième section (police secrète) et qu'il sait que Kalatcheffsky possède sur lui des proclama-

tions séditieuses. Or cette possession seule est plus que suffisante pour faire subir à un homme des années de prison préventive et pour l'exposer aux travaux forcés, s'il a le malheur d'avoir été déjà compromis dans une affaire politique. Le soi-disant agent de la troisième section invite Kalatcheffsky à monter en voiture, et là il lui offre de se racheter en signant, à l'instant même, une traite de 6,000 roubles. Ayant à choisir entre cette offre et la perspective d'aller en Sibérie, Kalatcheffsky signa. Le lendemain, un autre jeune homme, Negreskoul, apprenant cette affaire, soupçonna Netchaieff d'y avoir participé, alla aussitôt trouver le prétendu agent de la troisième section et lui demanda compte de son escroquerie. Celui-ci nia tout; la traite fut cachée et ne se retrouva que plus tard lors des perquisitions. La découverte de la conspiration et la fuite de Netchaieff le mirent dans l'impossibilité d'encaisser. —Negrescoul connaissait Netchaieff depuis long-temps. A Genève il avait été victime d'une de ses escroqueries; puis Bakounine avait cherché à l'embaucher. Plus tard, on lui avait extorqué cent roubles (No 230). Il finit par être compromis par Netchaieff quoiqu'il le détestât et le crût capable de toutes les vilenies. Il fût arrêté et mourut en prison.

Nous avons vu que Ivanoff avait été une des premières recrues de Netchaieff. C'était un des étudiants les plus aimés et les plus influents de l'académie d'agronomie de Moscou. Il se consacrait à l'amélioration du sort de ses camarades et organisait des caisses de secours et des pensions alimentaires où l'on donnait la nourriture gratuitement aux étudiants pauvres, et qui servaient de prétexte à des réunions où l'on discutait les questions sociales. Il consacrait tout son temps libre à l'enseignement des enfants des paysans habitant aux environs de l'académie. Ses camarades témoignent qu'il faisait toutes ces choses avec passion, donnant son dernier sou et bien souvent se privant d'aliments chauds.

Ivanoff fut frappé de la betise des proclamations terroristes de Netchaieff et de Bakounine. Il ne pouvait comprendre pourquoi le Comité ordonnait de répandre les " *Paroles,*" le " Chant de mort " d'Ogareff, le *Jugement populaire,* et enfin l'*Appel à la noblesse russe* par Bakounine, proclamation tout aristocratique (*). Il commençait à perdre patience et à demander

* Extraits de l'*Appel a la noblesse russe,* proclamation imprimée de Bakounine : " Quels priviléges avons-nous reçus pour avoir été pendant toute la moitié du 19me siècle, le soutien du trone tant de fois ébranlé

où était le Comité, qu'est-ce qu'il faisait, quel était ce Comité qui invariablement donnait raison à Netchaieff et tort aux autres membres. Il manifesta le désir de voir quelqu'un de ce comité; il en avait acquis le droit puisque Netchaieff lui-même l'avait élevé à un degré correspondant à celui de membre d'un Comité national de l'Alliance secrète. C'est alors que Netchaieff se tira d'embarras en faisant jouer la comédie, racontée plus haut, de l'émissaire de l'Internationale de Genève.

Un jour, Netchaieff ordonna de livrer au Comité l'argent destiné à la caisse de secours mutuels des étudiants. Ivanoff protesta, et une querelle s'ensuivit. D'autres camarades l'engagèrent à se soumettre à la décision du Comité, puisqu'ils avaient adhéré aux statuts qui commandaient cette soumission. Ivanoff céda à ces instances, et s'exécuta de mauvais gré. A partir de ce moment, Netchaieff médita le plan de se défaire de cet homme que probablement il considérait comme un révolutionnaire doctrinaire, bon à tuer. Il entama avec Ouspensky des conversations théoriques sur la punition, la destruction de membres infidèles qui, par leur rébellion, pouvaient compromettre et perdre toute l'immense organisation secrète.

La manière dont Netchaieff conduisait sa société secrète était de nature à faire naître des doutes sur le caractère sérieux de l'organisation. Les sections devaient tenir régulièrement leurs séances pour examiner les registres académiques des noms de tous les étudiants et marquer ceux qu'on jugeait bons à em-

---

jusque dans ses fondements ; pour avoir, en 1848, pendant les orages de la folie populaire déchaînés sur l'Europe, sauvé, par nos hauts faits, l'Empire russe des utopies socialistes qui menaçaient de l'envahir ? ..... Que nous a-t-on accordé pour avoir sauvegardé l'Empire du démembrement, éteint en Pologne les flammes de l'incendie qui menaçait d'embraser toute la Russie ; pour avoir jusqu'à ce moment travaillé, sans épargner nos forces et avec un courage sans pareil, à detruire les éléments révolutionnaires en Russie ?—N'est-ce.pas de notre sein qu'est sorti Michel Mouravieff, cet homme valeureux qu'Alexandre II lui-même, malgré sa faiblesse d'esprit, nommait le sauveur de la patrie ?—Qu'avons-nous pour tout cela ? Pour tous ces services inappréciables, nous sommes dépouillés de tout ce que nous possédons..... Notre appel actuel est une manifestation *d'une grande majorite de la noblesse russe* qui est depuis longtemps *prete et organisee*..... Nous sentons notre force dans notre droit, et jetons témérairement le gant à la figure du despote, du petit prince allemand Alexandre II Soltykoff-Romanoff et nous le provoquons à un noble combat chevaleresque *qui doit s'engager en* 1870, entre les descendants de Rurik et le parti de la noblesse indépendante russe."

" Mouravieff, cet homme valeureux,' n'est autre que le bourreau de la Pologne.

baucher, et pour rechercher les moyens de se procurer de l'argent. Un de ces moyens c'était les listes de souscription pour les " étudiants qui ont souffert," c'est-à-dire qui avaient été éxilés administrativement ; et le produit de ces listes allait droit dans la poche du Comité—Netchaieff. On devait se procurer toutes sortes de costumes qui furent déposés en lieu sûr et qui servirent à déguiser Netchaieff lors de sa fuite. Mais l'occupation principale consistait à copier le " chant de mort " et les proclamations citées plus haut. Les conjurés devaient écrire, aussi exactement que possible, tout ce qui se disait dans leurs réunions, et Netchaieff les menaçait du Comité qui avait partout ses mouchards, dans le cas où ils oseraient cacher quelque chose. Chacun d'eux devait apporter dans son cercle des rapports écrits sur tout ce qu'il faisait dans l'intervalle des réunions, et on devait faire des comptes-rendus de tous ces rapports pour les envoyer à Bakounine.

Toutes ces pratiques puériles et inquisitoriales firent douter Ivanoff de l'existence même du Comité, et de la puissance tant vantée de cette organisation; il commençait à entrevoir que tout se bornait à une exploitation absurde et à des mensonges gigantesques, et il avouait à ses intimes que si l'affaire continuait à ne pas marcher, si on ne leur donnait rien de mieux à faire que ces niaiseries, il se séparerait de Netchaieff et établirait lui-même une organisation sérieuse.

C'est alors que Netchaieff prit une mesure énergique; il ordonna de placarder ses proclamations dans les salles des pensions alimentaires des étudiants. Ivanoff vit dans l'affichage de ces proclamations la fermeture des pensions alimentaires, la prohibition des réunions, la dispersion des meilleurs étudiants. Aussi s'opposa-t-il à cette mesure. (C'est en effet ce qui arriva : la marmite des étudiants fut fermée et tous les délégués nommés pour l'administrer, furent exilés). La querelle s'engagea à ce sujet; Netchaieff de répeter sa phrase stéréotypée : " C'est l'ordre du Comité ! "

Le désespoir d'Ivanoff est à son comble. Le 20 novembre 1869, il se présente chez un des membres de la section, Pryioff, et lui déclare qu'il quitte cette société; Pryioff communique cette déclaration à Ouspensky qui à son tour s'empresse d'en faire part à Netchaieff et, au bout de quelques heures, ces trois individus se trouvent rassemblés chez Kouznetzoff où loge aussi Nicolaieff. Là, Netchaieff déclare qu'il faut punir Ivanoff, rebelle aux ordres du Comité, et qu'il faut

s'en défaire pour l'empêcher de leur nuire davantage. Kouznetzoff, l'ami intime d'Ivanoff, semblant ne pas comprendre l'intention de Netchaieff, celui-ci déclara qu'il fallait tuer Ivanoff. Pryioff s'écria, en s'adressant à Kouznetzoff : Netchaieff est fou, il veut tuer Ivanoff, il faut l'en empêcher. Netchaieff mit fin à leur hésitation par sa phrase habituelle : " Voulez-vous aussi vous révolter contre les ordres du Comité ? si on ne peut pas le tuer autrement, eh bien, j'irai avec Nikolaieff cette nuit dans sa chambre et nous l'étoufferons." Alors il proposa d'attirer la nuit Ivanoff dans une grotte qui se trouve dans le parc de l'Académie, sous prétexte de déterrer une imprimerie qui y aurait été cachée depuis long-temps, et de l'assassiner là.

Ainsi, dans ce moment suprême, Netchaieff lui-même rendait hommage au dévouement d'Ivanoff. Il était sûr que malgré sa démission Ivanoff viendrait aider à déterrer l'imprimerie; qu'il n'était pas capable de le trahir, car, s'il en avait eu l'intention, il l'aurait fait avant de l'avoir donné ou immédiatement après. Si Ivanoff avait voulu le dénoncer à la police, il avait l'occasion de les faire prendre en flagrant délit. Bien au contraire; Ivanoff fut heureux de trouver enfin une preuve positive de l'existence de cette organisation, un signe palpable qu'elle possédait quelques moyens d'action, quand ce ne seraient que des caractères typographiques. Oubliant toutes les menaces tant de fois proférées par Netchaieff contre les infidèles, il s'empressa de quitter un ami avec qui il prenait le thé, et chez lequel Nicolaieff vint le chercher sur l'ordre de Netchaieff, et se rendit à son appel.

Dans l'obscurité de la nuit, Ivanoff sans défiance s'approche de la grotte. Tout-à-coup un cri retentit; quelqu'un saute sur lui par derrière. Une lutte terrible s'engage, on n'entend que les hurlements de Netchaieff et les gémissements de la victime qu'il étrangle de ses mains; puis, un coup de feu, et Ivanoff tombe mort. La balle du revolver de Netchaieff lui a traversé la tête. ".Vite des cordes, des pierres," crie Netchaieff en fouillant les poches du cadavre pour en retirer les papiers et l'argent. Puis on le jette dans un étang.

Rentré chez Kouznetzoff, les assasins prirent des mesures pour cacher les traces de leur crime. Ils brûlèrent la chemise ensanglantée de Netchaieff. Les complices étaient mornes et consternés. Tout-à-coup, un second coup de revolver retentit, et une balle siffle à l'oreille de Pryioff. Netchaieff s'excusa

" d'avoir voulu montrer à Nikolaieff comment jouait son revolver." Les témoins déposent unanimement que c'était un nouvel attentat. Netchaieff voulait tuer Pryioff parceque dans la matinée celui-ci avait osé protester contre le meurtre d'Ivanoff.

Immédiatement après, Netchaieff s'empresse de quitter Moscou et de se rendre à Pétersbourg avec Kouznetzoff, laissant agir Ouspensky à Moscou. A Pétersbourg il fait semblant de s'occuper toujours de son organisation; mais à son grand étonnement, Kouznetzoff constate que là il y avait encore moins d'organisation qu'à Moscou. Il ose alors interroger Netchaieff: " Où donc est le Comité? Serait-ce toi par hasard? "—Netchaieff nie encore et lui assure que le Comité existe. Il retourne à Moscou eteavoue à Nikolaieff que, Ouspensky étant déjà arrêté, tous les autres le seront aussi en peu de temps, et qu'il " ne sait plus ce qu'il doit faire." C'est alors que Nikolaieff, son plus fidèle, se decide à lui demander si le fameux Comité existe en réalité, ou si c'est Netchaieff qui en est à lui seul l'incarnation.—" Sans répondre positivement à cette question, il me dit que tous les moyens sont permis pour entraîner les gens dans une pareille affaire, que cette règle est pratiquée aussi à l'étranger, que cette règle est *suivie par Bakounine* ainsi que par d'autres, et, que si de tels hommes se soumettent à cette règle, il est tout naturel que lui, Netchaieff, agisse de la même manière " (No. 181). Ensuite, il ordonne à Nikolaieff d'aller avec Pryioff à Toula extorquer par fraude un passeport à un ouvrier ancien ami de Nikolaieff. Plus tard il se rend lui-même à Toula où il prie Mme Alexandrofsky de l'accompagner à Genève; cela lui est absolument nécessaire.

Mme Alexandrovsky avait été fort compromise lors des agitations de 1861 et 1862; elle avait même été mise en prison où sa conduite avait laissé beaucoup à désirer. Dans un accès de franchise elle avait écrit sa confession à ses juges et cette confession avait compromis beaucoup de personnes. Depuis ces affaires, elle était internée dans une ville de province sous la surveillance de la police. Comme elle craignait de ne pouvoir obtenir un passeport, Netchaieff lui en procura un, on ne sait comment. On peut se demander pourquoi Netchaieff a été chercher, pour l'accompagner, une femme dont la compagnie seule aurait suffi à le faire arrêter à la frontière. Cependant, flanqué de Mme Alexandrofsky, il arriva à

Genève sain et sauf; et pendant que ses pauvres dupes étaient jetées dans les cachots, lui et Bakounine se mirent à confectionner le second numéro du "Jugement populaire." Bakounine, on ne peut plus fier de voir le *Journal de Geneve* parler de la conspiration Netchaieff et lui en attribuer la direction oublia, que son "Jugement populaire" prétendait être publié à Moscou, et y intercala toute une page de l'article du *Journal de Geneve* en français. Une fois le journal fait et parfait, Mme. Alexandrofsky fut chargée de l'introduire en Russie, avec d'autres proclamations. A la frontière, un agent de la 3me section qui attendait Mme. Alexandrofsksy, lui prit son ballot. Après son arrestation, elle lui remit une liste de noms qui ne pouvaient être connus que de Bakounine seul.—Un des accusés dans l'affaire Netchaieff et l'un de ses plus intimes, avoua devant le tribunal qu'"il considérait auparavant Bakounine comme un honnête homme, et qu'il ne pouvait pas comprendre comment lui et d'autres eussent pu exposer aussi lâchement cette femme à être arrêtée."

Si Bakounine se dispensait d'aller lui-même en Russie diriger en personne la grande révolution dont il prédisait l'explosion imminente, en Europe il faisait travailler comme s'il avait eu "le diable au corps." "Le *Progres* du Locle, l'organe suisse de l'Alliance, publiait de longs extraits du *Jugement Populaire*. Guillaume y prônait les grands succès des grands socialistes russes, et déclarait que son programme abstentionniste était identique à celui des grands socialistes russes.* Au Congrès de la Chaux-de-Fonds, Outine ayant essayé de dévoiler les infamies de Netchaieff, Guillaume lui coupa la parole en disant que parler de ces hommes, c'était faire de l'espionage. Quant à lui, Bakounine, il écrivait dans la *Marseillaise* comme s'il venait d'arriver "d'un long voyage fait dans des pays lointains où les journaux libres ne parvenaient pas," pour faire croire ainsi que les affaires prenaient en Russie une tournure si révolutionnaire qu'il y avait jugé sa présence nécessaire.

Nous arrivons maintenant au dénouement de la tragicomédie de l'Alliance russe. Herzen avait reçu, en 1859,

* En 1868, moins de deux ans avant le Congrès de la Chaux-de-Fonds où les Alliancistes firent sanctionner leur doctrine d'abstention politique, Bakounine déplorant, dans la *Democratie* de Chassin, l'abstention politique des ouvriers français écrivait: "L'abstention politique est une imbécilité inventée par les fourbes pour tromper les idiots."

un legs de 25,000 fr. d'un jeune Russe pour faire de la propagande révolutionnaire en Russie. Herzen qui n'avait jamais voulu livrer cette somme à qui que ce fût, se laissa néanmoins capter par Bakounine qui parvint à la lui enlever en l'assurant que Netchaieff était le représentant d'une vaste et puissante organisation secrète. Netchaieff crut donc avoir le droit d'exiger sa quote-part ; mais les deux frères internationaux que l'assassinat d'Ivanoff n'avait pu diviser, se mirent à se quereller pour une question d'argent. Bakounine refusa. Netchaieff quitta Genève et publia, à Londres, au printemps 1870, un journal russe, *La Commune* (Obchtchina) dans lequel il réclama publiquement à Bakounine le reste du capital qu'il avait reçu du défunt Herzen. C'est là une preuve que les frères internationaux "jamais ne s'attaquent ni ne vident *leurs querelles* en public."

---

Le premier article du second numéro du *Jugement populaire* contient encore un chant funéraire en prose poétique sur ce héros toujours mort et toujours vivant: Netchaieff. Cette fois-ci le héros avait été étranglé par les gendarmes qui le menaient en Sibérie. Il avait été arrêté à Tamboff, déguisé en ouvrier et buvant au cabaret. Cette arrestation avait produit une agitation extraordinaire dans les régions gouvernementales. On ne parlait que de "Netchaieff déguisé . . . . de délations . . . de sociétés secrètes . . . de Bakounistes . . . de révolution." A l'occasion de la mort de Netchaieff, le gouverneur de Perme envoie un télégramme à Pétersbourg ; ce télégramme est cité textuellement. Un autre télégramme, cité tout aussi textuellement, est envoyé à la 3me section, et le *Jugement populaire* sait que "après avoir reçu ce télégramme, le chef de la police sauta sur sa chaise et pendant toute la soirée il souriait d'un vilain sourire." C'est ainsi que pour la seconde fois mourut Netchaieff.

On avoue le meurtre d'Ivanoff que l'on appelle un "fait de vengeance de la société sur un membre pour une déviation quelconque de ses devoirs. La logique sévère des véritables ouvriers de la cause ne doit s'arrêter devant aucun fait menant au succès de la cause, et d'autant moins devant des faits qui peuvent sauver la cause et en détourner la perte." Le "succès de la cause," selon Bakounine, était la mise en prison de quatre-vingts jeunes gens.

Le second article est intitulé : "Oui, qui n'est pas pour nous,

est contre nous," et contient une apologie de l'assassinat politique. Le sort d'Ivanoff qu'on ne nomme pas, est promis à tous les révolutionnaires qui n'adhérent pas à l'Alliance : "Le moment critique est venu . . . . les opérations militaires entre les deux camps ont commencé . . . . il n'est plus possible de rester neutre : rester dans le juste-milieu est impossible, ce serait vouloir rester entre deux armées hostiles échangeant des coups de feu, et au moment où ces coups se tirent ; ce serait s'exposer gratuitement à la mort, ce serait tomber sous la mitraille des uns et des autres sans avoir la possibilité de se défendre. Ce serait subir les verges et les tortures de la troisième section, ou tomber sous les balles de nos révolvers." Suivent des remercîments, en apparence ironiques, au gouvernement russe à cause de "son concours au développement et à la marche rapide de notre œuvre qui approche à pas précipités de sa fin tant souhaitée." A l'heure où les deux héros remerciaient le gouvernement de hâter "la fin tant souhaitée," tous les membres de la soi-disant organisation secrète étaient arrêtés.—Puis, l'article fait un nouvel appel. Leurs "bras sont ouverts à toutes les forces fraîches et honnêtes" qui sont prévenues qu'une fois étreintes dans cette accolade, elles doivent se soumettre à toutes les exigences de la société ; "que toute renonciation, toute retraite de la société accomplie sciemment par manque de foi en la vérité et en la justice de certains principes, mène à la radiation du régistre des vivants." Et nos deux héros se moquent de ceux qui sont arrêtés ; ce ne sont que de petits libéraux ; les véritables membres de l'organisation sont protégés par la société secrète qui ne les laissera pas prendre.

Le troisième article est intitulé : "*Bases principales de l'ordre social de l'Avenir.*" Cet article prouve que, si le commun des mortels est puni, comme d'un crime, pour toute pensée sur l'organisation sociale de l'avenir, c'est que les chefs ont déja tout arrangé.

"La fin de l'ordre social actuel, et le renouvellement de la vie à l'aide de nouveaux principes ne peuvent aboutir que *par la concentration de tous les moyens d'existence sociale dans les mains de* NOTRE COMITE, *et la proclamation du travail physique obligatoire pour tous.*

"Le Comité, immédiatement après le bouleversement des institutions actuelles, proclame que tout est propriété commune, ordonne l'établissement de sociétés ouvrières (artels) et publie

en même temps des tableaux statistiques, confectionnés par des experts, qui désignent les branches d'industrie les plus nécessaires dans une localité donnée et celles qui y trouveraient des obstacles.

" Pendant la durée d'un certain nombre de jours fixé pour le changement révolutionnaire et pour les désordres qui s'ensuivront inévitablement, chaque individu doit entrer dans tel ou tel artel d'après son propre choix . . . . . Tous ceux qui seront restés isolés et ne se seront pas attachés à des groupes ouvriers, sans raison suffisante, n'auront aucun droit d'accès ni aux marmites communes, ni aux dortoirs communs, ni à n'importe quels autres édifices destinés à la satisfaction des différents besoins des frères-travailleurs ou qui renfermeraient des produits, des matériaux, des vivres ou des outils réservés aux branches de la société ouvrière établie ; en un mot, celui qui sans raison suffisante n'aura pas adhéré à l'artel, reste sans moyens d'existence. Toutes les routes, tous les moyens de communication lui seront fermés ; il ne lui reste d'autre issue que le travail, ou la mort."

Chaque artel élit son commissaire-priseur (otziepchtchik) qui réglemente la marche du travail, la tenue des livres sur la production et la consommation et la productivité de chaque ouvrier, et sert d'intermédiaire avec le comptoir commun de la localité. Le comptoir composé de membres choisis parmi les artels de la localité, fait les échanges entre ces artels, administre tous les établissements sociaux (dortoirs, marmites, écoles, hôpitaux) et dirige tous les travaux publics : " Tous les travaux communs sont sous l'administration du comptoir, tandis que tous les travaux individuels pour lesquels il faut de l'habileté et de la dextérité, sont accomplis séparément par les artels." Puis vient une longue règlementation sur l'éducation, les heures du travail, l'allaitement des enfants, les dispenses de travail données à des inventeurs etc.

" Avec la publicité, la connaissance, et l'activité complètes de chacun, disparaît sans laisser de trace, s'évanouit pour toujours toute ambition, comme on la comprend maintenant, et tout mensonge. . . . . Alors chacun tiendra à produire pour la communauté autant que possible et à consommer aussi peu que possible, et dans la conscience de son utilité sociale sera contenu tout l'orgueil, toute l'ambition de l'ouvrier d'alors."

Quel bel échantillon de communisme de caserne ! Tout y est, marmites et dortoirs communs, commissaires-priseurs et

comptoirs, réglementant l'éducation, la production, la consommation, en un mot, toute activité sociale, et au sommet de tout, *Notre Comité* anonyme et inconnu comme direction suprême. Assurément, ceci est de l'anti-autoritarisme tout pur.

Pour donner à cet absurde plan d'organisation pratique l'apparence d'une base théorique, une petite note est attachée au titre même de cet article : "Ceux qui désirent connaître le développement théorique complet de *nos* thèses principales, le trouveront dans l'écrit publié par *nous* : *Manifeste du parti communiste.*"—En effet, la traduction russe du manifeste (allemand) du parti communiste de 1847 se trouve annoncée, prix un franc, dans chaque numéro du *Kolokol* de 1870, côte-à-côte avec l'appel de Bakounine *aux officiers de l'armée russe* et les deux numéros du *Jugement populaire.* Le même Bakounine qui abusait de ce manifeste pour accréditer ses fantaisies tartares en Russie, le fit dénoncer par l'Alliance occidentale comme un écrit ultra-hérétique, prêchant les doctrines funestes du communisme autoritaire allemand (voir la résolution de la Conférence de Rimini, le discours de Guillaume à la Haye, *Bulletin jurassien* No 10-11, la *Federacion* de Barcelone, etc.)

Maintenant que le vulgaire connaît le rôle auquel est prédestiné "notre comité," on concevra facilement cette haine de boutique contre l'Etat et contre toute centralisation des forces ouvrières. En effet, tant que la classe ouvrière aura ses organes représentatifs, MM. Bakounine et Netchaieff, révolutionnant sous l'incognito de "notre comité," ne pourront devenir les détenteurs de la richesse sociale ni recueillir les fruits de cette sublime ambition--qu'ils brûlent d'inspirer aux autres : travailler beaucoup pour consommer peu !

## 2. Le Catechisme revolutionnaire.

Netchaieff gardait très-soigneusement un petit livre écrit en chiffres, nommé le *Catéchisme révolutionnaire* ; il prétendait que la possession de ce livre était le privilége caractéristique de tout émissaire ou agent de l'Association Internationale. Selon toutes les dépositions et les preuves évidentes fournies par les avocats, ce catéchisme était écrit par Bakounine qui jamais n'a osé en renier la paternité. Du reste, la forme et le fonds de l'ouvrage montrent clairement qu'il provient de la même source que les statuts secrets, les "Paroles," les proclamations et "le Jugement populaire" dont nous avons déjà parlé. Ce n'en est que le complément. Ces anarchistes pan-destructifs

afin qui veulent réduire tout à l'amorphisme afin d'instituer l'anarchie dans la morale, poussent à outrance l'immoralité bourgeoise. On a déjà pu apprécier par quelques échantillons cette morale allianciste dont les dogmes, d'origine toute chrétienne, furent d'abord elaborés minutieusement par les Escobar du 17ème siècle. Seulement l'Alliance en exagère les termes jusqu'au ridicule, et remplace la sainte église catholique, apostolique et romaine des jésuites par sa "sainte œuvre révolutionnaire" archi-anarchiste et pan-destructive. Le catéchisme révolutionnaire est le code officiel de cette morale exposée, cette fois, systématiquement et sans voile. Nous le publions *in extenso* tel qu'il a été lu devant le tribunal dans la séance du 8 juillet 1871.

"*Devoirs du révolutionnaire envers lui-meme.*

"§ 1.—Le révolutionnaire est un homme voué. Il n'a ni intérêts personnels, ni affaires, ni sentiments, ni attachements, ni propriété ni même un nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt exclusif, une seule pensée, une seule passion: la révolution.

"§ 2.—Dans la profondeur de son être, non-seulement en paroles, mais de fait, il a brisé tout lien avec l'ordre civil et avec le monde civilisé tout entier, avec les lois, les convenances, avec la moralité et les conventions généralement reconnues dans ce monde. Il en est l'ennemi implacable, et s'il continue à vivre dans ce monde, ce n'est que pour le détruire plus sûrement.

"§ 3.—Un révolutionnaire méprise tout doctrinarisme et renonce à la science de ce monde, la laissant pour les générations futures. Il ne connaît qu'une seule science: la destruction. Pour cela, et rien que pour cela, il étudie la mécanique, la physique, la chimie et peut-être la médécine. Dans le même but il étudie jour et nuit la science vivante—les hommes, les caractères, les positions, et toutes les conditions de l'ordre social actuel dans toutes les sphères possibles. Le but reste le même, la destruction la plus prompte et la plus sûre de cet ordre ordurier (poganyi).

"§ 4.—Il méprise l'opinion publique. Il méprise et hait la morale sociale actuelle dans tous ses instincts et dans toutes ses manifestations. Pour lui, tout est moral qui favorise le triomphe de la révolution, tout est immoral et criminel qui l'entrave.

"§ 5.—Le révolutionnaire est un homme voué, il est sans merci pour l'Etat en général et pour toute la classe civilisée de la société, et il ne doit pas non plus attendre de merci pour lui-même. Entre lui et la société il y a lutte à mort, ouverte ou cachée, mais toujours incessante et irréconciliable. Il doit s'habituer à supporter la torture.

"§ 6.—Rigide envers lui-même, il doit l'être aussi envers les autres. Tous les sentiments d'affection, les sentiments ramollissants de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance, doivent être etouffés en lui par la passion unique et froide de l'œuvre révolutionnaire. Il n'existe pour lui qu'une seule jouissance, une seule consolation, une récompense et une satisfaction : le succès de la révolution. Nuit et jour il doit avoir une seule pensée, un seul but—la déstruction implacable. Poursuivant ce but froidement et sans relâche, il doit être prêt à périr lui-même et à faire périr de ses propres mains tous ceux qui l'empêchent d'atteindre ce but.

"§ 7.—La nature d'un vrai révolutionnaire exclut tout romantisme, toute sensibilité, tout enthousiasme et tout entraînement; elle exclut même la haine et la vengeance personnelles. La passion révolutionnaire, devenue chez lui une habitude de tous les jours et de tous les instants, doit s'allier au froid calcul. Toujours et partout, il doit obéir, non à ses impulsions personnelles, mais à ce que lui prescrit l'intérêt général de la révolution.

"*Devoirs du révolutionnaire envers ses compagnons en révolution.*

"§ 8.—Le révolutionnaire ne peut avoir d'amitié et d'affection que pour l'homme qui a prouvé par des actes qu'il est comme lui un agent révolutionnaire. Le degré d'amitié, de dévouement et des autres obligations envers un tel compagnon, ne se mesurent que par son degré d'utilité dans l'œuvre pratique de la révolution pan-destructive (vserasrouchitelnoi).

"§ 9.—Il est superflu de parler de solidarité entre les révolutionnaires ; en elle réside toute la force de l'œuvre révolutionnaire. Les compagnons-révolutionnaires qui se trouvent au même dégré d'entente et de passion révolutionnaires, doivent autant que possible délibérer en commun sur toutes les affaires importantes et prendre des décisions à l'unanimité. Dans l'exécution d'une affaire décidée ainsi, chacun doit autant que possible compter sur lui-même. Pour l'exécution d'une série d'actes destructifs, chacun doit agir lui-même, et ne recourir à l'aide et au conseil de ses compagnons que lorsque c'est indispensable au succès.

"§ 10.—Chaque compagnon doit avoir sous la main plusieurs révolutionnaires de second et de troisième ordre, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas encore entièrement initiés. Il doit les considérer comme une partie du capital révolutionnaire général confié à sa disposition. Il doit dépenser économiquement sa part du capital, tâcher d'en tirer le plus grand profit possible. Il se considère lui-même comme un capital destiné à être dépensé pour le triomphe de l'œuvre révolutionnaire, mais un capital dont il ne peut pas disposer seul et sans le consentement de tous les compagnons entièrement initiés.

"§ 11.—Lorsqu'un camarade se trouve en danger, et pour décider s'il faut le sauver ou non, le révolutionnaire ne doit consulter aucun sentiment personnel, mais uniquement l'intérêt de la cause révolutionnaire. Par conséquent, il doit calculer d'une part le degré d'utilité fourni par son camarade, et d'autre part la quantité de forces révolutionnaires nécessaires à sa délivrance, voir de quel côté penche la balance, et agir en conséquence.

"*Devoirs du révolutionnaire envers la société.*

"§ 12.—Un nouveau membre, après avoir donné des preuves, non en paroles, mais en action, ne peut être reçu dans l'association qu'à l'unanimité.

"§ 13.—Un révolutionnaire entre dans le monde de l'Etat, dans le monde des classes, dans le monde soi disant civilisé et vit dans ce milieu seulement par ce qu'il a foi dans sa destruction prochaine et totale. Il n'est pas un révolutionnaire s'il tient à quoi que ce soit en ce monde. *Il ne doit pas hésiter devant la destruction d'une position quelconque, d'un lien ou d'un homme appartenant à ce monde.* Il doit hair tout et tous également. Tant pis pour lui s'il a dans ce monde des liens de parenté, d'amitié ou d'amour ; *il n'est pas révolutionnaire si ces liens peuvent arreter son bras.*

"§ 14.—Dans le but d'une implacable destruction, un révolutionnaire peut et souvent doit vivre au milieu de la société en feignant d'être tout différent de ce qu'il est en effet. Un révolutionnaire doit pénétrer partout, dans la haute classe comme dans la moyenne, dans la boutique du marchand, dans l'église, dans le palais aristocratique, dans le monde bureaucratique, militaire et littéraire, *dans la troisième section* (police secrète), et même dans le palais impérial.

"§ 15.—Toute cette société immonde doit être divisée en

plusieurs catégories, la première composée de ceux qui sont condamnés à la mort sans délai. Que les compagnons dressent des registres de ces condamnés dans l'ordre de leur malfaisance relative, eu égard au succès de l'œuvre révolutionnaire, de manière à ce que les premiers numéros soient expédiés avant les autres.

"§ 16.—En dressant ces registres, en établissant ces catégories, il ne faut en aucune façon se guider par la perversité individuelle d'un homme, ni même par la haine qu'il inspire aux membres de l'organisation ou au peuple. Cette perversité et cette haine peuvent même être utiles d'une certaine façon en excitant à la révolte populaire. Il ne faut prendre en considération que la mesure du profit qui doit résulter de la mort d'une certaine personne pour l'œuvre révolutionnaire. Ainsi, en premier lieu, doivent être détruits les hommes les plus pernicieux pour l'organisation révolutionnaire, et dont la mort violente et subite peut effrayer le plus le gouvernement et ébranler sa puissance en le privant d'agents énergiques et intelligents.

"§ 17 La seconde catégorie doit être composeé de gens auxquels on accorde la vie provisoirement (!), afin que par une série d'actes monstrueux ils poussent le peuple à une révolte inévitable.

"§ 18.—A la troisième catégorie appartient un grand nombre d'animaux haut-placés ou d'individus qui ne sont remarquables ni par leur esprit ni par leur énergie, mais qui par leur position ont de la richesse, des relations, de l'influence, de la force. Il faut les exploiter de toutes les manières possibles, les circonvenir, les dérouter, et, *nous emparant de leurs sales secrets*, en faire nos esclaves. De cette manière leur puissance, leurs relations, leur influence et leurs richesses deviendront un trésor inépuisable et un secours précieux dans diverses entreprises.

"§ 19.—La quatrième catégorie est composée de divers ambitieux au service de l'Etat et de libéraux de différentes nuances. Avec eux on peut conspirer d'après leur propre programme, faisant semblant de les suivre aveuglément. Il faut les prendre dans nos mains, *se saisir de leurs secrets, les compromettre completement*, de manière à ce que la retraite leur devienne impossible, se servir d'eux pour amener des perturbations dans l'Etat.

"§ 20.—La cinquième catégorie est formée de doctrinaires,

de conspirateurs. de révolutionnaires, de tous ceux qui bavardent dans les réunions et sur le papier. Il faut les pousser et les entraîner sans cesse à des manifestations pratiques et périlleuses qui auront pour résultat d'en faire disparaître la majorité, en faisant de quelques-uns d'entre eux de véritables révolutionnaires.

"§ 21.—La sixième catégorie est très-importante ; ce sont les femmes qui doivent être divisées en trois classes : les unes les femmes futiles, sans esprit et sans cœur, dont il faut user de la même manière que de la troisième et quatrième catégories d'hommes ; les secondes les femmes ardentes, dévouées et capables, mais qui ne sont pas des nôtres parcequ'elles ne sont pas encore parvenues à l'entendement révolutionnaire pratique et sans phrases ; il faut les employer comme les hommes de la cinquième catégorie ; enfin, les femmes qui sont entièrement à nous, c'est-à-dire complètement initiées et ayant accepté notre programme en entier. Nous devons les considérer comme le plus précieux de nos trésors, sans le secours duquel nous ne pouvons rien faire.

"*Devoirs de l'Association envers le peuple.*

"§ 22.—L'Association n'a d'autre but que l'émancipation complète et le bonheur du peuple, c'est-à-dire des hommes-de-peine (tchernorabotchii lioud). Mais convaincus que cette émancipation et ce bonheur ne peuvent être atteints qu'au moyen d'une révolution populaire détruisant tout, *l'association emploiera tous ses moyens et toutes ses forces pour agrandir et augmenter les maux et les malheurs qui* doivent enfin user la patience du peuple et l'exciter à un soulèvement en masse.

"§ 23.—Par révolution populaire, la société n'entend pas un mouvement reglementé d'après le modèle classique de l'occident qui, s'arrêtant toujours devant la propriété et devant l'ordre social traditionnel de la soi-disant civilisation et moralité, s'est borné jusqu'à présent à prononcer la déchéance d'une forme politique pour la remplacer par une autre, et à créer un soi-disant Etat révolutionnaire. La seule révolution qui doive être salutaire au peuple, est celle qui détruira de fond en comble toute idée de l'Etat, et renversera toutes les traditions, les ordres, et les classes de l'Etat en Russie.

"§ 24.—Dans ce but, la société n'a pas l'intention d'imposer au peuple une organisation quelconque venant d'en haut. L'organisation future sortira sans doute du mouvement et de

la vie populaires, mais c'est l'affaire des générations futures. Notre affaire, c'est la destruction effrayante, totale, implacable et universelle.

"§ 25.—Pour cela, en nous rapprochant du peuple, nous devons avant tout nous unir aux éléments de la vie populaire qui n'ont pas cessé de protester, depuis la fondation de l'Etat moscovite, non seulement en paroles, mais par leurs actes contre tout ce qui est lié directement ou indirectement à l'Etat, contre la noblesse, contre la bureaucratie, contre les prêtres, contre le monde commercial et contre les petits trafiquants, exploiteurs du peuple. Nous devons nous unir au monde aventurier des brigands qui sont les véritables et uniques révolutionnaires de la Russie.

"§ 26.—Concentrer ce monde en une seule force pan-destructive et invincible, voilà toute notre organisation, notre conspiration et notre tâche."—

Critiquer un tel chef d'œuvre, ce serait en affaiblir la bouffonnerie. Ce serait aussi prendre trop au sérieux ce pandestructeur amorphe qui a réussi à ne faire qu'un seul personnage de Rodolphe, Monte-Christo, Karl Moor et Robert Macaire. Nous nous bornerons à constater, par quelques renvois, l'identité de l'esprit et des termes même du catéchisme, l'exagération laborieuse en moins, avec ceux des statuts secrets et des autres productions russes de l'Alliance,

Les trois dégrés d'initiation des Statuts secrets de l'Alliance sont reproduits au § 10 du Catéchisme on l'on parle de "révolutionnaires de deuxième et de troisième ordre. . . qui ne sont pas entièrement initiés."—Les devoirs des frères internationaux définis par l'art. 6 de leur réglement, sont les mêmes que ceux qu'enjoignent les § 1 et 13 du Catéchisme.—Les conditions sous lesquelles les frères peuvent accepter des places gouvernementales, déterminées dans l'article 8 du réglement, "sont encore plus explicitement exposées" dans le § 14 du Catéchisme, où on leur fait entrevoir la possibilité d'entrer par ordre dans la police.—Le conseil donne aux frères (Règlement art. 9) de se consulter entre eux, est reproduit dans le § 9 du Catéchisme.—Les art. 2, 3, et 6 du programme des frères internationaux attribuent à la révolution précisément le même caractère que les § 22 et 23 du Catéchisme.—Les Jacobins de l'art. 4 du programme deviennent, dans le § 20 du Catéchisme, une subdivision des "hommes de la cinquième catégorie," voués à la mort dans les deux pièces.—

Les idées qu'émettent les art. 5 et 8 du programme sur la marche d'une révolution véritablement anarchique, sont les mêmes que celles du § 24 du Catéchisme.

La condamnation de la science que contient le § 3 du Catéchisme, se retrouve dans toutes les publications russes. L'idéalisation du brigand comme type du révolutionnaire qui n'existe qu'en germe dans les "Paroles," est pleinement avouée et prêchée dans tous les autres écrits. La "cinquième catégorie" du § 20 dn Catéchisme s'appelle, dans la "formule de la question révolutionnaire," "les révolutionnaires d'Etat et de Cabinet." Là, comme § 25 et 26, on déclare que le premier devoir du révolutionnaire est de se jeter dans le brigandage. Ce n'est que dans les "Principes de la Révolution" et dans le "Jugement populaire" qu'on commence à prêcher la pan-destruction ordonné par les § 6, 8, et 26 du Catéchisme, et l'assasinat systématique des § 13, 15, 16 et 17.

### 3. L'appel de Bakounine aux Officiers de l'armee russe.

Cependant Bakounine tint à ne laisser aucun doute sur sa complicité dans la prétendue conspiration Netchaieff. Il publia une proclamation: "Aux officiers de l'armée russe," datée "Genève, janvier, 1872." et signée Michel Bakounine. Cette proclamation, "prix un franc," se trouve annoncée, comme œuvre de Bakounine, dans tous les Numéros du *Kolokol* de 1870. En voici quelques extraits.

Elle commence par annoncer, comme Netchaieff le faisait en Russie, que "l'heure de la lutte dernière entre les Romanoff-Holstein-Gottorp et le peuple russe approche, la lutte entre le joug tartaro-allemand et la large liberté slave. Le printemps est à notre seuil et dans les premiers jours du printemps le combat s'engagera . . . la force révolutionnaire est prête et son triomphe est assuré en présence du mécontentement profond et général des masses, qui régne en ce moment dans toute la Russie." Il existe une organisation pour diriger cette révolution imminente, car "une organisation secrète, c'est comme l'état major d'une armée, et cette armée est tout le peuple."

"Dans mon appel aux jeunes frères russes je disais que le Stenka Razine qui se mettra à la tête des masses populaires pendant la destruction si visiblement prochaine de l'empire russe, ne sera plus le héros individuel, mais un Stenka Razine collectif. Tout homme qui n'est pas un sot, comprendra fa-

cilement que je parlais d'une organisation secrète existant et agissant déjà en ce moment, forte par sa discipline, par le dévouement et l'abnégation passionnée de ses membres, et par l'obeissance passive à toutes les dispositions *d'un Comité unique* qui connaît tout et n'est connu de personne.

" Les membres de ce comité ont fait abnégation complète d'eux-mêmes ; voilà ce qui leur donne le droit d'exiger de tous les membres de l'organisation une renonciation absolue. Ils ont renoncé à un tel point à tout ce qui constitue l'objet de la convoîtise des hommes vaniteux, ambitieux et avides du pouvoir qu'ayant renoncé une fois pour toutes à la propriété individuelle du pouvoir, à la puissance publique ou officielle, et en général à toute notoriété dans la société, ils se sont voués à une obscurité éternelle, cédant aux autres la gloire, l'apparence extérieure et la rénommée de l'œuvre, ne gardant pour eux, toujours collectivement, que l'essence même de cette œuvre.

" *Comme les Jesuités*, non dans le but de l'asservissement, mais dans celui de l'émancipation populaire, chacun d'eux a renoncé même à sa propre volonté. Dans le Comité, comme dans toute l'organisation, ce n'est pas l'individu qui pense, veut et agit, mais la collectivité. Une telle rénonciation à sa vie, à sa propre pensée et à sa propre volonté paraîtra à beaucoup de monde impossible, révoltante même. Il est en effet difficile de la réaliser, mais c'est indispensable. Cela paraîtra difficile surtout aux novices, à ceux qui viennent d'entrer à peine dans l'organisation, aux hommes qui n'ont pas encore perdu l'habitude des fanfaronnades bavardes et vaines, aux hommes qui jouent à l'honneur, à la dignité personnelle, et au droit, à ceux en général qui se laissent détourner par les misérables fantômes d'une humanité supposée, derrière lesquels se montre dans la société russe une servilité générale envers la plus vile et la plus abjecte réalité. Cette renonciation paraîtra pénible à ceux qui cherchent dans la grande œuvre la satisfaction de leur amour-propre, une occasion pour faire des phrases, et qui n'aiment pas l'œuvre pour l'œuvre elle-même, mais pour la pose dramatique de leur propre personne.

" Chaque nouveau membre entre librement dans notre organisation, sachant d'avance que lorsqu'une fois il en fait partie il lui appartient tout entier et ne s'appartient plus. *L'entree, dans l'organisation est libre, mais la sortie en est impossible*, car tout membre démissionnaire mettrait indubitablement en dan-

ger l'existence même de l'organisation qui ne doit pas dépendre de la légèreté, du caprice ou de la discrétion plus ou moins grande, de l'honnêteté et de la force d'un ou de plusieurs individus. . . . Et par conséquent, qui veut en faire partie doit savoir d'avance qu'il se livre à elle tout entier, avec tout ce qu'il possède de forces, de moyens, de savoir et de vie, *et cela sans retour*. . . . . Ceci est exposé d'une manière claire et précise dans son programme qui est publié et est obligatoire pour tous les membres du comité et pour tous ceux qui n'appartiennent pas au comité. . . . Si un membre est véritablement inspiré par la passion (révolutionnaire), tout ce que l'organisation exigera de lui, lui paraîtra facile. C'est une chose connue qu'il n'existe pas de difficultés pour la passion ; elle ne reconnaît rien d'impossible, et plus grands sont les obstacles, plus forte aussi est la tension de la volonté, de la force, et du savoir-faire de l'homme excité par la passion. Les petites passions personnelles ne trouveront même pas de place chez l'homme possédé par la passion, il n'a pas même besoin d'en faire le sacrifice parcequ' elles n'existent plus en lui. Un membre sérieux de l'association a étouffé en lui tout sentiment de curiosité, et poursuit ce défaut impitoyablement chez tous les autres. Quoiqu'il se reconnaisse digne de toute confiance, et précisément parcequ'il en est digne, c'est-à-dire parcequ'il est un homme sérieux, il ne cherche pas, et il ne désire même pas sa voir plus qu'il ne lui faut pour remplir aussi bien que possible la mission qui lui est confiée. Il ne cause sur les affaires qu'avec les personnes qui lui sont désignées, et ne dit que les choses qui lui sont prescrites par les ordres reçus, et en général, il se conforme strictement et sans condition aux ordres et aux dispositions qui lui parviennent *d'en haut*, sans jamais demander, sans même désirer de s'enquérir du dégré de l'organisation où il se trouve, désirant naturellement qu'il lui soit confié autant de besogne que possible, mais attendant néanmoins avec patience le moment où on lui en confiera une.

" Une discipline aussi rigide et aussi absolue peut étonner et même offusquer un novice ; elle n'étonnera ni n'offensera un membre sérieux, un homme véritablement fort et sensé ; au contraire, elle lui fera plaisir et garantira sa sécurité, pourvu qu'il soit sous l'influence de cette passion absorbante du triomphe populaire dont j'ai parlé plus haut. Un membre sérieux comprendra qu'une telle discipline est le gage indis-

pensable de l'impersonnalité relative de chaque membre qui est la condition *sine qua non* du triomphe commun ; que cette discipline seule est capable de former une véritable organisation, et de créer une force révolutionnaire collective qui, s'appuyant sur la puissance élémentaire du peuple, sera en état de vaincre la force formidable de l'organisation de l'Etat.

" On demandera peut-être : comment peut-on se soumettre à la direction *dictatoriale* d'un Comité qui vous est inconnu ? Mais le Comité vous est connu : premièrement par son programme qu'il a publié, qui est rédigé avec tant de clarté et de précision, et qui est exposé avec plus de détails encore à tout membre qui entre dans l'organisation. Il se recommande à vous secondement par la confiance aveugle qu'ont en lui les personnes que vous connaissez et que vous respectez ; cette confiance qui vous fait donner la préférence à cette organisation plûtôt qu'à une autre. Il se fait connaître plus amplement encore aux membres actifs de l'organisatien par son activité infatigable, résolue, s'étendant partout, et toujours conforme au programme et au but de l'organisation. Et tout le monde se soumet volontiers à son *autorité*, se convainquant de plus en plus, par la pratique même, d'une part de sa prévoyance vraiment étonnante, de sa vigilance,, de son énergie pleine de sagesse et de son habileté à conformer ses dispositions au but cherché, et d'autre part de la nécessité et de l'effet salutaire d'une telle discipline.

" On pourrait me demander : si le personnel composant le comité reste un mystère impénétrable pour tout le monde, comment avez-vous pu vous renseigner sur lui et vous convaincre de sa valeur réelle ?—Je répondrai franchement à cette question. Je ne connais pas un seul des membres de ce comité, ni leur nombre, ni le lieu de sa résidence. Je sais une chose, c'est qu'il ne se trouve pas à l'étranger, mais en Russie même, comme cela doit être ; car un comité révolutionnaire russe siégeant à l'étranger est une absurdité, dont l'idée ne peut naître que dans la tête de ces phraseurs vides de sens et stupidement ambitieux appartenant à l'émigration, qui cachent leur désœuvrement vaniteux et méchamment intrigant sous le nom sonore de " *Cause du Peuple.*" (*)

(*) Le lecteur se rappelle que c'était le titre d'un journal russe international publié á Genève par quelques jeunes Russes qui savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur le prétendu Comité et l'organisation de Bakounine.

" Après la conspiration nobiliaire des Décembristes (1825) la première tentative sérieuse d'organisation fut faite par Ichoutine et ses compagnons. L'organisation actuelle est la première organisation des forces révolutionnaires dans toute la Russie qui ait véritablement réussi. Elle a profité de tous les préparatifs, de toutes les expériences ; aucune réaction ne la forcera à se dissoudre ; elle survivra à tous les gouvernements, et elle ne cessera d'agir jusqu'à ce que tout son programme devienne la vie journalière des Russes et la vie universelle.

" Il y a un an à peu près, le Comité croyant utile de m'avertir de son existence, m'envoya son programme accompagné de l'exposition du plan général de l'action révolutionnaire en Russie. Complétement d'accord avec l'un et l'autre, et m'étant assuré que l'entreprise aussi bien que les hommes qui en ont pris l'initiative, sont véritablement sérieux, j'ai fait ce qu'à mon avis devait faire tout réfugié honnête : je me suis soumis sans condition à l'autorité du Comité comme à l'unique représentant et directeur de la révolution en Russie. Si je m'adresse aujourd'hui à vous, je ne fais qu'obéir aux ordres du Comité. Je ne puis vous en dire davantage. J'ajouterai encore un mot à ce sujet. Le plan de l'organisation m'est suffisamment connu pour que j'aie la conviction qu'aucune force n'est plus capable de la détruire. Lors même que le parti populaire devrait essuyer une nouvelle défaite dans la lutte prochaine—ce que personne de nous ne craint, nous croyons tous au prochain triomphe du peuple—mais lors même que notre espoir serait déçu, au milieu des représailles les plus affreuses, au milieu de la réaction la plus sauvage, l'organisation resterait encore saine et sauve. . . . . .

" La base du programme est la plus large, la plus humanitaire : complète liberté et complète égalité de tous les êtres humains, basée sur la propriété commune et le travail commun, également obligatoire pour tous à l'exception de ceux sans doute qui préfèreront mourir de faim sans travailler.

"Tel est le programme actuel du monde travailleur de tous les pays, et ce programme répond aux exigences et aux instincts séculaires de notre peuple... En soumettant ce programme au bas-peuple, les membres de notre organisation sont tout étonnés de voir comme il le comprend promptement et largement, et avec quelle ardeur il l'accepte. Ainsi le programme est prêt, il est invariable. Celui qui est pour ce programme,

viendra avec nous. Celui qui est contre nous, est l'ami des adversaires du peuple, le gendarme du Tzar, le bourreau du Tzar, notre ennemi. . . . .

" Je vous ai dit que notre organisation est si solidement bâtie, et maintenant j'ajoute, elle a pris si fortement racine dans le peuple que, même si nous subissions une défaite, la réaction serait impuissante à la démolir. . . . .

" La presse servile, obéissant aux ordres de la 3me section, s'efforce de persuader le public que le gouvernement est parvenu à saisir le complot à sa racine même. Il n'a rien saisi du tout. Le Comité et l'organisation sont intacts et le seront toujours; le gouvernement s'en convaincra bientôt, car l'explosion populaire est proche. Elle est si proche que chacun doit maintenant décider s'il veut être notre ami, l'ami du peuple, ou bien notre ennemi et celui du peuple. A tous les amis, à quelque place ou position qu'ils appartiennent, nos rangs sont ouverts. Mais comment nous trouver, demanderez-vous ? L'organisation *qui vous entoure de toutes parts*, qui compte parmi vous de *nombreux* adhérents, trouvera elle-même celui qui la cherche avec le sincère désir et la forte volonté de servir la cause du peuple. Celui qui n'est pas pour nous, est contre nous. Choisissez."

Dans cette brochure signée de son nom, Bakounine feint d'ignorer le lieu et la composition du Comité au nom duquel il parle et au nom duquel Netchaieff a agi en Russie. Cependant le seul pouvoir qu'eût celui-ci pour agir au nom de ce Comité, était signé Michel Bakounine, et le seul homme qui reçût des rapports sur l'activité des sections, était toujours Michel Bakounine. Donc quand Michel Bakounine voue une obéissance passive au Comité, c'est à Michel Bakounine même qu'il jure d'obéir.

Nous croyons inutile d'insister sur l'identité complète des tendances et même des expressions de cet écrit, signé de Bakounine, avec les autres documents russes anonymes. Ce que nous voulons relever c'est la manière dont Bakounine y applique la morale du Catéchisme. Il commence d'abord par la prêcher aux officiers russes; il leur déclare que lui et les autres initiés ont rempli à la fois un devoir et une lacune en se constituant les jésuites de la révolution, et que vis-à-vis du Comité, ils n'ont pas plus de volonté personnelle que le célèbre " cadavre " de la Société de Jésus. Et pour qu'ils ne soient pas offusqués par le meurtre d'Ivanoff, il essaye de leur

faire comprendre la nécessité d'assassiner tout membre qui voudrait sortir de la société secrète. Puis il met en pratique cette même morale vis-à-vis de ses lecteurs, en leur mentant effrontément. Lui qui savait que le gouvernement avait arrêté non seulement tous les initiés en Russie, mais encore un nombre dix fois plus grand de personnes, compromises par Netchaieff pour avoir fait partie de la fameuse " cinquième catégorie " du catéchisme ; qu'il n'y avait même plus en Russie l'ombre d'une organisation, que son Comité n'y existait pas plus qu'il n'y avait jamais existé en dehors de Netchaieff —alors auprès de lui à Genève ; qui en outre savait que cette brochure ne ferait pas un seul adepte en Russie, qu'elle ne pouvait que fournir au gouvernement un prétexte à de nouvelles poursuites— il proclame que le gouvernement n'a rien saisi du tout, que le Comité continue à siéger en Russie, à y déployer une activité infatigable, résolue, s'étendant partout, une prévoyance vraiment étonnante, une vigilance, une énergie pleines de sagesse, une habileté stupéfiante (à preuve les dépositions du procès) ; que son organisation secrète, la seule sérieuse qui ait existé en Russie depuis 1825, est intacte, qu'elle a pénétré dans le bas-peuple qui en accepte avec ardeur le programme ; qu'elle entoure les officiers, que la révolution est imminente, qu'elle éclatera dans quelques mois, au printemps 1870. C'est seulement pour se donner le plaisir de " la pose dramatique de sa propre personne " devant ses faux frères internationaux et devant sa glace que Bakounine qui prétend avoir " renoncé à sa propre vie, à sa propre pensée, et à sa propre volonté," être supérieur aux " fanfaronnades bavardes et vaines " des " hommes qui jouent à l'honneur, à la dignité personnelle et au droit," que lui, Michel Bakounine adresse aux Russes ces mensonges et ces fanfaronnades.

Ce même homme qui en 1870, prêche aux Russes l'obéissance passive aveugle à des ordres venant d'en haut et d'un comité anonyme inconnu ; qui déclare que la discipline jésuitique est la condition *sine qua non* du triomphe, seule capable de vaincre la formidable centralisation de l'Etat—non de l'Etat russe, mais de tout Etat ; qui proclame un communisme plus autoritaire que le communisme le plus primitif,—ce même homme, en 1871, trame un mouvement séparatiste et désorganisateur au sein de l'Internationale, sous prétexte de combattre l'autoritarisme et la centralisation des communistes

allemands, de fonder l'autonomie des sections, la libre fédération de groupes autonomes et de faire de l'Internationale ce qu'elle devait être : l'image de la société future. Si la société future devait être calquée sur le modèle de l'Alliance, section russe, elle dépasserait de beaucoup le Paraguay des Révérends Pères Jésuites, si chers à Bakounine.

---

## IX

## CONCLUSION.

Tout en laissant la plus complète liberté aux mouvements et aspirations de la classe ouvrière dans les divers pays, l'Internationale avait cependant réussi à la réunir en un seul faisceau et à faire sentir, pour la première fois, aux classes dirigeantes et à leurs gouvernements la puissance cosmopolite du prolétariat. Les classes dirigeantes et les gouvernements ont reconnu ce fait en concentrant leurs attaques sur l'organe exécutif de toute notre association, le Conseil général. Ces attaques s'étaient accentuées de plus en plus depuis la chûte de la Commune. Et voilà le moment choisi par les Alliancistes pour déclarer, de leur côté, guerre ouverte au Conseil général ! D'après eux, son influence, arme puissante entre les mains de l'Internationale, n'était qu'une arme dirigée contre elle. C'était le prix d'une lutte, non contre les ennemis du prolétariat, mais contre l'Internationale elle-même. A leur dire, les tendances dominatrices du Conseil général l'avaient emporté sur l'autonomie des sections et des fédérations nationales. Il ne restait plus qu'à décapiter l'Internationale pour sauver l'autonomie.

En effet, les hommes de l'Alliance savaient que s'ils ne saisissaient pas ce moment décisif, c'en était fait de la direction secrète du mouvement prolétaire rêvée par les cent frères internationaux de Bakounine. Leurs invectives trouvèrent un écho approbateur dans la presse policière de tous les pays.

Leurs phrases sonores d'autonomie et de libre fédération, en un mot, leurs cris de guerre contre le Conseil général, n'étaient donc qu'une manœuvre pour masquer leur vrai but : désorganiser l'Internationale et par cela même la soumettre au gouvernement secret, hiérarchique et autocratique de l'Alliance.

Autonomie des sections, libre fédération de groupes autonomes, anti-autoritarisme, anarchie—voilà des phrases qui siéent bien à une société de "déclassés," "sans carrière, sans issue," conspirant au sein de l'Internationale pour l'asservir à une dictature cachée et pour lui imposer le programme de M. Bakounine !

Dépouillé de ses oripeaux mélodramatiques, ce programme revient à ceci :

1. Toutes les turpitudes dans lesquelles se meut fatalement la vie des déclassés sortis des couches sociales supérieures, sont proclamées autant de vertus ultra-révolutionnaires.

2. On pose en principe la nécessité de débaucher une petite minorité bien choisie d'ouvriers qu'on flatte en les séparant des masses par l'initiation mystérieuse, en les faisant participer au jeu d'intrigues et d'impostures du gouvernement secret, et en leur prêchant que donner libre cours à leurs "mauvaises passions" c'est bouleverser de fond en comble la vieille société.

3. Les principaux moyens de propagande consistent à attirer la jeunesse par des fictions—mensonges sur l'étendue et la puissance de la société secrète, prophéties sur l'imminence de la révolution préparée par elle etc.—et à compromettre vis-à-vis des gouvernements les hommes les plus avancés des classes nanties, pour les exploiter pécuniairement.

4. La lutte économique et politique des ouvriers pour leur émancipation est remplacée par les actes *pan-destructifs* du gibier de bagne, dernière incarnation de la révolution. En un mot, il faut lancer le voyou, supprimé par les travailleurs eux-mêmes dans "les révolutions sur le modèle classique de l'occident," et mettre ainsi gratuitement à la disposition des réactionnaires une bande bien disciplinée d'agents provocateurs.

On ne saurait dire ce qui l'emporte dans les élucubrations théoriques et dans les tentatives pratiques de l'Alliance, du grotesque ou de l'infâme. Néanmoins, elle a réussi à provoquer au sein de l'Internationale une lutte sourde qui pendant deux ans a entravé l'action de notre association, et qui a fini par la sécession d'une partie des sections et fédérations. Les résolutions prises par le Congrès de la Haye contre l'Alliance étaient donc de devoir strict; il ne pouvait laisser tomber l'Internationale, cette grande création du prolétariat, dans les piéges tendus par le rebut des classes exploitantes. Quant à ceux qui veulent dépouiller le Conseil général des attributions sans lesquelles l'Internationale ne serait qu'une masse con-

fuse, éparpillée et, pour parler le langage de l'Alliance, "amorphe," nous ne saurions y voir que des traîtres ou des dupes.

Londres le 21 juillet 1873.

*La Commission :*

E. Dupont, F. Engels, Léo Frankel, C. Le Moussu, Karl Marx, Aug. Serraillier.

---

## X.

## APPENDICE.

### 1. L'hegire de Bakounine.

En 1856, Bakounine fut envoyé, en Sibérie, non pas aux travaux forcés comme ses récits ont voulu le faire croire, mais pour y subir un simple exil. Le gouverneur de la Sibérie était à cette époque le comte Mouravieff-Amourski, parent du Mouravieff bourreau de la Pologne, et cousin de Bakounine. Grâce à cette parenté et aux services qu'il rendit au gouvernement, Bakounine y jouissait d'une position et de faveurs exceptionnelles.

A cette époque se trouvait en Sibérie Petrachefsky, chef et organisateur du complot de 1849. Bakounine se mit en hostilité ouverte avec lui, et essaya de lui nuire de toutes les façons, ce qui lui était facile en sa qualité de cousin du vice-empereur du pays. Cette persécution contre Petrachefsky donna à Bakounine de nouveaux titres aux faveurs gouvernementales. Une affaire ténébreuse qui eut beaucoup de retentissement en Sibérie et en Russie. mit fin à cette lutte entre les deux exilés. La conduite d'un des hauts fonctionnaires qui jouait au libéralisme ayant soulevé des critiques, il s'ensuivit dans l'entourage du vice-empereur une tempête qui aboutit à un duel à mort. Or, toute cette affaire avait un tel caractère d'intrigues personnelles et de manœuvres frauduleuses que la population entière s'en émut et accusa les principaux fonctionnaires d'avoir assassiné la victime du duel, le jeune ami de Petrachefsky. L'agitation prit de telles proportions que le gouvernement eut peur d'une émeute populaire. Bakounine

prit fait et cause pour les hauts fonctionnaires, y compris Mouravieff. Il usa de son influence pour faire exiler Petrachefsky dans un lieu plus éloigné et il défendit ses persécuteurs dans une longue correspondance signée de lui à titre de témoin, et envoyée à Herzen. Celui-ci, en la publiant dans le Kolokol, supprima toutes les attaques qu'elle contenait contre Petrachefsky ; mais la copie manuscrite qu'on avait prise de cette correspondance lors de son passage à Saint-Pétersbourg y circula et y fit connaître le texte original.

Les commerçants de Sibérie, qui en général sont plus libéraux que ceux de la Russie, voulurent y fonder une université afin de n'avoir plus à envoyer leurs enfants dans les écoles lointaines de la Russie, et de créer un centre intellectuel dans leur pays. Ils avaient besoin pour cela de l'autorisation impériale. Mouravieff, conseillé et encouragé par Bakounine, s'opposa à ce projet. La haine de Bakounine contre la science date de loin. Ce fait est parfaitement connu en Sibérie. Interpellé à ce sujet en plusieurs occasions par des Russes, Bakounine ne pouvant le nier, expliquait toujours sa conduite en disant que *préparant son évasion*, il cherchait à mériter les bonnes grâces de le son cousin le gouverneur.

Non seulement Bakounine usait et abusait des faveurs gouvernementales, mais encore il les faisait pleuvoir sur les capitalistes, les entrepreneurs, et les fermiers-généraux, moyennant un petit peu d'argent. Les proclamations de Bakounine saisies chez les victimes de Netchaieff et publiées par le gouvernement en 1869 et 1870, contenaient des listes de proscriptions où était couché le fameux Katkoff, rédacteur-en-chef de la *Gazette de Moscou*. Celui-ci se vengea en publiant dans son journal la révélation suivante : Katkoff possède des lettres de Bakounine datées de Londres, après son retour de Sibérie, où Bakounine prie Katkoff, à titre d'ancien ami, de lui avancer quelques milliers de roubles. Bakounine avoue que lors de son séjour en Sibérie, il touchait une pension annuelle d'un fermier-général en eau-de-vie lequel la lui payait pour s'assurer, par son intercession, les bonnes grâces du gouverneur. Ce salaire injuste (qu'il ne percevait plus depuis sa fuite) lui pesait sur la conscience, et il désirait renvoyer au fermier-général l'argent qu'il lui avait soutiré ; et il demandait l'avance à son ami Katkoff pour accomplir cette bonne œuvre. Katkoff refusa.

A l'époque où Bakounine adressa cette demande à Katkoff,

son vieil ami, celui-ci avait déjà depuis longtemps gagné ses éperons au service de la 3ème section, en consacrant son journal à des délations contre les révolutionnaires russes et surtout contre Tchernychefsky ainsi que contre la révolution polonaise. Donc, en 1862, Bakounine demandait de l'argent à un homme qu'il savait être un délateur et un bravo littéraire aux gages du gouvernement russe. Bakounine n'a jamais osé démentir cette accusation si grave.

Muni d'argent—obtenu nous savons par quels moyens,—et jouissant de la haute protection du gouverneur, Bakounine put, on ne peut plus facilement, exécuter sa fuite. Il se fit non seulement délivrer un passeport à son nom pour voyager en Sibérie, mais il obtint la mission officielle d'inspecter le pays jusqu'à ses limites orientales extrêmes. Une fois arrivé au port de Nikolaieffsk, il passa sans difficulté au Japon d'où il put s'embarquer tranquillement pour l'Amérique et venir à Londres à la fin de 1861. Ainsi s'accomplit l'hégire miraculeuse de ce nouveau Mahomet.

### 2. Le manifeste panslaviste de Bakounine.

Le 3 mars 1861, Alexandre II avait proclamé, aux grands applaudissements de toute l'Europe libérale, l'émancipation des serfs. Les efforts de Tchernychefsky et du parti révolutionnaire pour obtenir le maintien de la possession communale du sol avaient abouti, mais d'une façon si peu satisfaisante que même avant la proclamation émancipatrice Tchernychefsky avouait tristement : " si j'avais su, disait-il, que la question soulevée par moi recevrait une telle solution, j'aurais mieux aimé subir une défaite que de remporter une pareille victoire. J'aurais préféré qu'ils eussent agi comme ils l'entendaient sans aucun égard pour nos réclamations." En effet, l'acte émancipateur n'était qu'un tour d'escamotage. La terre était enlevée, en grande partie, à ses vrais possesseurs, et le système du rachat du sol par les paysans était proclamé. Dans cet acte de mauvaise foi tzarienne, Tchernychefsky et son parti puisaient un nouvel et irrésistible argument contre les réformes impériales. Le libéralisme, se rangeant sous le drapeau de Herzen, braillait à tue-tête : Tu as vaincu, Galiléen ! Galiléen, dans leur bouche, voulait dire Alexandre II.—Ce parti libéral dont l'organe principal était le *Kolokol* de Herzen, dès ce moment ne fit que chanter les louanges du Tzar libérateur et, pour détourner l'attention publique des plaintes et des réclamations

que soulevait cet acte anti-populaire, il demanda au Tzar de continuer son œuvre émancipatrice et de commencer une croisade pour la libération des peuples slaves opprimés, pour la réalisation du panslavisme.

En été 1861, Tchernychefsky, dans la revue : *Le Contemporain* (Sovremennik), dénonça les manœuvres des panslavistes, et dit aux peuples slaves la verité sur l'état des choses en Russie et sur l'obscurantisme intéressé de leurs faux amis, les Panslavistes. C'est alors que Bakounine, de retour de Sibérie, jugea le moment venu de se mettre en avant. Il écrivit la première partie d'un long manifeste publié en supplément par le *Kolokol* du 15 février 1862, et portant pour titre : " Aux amis russes, polonais et à tous les amis slaves." La seconde partie n'a jamais paru.

Le manifeste débute par la déclaration suivante : " J'ai conservé l'audace de la pensée pan-conquérante, et dans mon cœur, ma volonté et ma passion je suis resté fidèle aux amis, à la grande cause commune, à moi-même. . . . J'apparais maintenant devant vous, mes vieux amis éprouvés, et devant vous, jeunes amis qui vivez de la même pensée, de la même volonté que nous : recevez-moi de nouveau, je vous prie, dans votre milieu ; qu'il me soit permis avec vous et au milieu de vous de consacrer tout le reste de ma vie à la lutte pour la liberté russe, la liberté polonaise, la liberté et l'indépendance de tous les Slaves."

Si Bakounine adresse cette humble prière à ses vieux et jeunes amis, c'est qu'il " n'est pas bon d'exercer son activité au pays étranger. J'en ai fait l'expérience dans les années révolutionnaires : ni en France, ni en Allemagne, je n'ai pu prendre pied. Aussi, tout en conservant dans le mouvement progressif du monde entier toute ma chaleureuse sympathie d'autrefois—afin de ne pas dépenser dans le vide le reste de ma vie, je dois dorénemen limiter mon activité directe à la Russie, à la Pologne, aux Slaves. Ces trois mondes séparés sont indivisibles dans mon amour et dans ma foi."

En 1862, il y a onze ans de cela, à l'âge de 51 ans, le grand anarchiste Bakounine professait le culte de l'état et le patriotisme panslaviste. " Jusqu'à nos jours le peuple grand-russe a vécu, on peut dire exclusivement, de la vie extérieure de l'Etat. Si pénible que fût sa situation intérieure, qui avait abouti à l'appauvrissement extrême et à l'esclavage, il chérissait quand même l'unité, la grandeur et la force de la Russie,

et pour ces principes il était prêt à tous les sacrifices. C'est ainsi que se développa dans le peuple grand-russe la conscience de l'État et le patriotisme sans phrases, mais de fait. C'est ainsi que le peuple grand-russe seul s'est conservé intact entre toutes les nationalités slaves, que seul il s'est maintenu et a fait sentir sa force à l'Europe. . . . Ne croyez pas qu'il perde son influence légitime et cette force politique qu'il n'a acquise que par des luttes qui ont duré trois siècles et qui ont été accomplies avec l'abnégation du martyr, pour sauvegarder l'intégrité de son état. . . . Reléguons les Tartares en Asie, les Allemands en Allemagne, et soyons un peuple libre, un peuple exclusivement russe." . . . . . .

Pour donner plus d'autorité a cette propagande panslaviste qui conclut à une croisade contre les Tartares et les Allemands, Bakounine renvoie le lecteur à l'empereur Nicolas :

" On dit que peu de temps avant sa mort, l'empereur Nicolas lui-même, se préparant à déclarer la guerre à l'Autriche, conçut l'idée de faire appel à tous les Slaves autrichiens et turcs, aux Hongrois et aux Italiens, afin de les exciter à une insurrection générale. Il avait soulevé contre lui la guerre d'Orient, et pour se défendre, il voulut se transformer d'empereur despote en empereur révolutionnaire. On dit que ses proclamations aux Slaves, ainsi qu'un appel aux Polonais, étaient déjà signés. Malgré toute sa haine envers la Pologne, il comprit que sans elle l'insurrection slave est impossible. . . . il maîtrisa son aversion à tel point, qu'il était prêt, dit-on, à reconnaître l'existence indépendante de la Pologne, mais. . . . . seulement au delà de la Vistule."

Le même homme qui, depuis 1868, joue à l'internationalisme, prêchait, en 1862, la guerre de races dans l'intérêt du gouvernement russe. Le panslavisme est une invention du cabinet de St.-Pétersbourg, et n'a d'autre but que d'étendre les frontières européennes de la Russie vers l'Ouest et le Sud. Mais comme on n'ose pas annoncer aux Slaves autrichiens, prussiens et turcs que leur destinée est d'être fondus dans le grand empire russe, on leur présente la Russie comme la puissance qui les délivrera du joug étranger et qui les réunira dans une grande fédération libre. De cette manière le panslavisme est susceptible de diverses nuances, depuis le panslavisme de Nicolas jusqu'à celui de Bakounine ; mais tous tendent à la même fin et tous sont, au fond, dans une entente cordiale, comme le prouve le passage que nous venons de citer.

Le manifeste dont nous allons nous occuper ne laissera plus de doute à cet égard.

### 3. Bakounine et le Tzar.

Nous avons vu qu'à propos de l'émancipation des serfs la guerre avait éclaté entre le parti libéral et le parti révolutionnaire en Russie. Autour de Tchernychefsky, chef du parti révolutionnaire, se rangèrent toute une phalange de publicistes, un groupe nombreux d'officiers, et la jeunesse des écoles. Le parti libéral avait pour représentants Herzen, quelques panslavistes, et un grand nombre de paisibles réformateurs et d'admirateurs d'Alexandre II. Le gouvernement apporta son appui au parti libéral. Au mois de mars 1861, la jeunesse universitaire russe s'était prononcée énergiquement pour l'affranchissement de la Pologne; en automne 1861, elle avait essayé de résister au coup d'état qui voulait, par des ordonnances disciplinaires et fiscales, priver les étudiants pauvres (plus des deux tiers du nombre total) de la possibilité de recevoir l'instruction supérieure. Le gouvernement qualifie d'émeute leurs protestations, et à Pétersbourg, à Moscou, à Kazan, des centaines de jeunes gens sont jetés dans les cachots, expulsés des universités, ou exclus après trois mois de détention. Et de peur que ces jeunes gens n'envenimassent le mécontentement des paysans, un arrêt du Conseil d'état défendait aux ex-étudiants tout accès aux fonctions publiques dans les villages. Mais les persécutions ne s'arrêtent pas là. On exile des professeurs comme Pavloff; on ferme les cours publics organisés par les étudiants exclus des universités; on entreprend de nouvelles poursuites sous les prétextes les plus futiles; la "caisse de la jeunesse étudiante," à peine autorisée, est brusquement supprimée; des journaux sont suspendus. Tout cela met le comble à l'indignation et à l'agitation du parti radical et le force d'avoir recours à la presse clandestine. C'est alors que parut le manifeste de ce parti intitulé "la Jeune Russie," avec un épigraphe de Robert Owen. Ce manifeste faisait un exposé clair et précis de la situation intérieure du pays, de l'état des différents partis, de celui de la presse, et, en proclamant le Communisme, concluait à la nécessité d'une révolution sociale. Il appelait tous les gens sérieux à se grouper autour du drapeau radical.

A peine ce manifeste était-il sorti de la presse clandestine, que, par une coincidence fatale à moins que la police n'y ait

trempé les mains) de nombreux incendies éclataient à Saint-Pétersbourg. Le gouvernement et la presse réactionnaire saisirent avec joie cette occasion pour accuser la jeunesse et tout le parti radical d'incendiarisme. Les cachots se remplirent de nouveau et les chemins de l'exil furent de nouveau encombrés de victimes. Tchernychefsky est arrêté et jeté dans la forteresse de Saint-Pétersbourg d'où, après deux longues années de tortures, il est envoyé en Sibérie aux travaux forcés.

Avant cette catastrophe Herzen et Gromeka, qui plus tard contribua à la pacification ds la Pologne en qualité de gouverneur d'une de ses provinces, attaquaient avec fureur, l'un à Londres, l'autre en Russie, le parti radical, et insinuaient que Tchernychefsky finirait peut-être par la décoration.— Tchernychefsky dans un article aussi modéré que possible, engagea Herzen à réfléchir sur les conséquences du nouveau rôle qu'allait jouer le Kolokol, en hostilité ouverte avec le parti révolutionnaire russe. Herzen déclara pompeusement qu'il était prêt à prononcer, en présence de ce qu'il appelait la démocratie internationale, de Mazzini, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Louis Blanc &c. le fameux toast à la santé du grand Tzar emancipateur, et, quoiqu'en disent, ajouta-t-il, les *Daniels* révolutionnaires de Pétersbourg, malgré eux et leurs clameurs, je sais que ce toast trouvera un écho favorable dans le Palais d'Hiver (résidence du Tzar). Les Daniels révolutionnaires c'étaient Tchernychefsky et ses amis.

Bakounine dépassa Herzen. C'est lorsque le parti révolutionnaire était complètement en déroute, lorsque Tchernychefsky était en prison, que Bakounine publia, à l'age de cinquante-et-un ans, sa fameuse brochure au Tzar des paysans : " *Romanoff, Pougatchoff, ou Pestel. La cause du Peuple.* Par Michel Bakounine, 1862."

" Plusieurs se demandent encore, s'il y aura une révolution en Russie. Elle se produit graduellement, elle règne partout, en tout, et dans tous les esprits. Elle agit par les mains du gouvernement avec encore plus de succès que par les efforts de ses propres adhérents. Elle ne s'apaisera pas et ne s'arrêtera pas qu'elle n'ait régénéré le monde russe, qu'elle n'ait créé de nouveaux mondes slaves.

" La dynastie travaille elle-même à sa perte. Elle cherche son salut en voulant arrêter la vie populaire qui s'est réveillée, au lieu de la protéger. Cette vie, si elle était comprise, aurait

pu élever la maison impériale à une hauteur de puissance et de gloire inconnue jusqu'à ce jour. . . . . C'est regrettable. Rarement le sort avait offert à la maison tzarienne un rôle aussi grandiose, aussi riche en bénédictions. Alexandre II pourrait si facilement devenir l'idole populaire, le premier Tzar des paysans, (*) puissant, non par la crainte mais par l'amour, la liberté, la prospérité de son peuple. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le maître du monde slave tout entier. . . . .

" Pour cela il fallait avoir un cœur russe, large et fort dans la magnanimité et la verité. Toute l'actualité vivante russe et slave allait au-devant de lui, les bras ouverts, prête à servir de piédestal à sa grandeur historique."

Puis Bakounine demande l'abolition de l'état de Pierre-le-Grand, de l'état *allemand*, et la fondation de la " nouvelle Russie." C'est Alexandre II qui est chargé de cette œuvre. " Son commencement a été magnifique ; il proclama la liberté du peuple, la liberté et une nouvelle vie après un esclavage de mille ans ; il semblait qu'il voulait organiser la Russie des paysans (zemskouiou Rossiou), parceque dans l'Etat de Pierre un peuple libre est impossible. Le 18 février 1861, malgré tous les défauts, toutes les contradictions absurdes de l'ukase sur l'émancipation des paysans, Alexandre II fut le Tzar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui ait jamais existé en Russie."—Cependant " la liberté est contraire à tous les instincts d'Alexandre II " parcequ'il est Allemand " et " un Allemand ne comprendra jamais, n'aimera jamais la Russie des paysans. . . . . il n'a songé qu'à raffermir l'édifice de l'Etat de Pierre. . . . . ayant entrepris une chose funeste et impossible, il travaille à sa propre perte et à celle de sa maison, et il est sur le point de jeter la Russie dans une révolution sanglante."

Toutes les contradictions de l'ukase émancipateur, toutes les fusillades des paysans, les émeutes des étudiants, toute la terreur en un mot " s'expliquent pleinement," selon Bakounine, " par le manque d'un esprit russe, d'un cœur aimant le peuple chez le Tzar, par sa folle aspiration à conserver, coûte que coûte, l'Etat de Pierre. . . . . et pourtant c'est lui, lui uniquement qui pourrait accomplir en Russie la plus grave et

---

* Le titre de Tzar des paysans (Zemsky Tzar) dont Alexandre II se trouve gratifié, est de l'invention de Bakounine et du Kolokol.

la plus bienfaisante révolution sans verser une goutte de sang. Il le peut encore maintenant; si nous désespérons de l'issue pacifique, ce n'est pas parcequ'il serait trop tard, mais parceque nous avons fini par désespérer d'Alexandre II, de sa capacité à comprendre quelle est la seule manière de se sauver et de sauver la Russie. Arrêter le mouvement du peuple qui se reveille après un sommeil de mille ans, est impossible. Mais si le Tzar se mettait fermement et hardiment à la tête du mouvement, sa puissance pour le bien et pour la gloire de la Russie n'aurait pas de bornes." Pour cela il n'aurait qu'à donner la terre aux paysans, la liberté, et le *self-government.* "Ne craignez pas que le *self-government* régional rompe l'union des provinces entre elles, que l'unité du pays russe soit ébranlée; l'autonomie des provinces ne sera qu'administrative, intérieurement législative, juridique, mais non politique. Et dans aucun pays, la France exceptée peut-être, le peuple n'est doué au même degré qu'en Russie de l'esprit d'unité, d'harmonie, de l'intégrité de l'Etat et de la grandeur nationale."

En ce moment, on demandait en Russie la convocation d'une assemblée nationale. Les uns la demandaient pour résoudre les difficultés financières, les autres pour mettre fin à la monarchie. Bakounine la voulait pour exprimer l'unité de la Russie et pour consolider la puissance et la grandeur du Tzar. "L'unité de la Russie n'ayant trouvé jusqu'à présent son expression que dans la personne du Tzar, a besoin d'une autre représentation, celle d'une assemblée nationale. . . La question n'est pas de savoir s'il y aura une révolution, mais si elle sera paisible ou sanglante. Elle sera paisible et bienfaisante si le Tzar, se mettant à la tête du mouvement populaire, entreprenait, avec l'assemblée nationale, largement et résolument la transformation de la Russie dans le sens de la liberté; mais si le Tzar veut marcher en arrière, ou s'il s'arrête aux demi-mesures, la révolution sera terrible. Elle prendra alors le caractère d'un carnage implacable par suite de l'insurrection du peuple tout entier. . . . Alexandre II peut encore sauver la Russie de la ruine complète et du sang."

Ainsi donc en 1862 la révolution, pour Bakounine, était la ruine complète de la Russie, et il suppliait le Tzar de l'en préserver. Pour beaucoup de révolutionnaires russes, la convocation d'une assemblée nationale équivalait à la déchéance de la maison impériale; mais Bakounine coupe court à leurs espérances et leur annonce que "l'Assemblée nationale sera contre

eux et pour le Tzar. Et si l'Assemblée nationale était hostile au Tzar ?—Ce n'est pas possible, c'est le peuple qui enverra ses délégués, le peuple dont la foi dans le Tzar est sans bornes jusqu'à présent, et qui respecte tout en lui. D'où viendrait donc l'hostilité ? . . . Il n'y a pas de doute, si le Tzar convoquait maintenant (février 1862) l'assemblée nationale, pour la première fois il se trouverait entouré d'hommes qui lui sont sincèrement dévoués. Si l'anarchie dure encore quelques années, les dispositions du peuple peuvent changer. À notre époque, on vit rapidement. Mais actuellement le peuple est pour le Tzar et contre la noblesse, contre les fonctionnaires et contre tout ce qui porte l'habit allemand (c'est-à-dire l'habit à l'européenne.) Dans le camp de la Russie officielle tous sont ennemis du peuple, *tous excepte le Tzar*. Qui donc essayera de parler au peuple contre le Tzar ? Et lors même que quelqu'un l'essayerait, est-ce que le peuple le croirait ? *N'est-ce pas le Tzar qui a emancipe les paysans contre la volonte des nobles, contre le desir general des fonctionnaires ?*

"Par ses délégués le peuple russe se rencontrera pour la première fois face à face avec *son* Tzar. C'est un moment décisif, au plus haut point critique. Se plairont-ils ? De cette rencontre dépendra tout l'avenir du Tzar et de la Russie. La confiance et le dévouement des délégués envers le Tzar n'auront pas de limites. En s'appuyant sur eux, en allant au-devant d'eux avec foi et amour, il élèvera son trône à une hauteur et une solidité qu'il n'a jamais atteintes. Mais qu'arrivera-t-il si, au lieu du Tzar émancipateur, du Tzar populaire, les délégués trouvent en lui un empereur pétersbourgeois en uniforme prussien, un Allemand au cœur étroit ? Qu'arrivera-t-il si, au lieu de la liberté attendue, le Tzar ne leur donne rien ou presque rien ? . . . Alors, malheur au Tzarisme ! C'en sera fait au moins de l'impérialisme pétersbourgeois, allemand, holstein-gottorpien.

"Si dans ce moment fatal, lorsque la question de vie ou de mort, de paix ou de sang, va se décider pour toute la Russie, si devant l'Assemblée nationale apparaissait le Tzar populaire, *le Tzar bon et loyal*, aimant la Russie, prêt à donner au peuple une organisation selon sa volonté, que ne pourrait-il faire alors d'un pareil peuple! Qui oserait s'élever contre lui ? La paix et la confiance seraient rétablies comme par miracle, l'argent serait trouvé, et tout serait arrangé simplement, naturellement, sans préjudice pour personne, et à la satisfaction générale. *Guidée*

*par un tel Tzar*, l'assemblée nationale créerait une nouvelle Russie. Aucune tentative malveillante, aucune force hostile ne serait en état de lutter contre la puissance réunie du Tzar et du peuple. . . . Peut-on espérer que cette alliance se réalisera ? Nous dirons tout droit que non."

Quoiqu'il en dise Bakounine ne désespère pas d'entraîner son Tzar, et pour le décider, il le menace de la jeunesse révolutionnaire qui, s'il ne se presse pas, pourra accomplir son œuvre et trouver son chemin vers le peuple. "Et pourquoi cette jeunesse n'est-elle pas pour vous, mais contre vous ? C'est un grand malheur pour vous . . . il lui faut, à elle, avant tout la liberté et la verité. Mais pourquoi a-t-elle abandonné le Tzar, pourquoi s'est-elle déclarée contre celui qui, le premier, a donné la liberté au peuple ? Se serait-elle laissée entraîner *par l'ideal abstrait révolutionnaire, et par ce mot sonore de republique* ? Cela se peut en partie, mais ce n'est là qu'une cause secondaire et superficielle. La majorité de notre jeunesse avancée comprend bien que les *abstractions occidentales*, tant conservatrices que bourgeoises, liberalés et démocratiques, *ne sont pas applicables au mouvement russe*. . . le peuple russe ne se meut pas selon les principes abstraits. . . l'idéal de l'occident lui est étranger et toutes les tentatives du doctrinarisme conservateur, libéral ou même révolutionnaire, pour le soumettre à ses tendances, seront vaines. . . il a son idéal à lui. . . . il importera dans l'histoire des principes nouveaux, il créera une autre civilisation, *une religion nouvelle*, un droit nouveau, une vie nouvelle.

"Devant cette figure du peuple, grande, sérieuse, et même terrible, on n'ose pas faire des sottises. La jeunesse abandonnera le rôle ridicule et écœurant de maître d'école imposteur. . . Que pourrions-nous enseigner au peuple ? Si on laisse de côté les sciences naturelles et mathématiques, le dernier mot de notre science sera la négation des soi-disant vérités immuables de la doctrine occidentale, la négation complète de l'occident."

Puis Bakounine s'en prend aux auteurs de la "Jeune Russie," il les accuse d'être doctrinaires, de vouloir s'ériger en maîtres du peuple, d'avoir compromis la cause, d'être des enfants qui ne comprennent rien et qui ont puisé leurs idées dans les quelques livres de l'occident qu'ils ont lus.—Le gouvernement qui alors emprisonnait cette même jeunesse comme incendiaire, lui lançait les mêmes reproches. Et pour rassurer son Tzar, Bakounine annonce que "le peuple n'est pas pour ce parti révolution-

naire. . . . l'immense majorité de notre jeunesse appartient au parti populaire, au parti qui a pour seul et unique but le triomphe de la cause populaire; ce parti n'a point de préjugés ni pour, ni contre le Tzar, et si le Tzar, après avoir commencé la grande œuvre, n'avait pas trahi le peuple, il ne l'aurait jamais abandonné, et maintenant encore, il n'est pas trop tard pour lui; et maintenant encore, cette jeunesse le suivrait avec joie pourvu qu'il marchât à la tête de son peuple. Elle ne se laisserait arrêter *par aucun des prejuges revolutionnaires de l'occident.* Il est temps que les Allemands s'en aillent en Allemagne. Si le Tzar avait compris que dorénavant il devait être, non le chef d'une centralisation forcée, mais celui d'*une federation libre de peuples libres*, s'appuyant sur une force solide et régénérée, s'alliant la Pologne et l'Ukraine, rompant toutes les alliances allemandes tant détestées, levant audacieusement le drapeau panslave, il deviendrait *le sauveur du monde slave.*

"Oui, en effet, la guerre aux Allemands est une œuvre bonne et indispensable pour les Slaves; dans tous les cas, c'est mieux que d'étouffer les Polonais pour le plaisir des Allemands. Se lever pour affranchir les Slaves du joug turc et allemand, sera une nécessité et un saint devoir du peuple russe affranchi."

Il engage dans la même brochure le parti révolutionnaire à se grouper sous le drapeau de la cause populaire. Voici quelques articles de foi du programme de cette cause populaire à la Tzar: "Art. 1. Nous (Bakounine et Cie.) voulons le *self-government* populaire dans la Commune, dans la province, dans la région et enfin dans l'Etat avec ou sans le Tzar, peu nous importe; c'est comme le voudra le peuple.—Art, 2. . . . Nous sommes prêts et le devoir nous le commande, à venir en aide à la Lithuanie, à la Pologne, à l'Ukraine, pour empêcher toute violence et les protéger contre tous leurs ennemis extérieurs, spécialement contre les Allemands.—Art. 4. Avec la Pologne, la Lithuanie et l'Ukraine, nous voulons prêter notre bras à tous nos frères slaves qui gémissent maintenant sous le joug du royaume de Prusse, des empires d'Autriche et de Turquie, et nous nous engageons à ne pas remettre le glaive dans le fourreau tant qu'un seul Slave restera esclave des Allemands, des Turcs ou de qui que ce soit."—L'article 6 préscrit une alliance avec l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et la Grèce; ces alliances-là étaient justement celles que cherchait alors le gouvernement russe.—" Art. 7.—Nous aspirerons avec toutes les autres tribus slaves à la réalisation du rêve chéri des Slaves,

à la constitution de la grande et libre fédération panslave, afin qu'il n'y ait qu'une seule et indivisible puissance panslave.

" Voilà le large programme de la cause slave, voilà le dernier mot indispensable de la cause populaire russe. Nous avons consacré toute notre vie à cette cause.

" Et maintenant, où irons-nous, et avec qui marcherons-nous? Nous avons dit où nons voulons aller ; nous avons dit aussi avec qui nous marcherons, avec personne autre que le peuple. Reste à savoir qui nous suivrons. Suivrons-nous Romanoff, Pougatchoff, ou un nouveau Pestel, s'il s'en trouve un? (*)

" Disons la verité. *Nous préférerions suivre Romanoff*, si Romanoff pouvait et voulait se transformer d'empereur pétersbourgeois en Tzar des paysans. Nous nous mettrions volontiers sous son drapeau, parceque le peuple russe le reconnait encore, et parceque sa puissance est déjà créée, prête à agir, et pourrait devenir une force invincible s'il lui donnait le baptême populaire. Nous le suivrions encore parceque *lui seul* peut accomplir la grande révolution pacifique sans verser une goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes deviennent parfois nécessaires, grâce à la betise humaine ; néanmoins elles sont un grand mal et un grand malheur, non seulement par rapport à leurs victimes, mais aussi par rapport à la pureté et à la plenitude du but pour lequel elles s'accomplissent. Nous avons vu cela pendant la révolution française.

" Ainsi notre attitude vis-à-vis de Romanoff est claire. *Nous ne sommes pas ses ennemis*, nous ne sommes pas non plus ses amis. Nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le Tzar est à la tête de cette cause, nous le suivrons; mais s'il se met contre elle, nous serons ses ennemis. C'est pour cela que toute la question est à savoir : Veut-il être le Tzar russe, le Tzar des paysans, Romanoff; ou bien l'empereur pétersbourgeois, holstein-gottorpien? Veut-il servir la Russie, les Slaves ou les Allemands? Cette question se décidéra bientôt, et alors nous saurons ce que nous devons faire."

Malheureusement le Tzar ne jugea pas à propos de convo-

---

* Romanoff est le nom de famille du Tzar ; Pougatchoff fut le chef de la grande insurrection des Cosaques sous Catherine II ; Pestel était chef de la conspiration de 1825 contre Nicolas I, il fut pendu.

quer l'assemblée nationale à laquelle dans cette brochure Bakounine posait déjà sa candidature. Il en fut pour ses frais de manifeste électoral et pour ses génuflexions devant Romanoff. Indignement trompé dans sa candide confiance, il ne lui restait plus qu'à se lancer à corps perdu dans l'anarchie pan-destructive.

Après cette élucubration du maître qui se prosterne devant son Tzar des paysans, il était bien permis à ses disciples et amis Albert Richard et Gaspard Blanc de crier à tue-tête : Vive Napoléon III, empereur des paysans !

---

## IX.

## PIECES JUSTIFICATIVES.

### I. Statuts secrets de l'Alliance.

L'exemplaire de ces statuts qui se trouve entre nos mains, est écrit en partie de la main de Bakounine. Il en donna copie, non seulement à ses initiés, mais encore à beaucoup de gens qu'il espérait pouvoir séduire par la révélation de son splendide programme. La vanité de l'auteur l'emporta sur la réserve ténébreuse du mystificateur.—

### ORGANISATION DE L'ALLIANCE DES FRERES INTERNATIONAUX.

Trois degrés :

I. *Freres Internationaux.*

II. *Les Freres nationaux.*

III. L'organisation à demi-secrète, à demi publique de *l'Alliance Internationale de la Democratie Socialiste.*

### I. Reglements des Freres Internationaux.

1. Les Frères Internationaux n'ont d'autre patrie que la Révolution universelle, d'autre pays étranger ni d'autre ennemi que la Réaction.

2. Ils repousssnt toute politique de transaction et de concession et considèrent comme réactionnaire tout mouvement

politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de leur principes.

3. Ils sont Frères—jamais ils ne s'attaquent, ni ne vident leurs querelles en public, ni devant les tribunaux. Jury d'arbitres, élu parmi des frères par les deux parties—voilà leur seule justice.

4. Chacun doit être sacré pour tous les autres, plus sacré qu'un frère de naissance. Chaque frère sera secouru et défendu par tous les autres jusqu'à l'extinction du possible.

5. Ne pourra devenir frère Int. que celui qui aura franchement accepté tout le programme dans toutes ses conséquences théoriques et pratiques et qui, à l'intelligence, à l'énergie, à l'honnêteté, et à la discrétion, joint encore la *passion révolutionnaire*—a le diable au corps. Nous n'imposons ni devoir ni sacrifice. Mais qui a cette passion fera beaucoup de choses, sans même s'imaginer qu'il fait des sacrifices.

6. Il ne doit y avoir pour un frère ni affaire ni interêts, ni devoirs plus sérieux et plus sacrés que le service de la révolution et de notre Association secrète qui doit la servir.

7. Un frère a toujours le droit de se refuser à rendre le services que le Comité Central ou son Comité National lui demande—mais beaucoup de refus successifs le feront considérer comme un homme de mauvaise ou de paresseuse volonté, il pourra être suspendu par son Comité National et sur la présentation de ce dernier mis en repos par le Comité central jusqu'à la décision définitive de la Constituante.

8. Aucun frère n'acceptera de service public que du consentement du Comité dont il fera partie.—Aucun ne fera d'actions ni de manifestations publiques contraires ou même étrangères à la ligne de conduite déterminée par son Comité et sans avoir consulté ce dernier. Toutes les fois que deux ou plusieurs frères seront ensemble, ils se consulteront dans toutes les affaires publiques importantes.—

9. Tous les Frères Internationaux se connaissent. *Il ne doit jamais exister de secret politique entre eux.* Aucun ne pourra faire partie d'une société secrète quelconque sans le consentement positif de son Comité et au besoin, quand celui-ci l'exige, sans celui du Comité central.—Et il ne pourra en faire partie que sous la condition de leur découvrir tous les secrets qui pourraient les intéresser soit directement, soit indirectemeut.

10. L'organisation des Frères Internationaux se subdivise

ainsi : A. *Le Comité général* ou *la Constituante.* B. *Le Comité central.* C. *Les Comités nationaux.*

A. Le Comite General.

C'est la réunion de tous ou au moins des deux tiers des Frères Internationaux convoqués régulièrement soit à termes fixes, soit en Assemblée extraordinaire par la majorité du Comité central. Il est le pouvoir constituant et exécutif suprême de toute notre organisation dont il peut modifier le programme, les Règlements et les Statuts organiques.

B. Le Comite Central

Se compose : a) du *Bureau central* et b) du *Comité central de surveillance.* Sont membres de ce dernier tous les frères int. qui n'étant pas du Bureau se trouveront à une distance telle qu'ils peuvent être convoqués dans le delai de deux jours et naturellement tous les Frères de passage. D'ailleurs pour tous leurs rapports mutuels le Réglement de l'Alliance de la Démocratie socialiste. (Voyez articles 2—4).

C. Les Comites nationaux.

Tous les Comités nationaux se composeront de tous les Frères internationaux(indépendamment de leur nationalité)qui seront présents ou voisins du centre de l'organisation nationale. Chaque Comité national se subdivisera également en : a) *Bureau National executif,* et en b) *Comite National de surveillance.* Ce dernier comprendra tous les frères internationaux présents et qui ne seront pas dans le Bureau. Les mêmes rapports que dans l'Alliance de la Démocratie Socialiste.

11. Pour la création d'un nouveau frère il faut *l'unanimite* de tous les membres présents (au moins au nombre de trois) du Comité national et la *confirmation* d'une majorité des deux tiers du *Comite central.* Le *Comite central* pourra en créer un nouveau à l'unanimité de tous ses membres.

12. Chaque Comité national devra se réunir au moins une fois par semaine pour contrôler et pour activer le travail organisateur, propagateur, et administratif de son Bureau.— Il est le juge naturel de la conduite de chacun de ses membres dans tout ce qui concerne soit leur dignité révolutionnaire, soit leurs rapports avec la Société. Ses jugements doivent être présentés à la confirmation du Comité central. Il donnera la direction à l'action et à toutes les manifestations pu-

bliques de tous les membres. Il doit, soit par l'intermédiaire de son Bureau, soit par celui d'un Frère qu'il aura désigné, entretenir une correspondance regulière avec *le Bureau central*, auquel il devra écrire au moins une fois en deux semaines.

13. *Le Comite National* organisera *l'Association* secrète des Frères Nationaux de son pays.

## II. Les Freres nationaux.

14. Les Frères Nationaux devront être organisés dans chaque pays de manière à ce qu'ils ne puissent jamais se soustraire à la direction de l'organisation générale des Frères Internationaux et notamment à telle du *Comite general* et du *Comite central*. Leurs programmes et leurs reglements ne pourront être définitivement mis en vigueur qu'après avoir reçu la sanction du *Comite central*.

15. Chaque Comité National pourra, s'il le trouve utile, établir parmi eux deux catégories : a) celle des Frères nationaux qui se connaissent dans tout le pays, et b) celle des Frères qui ne se connaissent que par petits groupes.—Dans aucun cas les Frères nationaux ne soupçonneront même pas l'existence d'une organisation internationale.

16. Des *centres provinciaux* composés soit totalement, soit en partie des frères internationaux, soit des frères nationaux de la première catégorie, seront établis sur tous les points principaux d'un pays, avec mission de pousser aussi profondément et aussi loin qu'ils pourront l'organisation secrète et la propagande des principes,—ne se contentant pas d'agir dans les villes, mais en tâchant aussi de les propager dans les villages et chez les paysans.

17. Les Comités Nationaux chercheront à créer aux plus vite les moyens financiers nécessaires non seulement au succès de leur propre organisation, mais encore pour les besoins généraux de toute l'Association. Ils enverront donc une partie, —la moitié?—au Bureau central.

18. Les Bureaux Nationaux devront être très-actifs—se rappelant que les principes, les programmes et les réglements ne valent quelque chose qu'autant que les personnes qui doivent les mettre à exécution ont le diable au corps

---

## Organisation secrete de l'Alliance Internationale de la Democratie Socialiste.

1. *Le Comité central permanent* de l'Alliance est composé

de tous les membres des *Comité Nationaux permanents* et de ceux de la *section centrale de Genève.*

Réunis ensemble tous ces membres constituent *l'Assemblée génerale secrète* de l'Alliance—qui est le pouvoir constituant et suprême de lAlliance et qui se réunira au moins une fois l'an au Congrès des Travailleurs, comme délégués des différents groupes nationaux de l'Alliance :—qui pourra aussi être convoquée en tout temps, tant par le *Bureau central,* que par la *section centrale de Genève.*

2. La section centrale de Genève est la délégation permanente du Comité central permanent. Elle est composée de tous les membres du *Bureau central* et de tous ceux du *Comite de surveillance,* qui seront nécessairement toujours des membres du Comité Central permanent.—La *section Centrale* sera le *Conseil executif suprême* de l'Alliance, dans les limites de la Constitution et de la ligne de conduite, qui ne pourront être déterminées et modifiées que par l'*Assemblee generale.* Elle décidera dans toutes les questions d'exécution (non de constitution et de politique générale) à la simple majorité des voix, et ses résolutions ainsi prises seront *obligatoires* pour le *Bureau Central* à moins que leBureau, à la majorité de ses membres ne veuille en appeler à l'*Assemblee generale* qu'il devra convoquer en ce cas dans le délai de trois semaines.—L'*Assemblee generale* ainsi convoquée, pour être régulière, devra être composée des deux tiers de tous ses membres.

3. Le *Bureau central*—pouvoir exécutif—sera composé de 3 à 5 ou même 7 membres qui devront être toujours en même temps des *membres du Comite central permanent.* Comme l'une des deux parties qui composent la *section Centrale secrete* le *Bureau central* sera une organisation secrète. Comme telle il recevra les inspirations de la *section centrale* et intimera ses communications pour ne point dire ses ordres secrets à tous les *Comites Nationaux,* dont il recevra les rapports secrets, au mois une fois par mois. Comme *Directoire executif* de l'Alliance publique il sera une organisation publique. Comme telle il aura des rapports plus ou moins intimes ou publics selon les pays et les circonstances, avec tous les *Bureaux Nationaux,* dont il recevra les rapports une fois par mois aussi. Son gouvernement ostensible sera celui d'une Présidence dans une République fédérative. Le *Bureau central,* comme pouvoir exécutif tant secret que public de l'Alliance, activera la propagande secrète et publique de la société et en poussera le

développement dans tous les pays par tous les moyens possibles. Il administrera la partie des finances qui, d'après l'article b. du réglement public, lui sera envoyée de tous les pays pour les besoins généraux. Il publiera un journal, des brochures, et enverra des agents voyageurs pour former des groupes de l'Alliance dans les pays où il n'en existera pas. Dans toutes les mesures qu'il aura à prendre pour le bien de l'Alliance, il aura à se soumettre d'ailleurs aux décisions de la majorité de la *section centrale secrete*, dont tous les membres feront d'ailleurs eux-mêmes partie. Comme organisation à la fois publique et secrète et puisqu'il devra être entièrement composé de membres du *Comite central permanent*, le *Bureau central* devra être toujours une émanation directe de ce *comite*. Le *Bureau central provisoire* sera actuellement présenté *au groupe initiateur de Genève* comme élu provisoirement *par tous les membres fondateurs de l'Alliance*, dont la plus grande partie, ci-devant membres du Congrès de Berne, s'en sont retournés dans leurs pays après avoir délégué leurs pouvoirs au citoyen *B*. —Ce bureau fonctionnera jusqu'à la première Assemblée générale publique qui d'après l'article 7 du Réglement public devra se réunir, comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs au prochain Congrès des Travailleurs. Il s'entend que les membres du *Nouveau Bureau central* devront être nommés par cette Assemblée. Mais comme il est urgent que le *Bureau central* soit toujours composé seulement de membres du *Comité central permanent*, ce dernier par l'organe de ses comités nationaux, aura soin d'organiser et de diriger tous les groupes locaux de manière à ce qu'ils n'envoient comme délégués à cette Assemblée que des membres du Comité central permanent, où à leur défaut des hommes absolument dévoués à la direction de leurs Comités nationaux respectifs—afin que le Comité central permanent ait toujours la haute main dans toute l'organisation de l'Alliance.

4. Le *Comite de surveillance* exercera le contrôle sur tous les actes du Bureau central.—Il sera composé de tous les membres du Comité central permanent résidant soit dans le lieu même, soit dans le voisinage de la résidence du *Bureau central*—aussi bien que de tous les membres temporairement présents ou de passage,—à l'exception des membres qui composeront le Bureau. A la demande de deux membres du Comité de surveillance, tous les membres de celui-ci devront se réunir dans le délai de trois jours, avec les membres du Bu-

reau central, pour constituer *l'Assemblee de la section centrale du conseil executif supreme*—dont les droits se trouvent déterminés par l'article 2.—

5. Les *comites nationaux* seront formés par tous les membres du Comité central permanent, appartenant à une même nation.—Aussitôt qu'il y aura trois membres du Comité central permanent de la même nation, ils seront invités par le Bureau et au besoin par la section centrale de se constituer en Comité national de leur pays. Chaque Comité national peut créer un nouveau membre du Comité central de son pays, mais pas autrement qu'à l'unanimité de tous les membres. Aussitôt qu'un nouveau membre aura été créé par un Comité national, celui-ci devra en donner immédiatement connaissance au Bureau central, qui en registrera ce nouveau membre et par là-même lui conférera tous les droits de membre du Comité central permanent.—*La section centrale* de Genève est également investie du pouvoir de créer des membres nouveaux à l'unanimité de tous ses membres.

Chaque *Comite national* a pour mission spéciale de fonder et d'organiser le groupe national tant public que secret de l'Alliance dans son pays. Il en sera le chef suprême et l'administrateur par son *Bureau National*, qu'il aura soin de fonder en le formant tout entièrement de membres du Comité central permanent. Les *comites nationaux* auront vis-à-vis de leurs Bureaux respectifs les mêmes rapports, droits et pouvoirs que la *section centrale* vis-à-vis du *Bureau central*.—Les *comités nationaux* qui seront formés par la réunion de leurs *bureaux* et *comites de surveillance* respectifs, ne reconnaîtront d'autre chef que le *Bureau central* et serviront d'uniques intermédiaires entre ce dernier et entre tous les *groupes locaux* de leur pays, tant pour la propagande, pour l'administration, que pour la perception et les versement des impôts. Les *comites nationaux* par l'intermédiaire de leurs bureaux respectifs, auront soin d'organiser l'Alliance dans leur pays, de manière à ce qu'elle soit toujours dominée et représentée dans les Congrès par des membres du Comité central permanent.

A mesure que les bureaux nationaux organiseront leurs groupes locaux, ils auront soin d'en soumettre le réglement et le programme à la confirmation du bureau central—confirmation sans laquelle les groupes locaux ne pourront faire partie de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste.

## Programme de l'Alliance Internationale Socialiste.

1. L'Alliance Internationale est fondée en vue de servir d'organiser, et d'accélérer la Révolution universelle sur la base des principes proclamés par notre programme.

2. Conformément à ces principes, le but de la révolution ne peut être autre que : *a*) la démolition de toutes les puissances et de tous les pouvoirs religieux, monarchiques, aristocratiques et bourgeois en Europe. Par conséquent, la destruction de tous les Etats actuellement existants avec toutes leurs institutions politiques, juridiques, bureaucratiques et financières. *b*) La reconstitution d'une nouvelle société sur l'unique base du travail librement associé, prenant pour point de départ la propriéte collective, l'égalité et la justice.

3. La Révolution, telle que nous la concevons ou plutôt telle que la force des choses la pose nécessairement aujourd'hui, porte un caractère essentiellement international ou universel. En vue de la coalition menaçante de tous les intérêts privilégiés et de toutes les puissances réactionnaires en Europe, disposant de tous les formidables moyens que leur donne une organisation savamment organisée, en vue de la scission profonde qui règne aujourd'hui partout entre la bourgeoisie et les travailleurs,—aucune révolution nationale ne saurait réussir, si elle ne s'étend pas aussitôt sur toutes les autres nations, et elle ne pourrait jamais dépasser les frontières d'un pays et prendre ce caractère d'universalité, si elle ne portait pas en elle-même tous les éléments de cette universalité, c'est-à-dire si elle n'était une révolution franchement socialiste, destructive de l'Etat, et créatrice de la liberté par l'égalité et par la justice ; car rien ne saurait désormais réunir, électriser, soulever la grande, la seule veritable puissance du siècle—les travailleurs—si ce n'est l'émancipation seule et complète du travail, sur les ruines de toutes les institutions protectrices de la propriété héréditaire et du capital.

4. La Révolution prochaine ne pouvant être qu'universelle, l'Alliance, ou pour dire le franc mot : la conspiration, qui doit la préparer, l'organiser et l'accélérer, doit l'être aussi.

5. L'Alliance poursuivra un double but : *a*) Elle s'efforcera de répandre dans les masses populaires de tous les pays, les vraies idées sur la politique, sur l'économie sociale et sur toutes les questions philosophiques. Elle fera une active propagande par les journaux, les brochures, et les livres, aussi bien qu'en fondant

des associations publiques. *b*) Elle cherchera à s'affilier tous les hommes intelligents, énergiques, discrets, de bonne volonté, sincèrement dévoués à nos idées, afin de former dans toute l'Europe et autant que faire se pourra en Amérique, un réseau invisible de révolutionnaires dévoués et devenus plus puissants par cette alliance même.

### Programme et objet de l'Organisation revolutionnaire des freres internationaux.

1. Les principes de cette organisation sont les mêmes que ceux du programme de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Ils sont encore plus explicitement exposés, par rapport aux questions de la femme, de la famille religieuse et juridique et de l'Etat, dans le programme de la *démocratie socialiste russe.*

Le bureau central se réserve d'ailleurs d'en donner bientôt un développement théorique et pratique plus complet.

2. L'association des frères internationaux veut la révolution universelle, sociale, philosophique, économique et politique à la fois, afin que de l'ordre des choses actuel, fondé sur la propriété, sur l'exploitation, sur la domination et sur le principe de l'autorité soit religieuse, soit metaphysique et bourgeoisement doctrinaire, soit même jacobinement révolutionnaire, il ne reste dans toute l'Europe d'abord, et ensuite dans le reste du monde, pas une pierre sur une pierre, au cri de paix aux travailleurs, liberté à tous les opprimés, et de mort aux dominateurs, exploiteurs, et aux tuteurs de toute sorte, ~~nous~~ voulons détruire tous les états et toutes les églises, avec toutes leurs institutions et leurs lois religieuses, politiques, juridiques, financières, policières, universitaires, économiques et sociales, afin que tous ces millions de pauvres etres humains, trompés, asservis, tourmentés, exploités, délivrés de tous leurs directeurs et bienfaiteurs officiels et officieux, associations et individus respirent enfin avec une complète liberté.

3. Convaincus que le mal individuel et social réside beaucoup moins dans les individus que dans l'organisation des choses et dans les positions sociales, nous serons humains, autant par sentiment de justice que par calcul d'utilité, et nous détruirons sans pitié les positions et les choses afin de pouvoir sans aucun danger pour la Révolution épargner les hommes. Nous nions le *libre arbitre* et le prétendu droit de la société de punir. La

justice elle-même prise dans le sens le plus humain, le plus large, n'est qu'une idée, pour ainsi dire négative et de transition ; elle pose le problème social, mais elle ne le raisonne pas, ne faisant qu'indiquer l'unique voie possible de l'émancipation humaine, c'est-à-dire de l'humanisation de la société par la liberté dans l'égalité ; la solution positive ne pourra être donnée que par l'organisation de plus en plus rationnelle de la société. Cette solution tant désirée, notre idéal à tous,...c'est la liberté, la moralité, l'intelligence et le bien-être de chacun par la solidarité de tous—l'humaine fraternité.

Tout individu humain est le produit involontaire d'un milieu naturel et social au sein duquel il est né, il s'est développé et dont il continue à subir l'influence. Les trois grandes causes de toute immoralité humaine sont : l'inégalité tant politique qu'économique et sociale ; l'ignorance qui en est le résultat naturel, et leur conséquence nécessaire—l'*esclavage*.

L'organisation de la société étant toujours et partout l'unique cause des crimes commis par les hommes, il y a hypocrisie ou absurdité évidente de la part de la société de punir les criminels, toute punition supposant la culpabilité et les criminels n'étant jamais coupables. La théorie de la culpabilité et de la punition est issue de la théologie, c'est-à-dire du mariage de l'absurdité avec l'hypocrisie religieuse.

Le seul droit qu'on puisse reconnaître à la société dans son état actuel de transition, c'est le droit naturel d'*assassiner* les criminels produits par elle-même dans l'intérêt de sa propre défense ; et non celui de les juger et de les condamner. Ce droit n'en sera pas même un dans la stricte acception de ce mot ; ce sera plutôt un fait naturel, affligeant mais inévitable, signe et produit de l'impuissance et de la stupidité de la société actuelle ; et plus la société saura éviter de s'en servir et plus elle sera proche de son émancipation réelle. Tous les révolutionnaires, les opprimés, les souffrants victimes de l'organisation actuelle de la société et dont les cœurs sont naturellement pleins de vengeance et de haine, doivent bien se rappeler que les rois, les oppresseurs, les exploiteurs de toute sorte sont aussi coupables que les criminels sortis de la masse populaire : ils sont malfaiteurs mais non coupables, puisqu'ils sont, eux aussi, comme les criminels ordinaires, des produits involontaires de l'organisation actuelle de la société. Il ne faudra pas s'étonner si dans le premier moment le peuple insurgé en tue beaucoup—ce sera un malheur

inévitable peut-être, aussi futile que les ravages causés par une tempête.

Mais ce fait naturel ne sera ni moral, ni même utile. Sous ce rapport l'histoire est pleine d'enseignements :—la terrible guillotine de 1793 qu'on ne saurait accuser ni de paresse ni de lenteur, n'est pas parvenue à détruire la classe nobilière en France. L'aristocratie y a été sinon détruite complétement, du moins profondément ébranlée, non par la guillotine, mais par la confiscation et la vente de ses biens. Et en général on peut dire que les carnages politiques n'ont jamais tué de partis ; ils se sont montrés surtout impuissants contre les classes privilégiées, tant la puissance réside beaucoup moins dans les hommes que dans les positions que fait aux hommes privilégiés l'organisation des choses, c'est-à-dire l'*institution de l'Etat* et sa conséquence aussi bien que sa base naturelle, la *propriété individuelle.*

Pour faire une révolution radicale, il faut donc s'attaquer aux positions et aux choses, détruire la propriété et l'Etat, alors on n'aura pas besoin de détruire les hommes, et de se condamner à la réaction infaillible et inévitable que n'a jamais manqué et ne manquera jamais de produire dans chaque société le massacre des hommes.

Mais pour avoir le droit d'être humain pour les hommes, sans danger pour la révolution, il faudra être impitoyable pour les positions et les choses ; il faudra tout détruire et surtout et avant tout la propriété et son corollaire inévitable—l'*Etat.* Voilà tout le secret de la révolution.

Il ne faut pas s'étonner si les Jacobins et les Blanquistes qui sont devenus socialistes plûtôt par necessité que par conviction, et pour qui le socialisme est un moyen, non le but de la Révolution, puisqu'ils veulent la dictature, c'est-à-dire la centralisation de l'Etat et que l'Etat les amènera par une necéssité logique et inévitable à la reconstitution de la propriété—il est fort naturel, disons nous, que ne voulant pas faire une révolution radicale contre les choses, ils rêvent une révolution sanguinaire contre les hommes.—Mais cette révolution sanguinaire fondée sur la construction d'un Etat révolutionnaire puissamment centralisé aurait pour résultat inévitable, comme nous le prouverons davantage plus tard, la dictature militaire à un maître nouveau. Donc le triomphe des Jacobins ou des Blanquistes serait la mort de la Révolution.

4. Nous sommes les ennemis naturels de ces révolutionnaires

—futurs dictateurs, réglementateurs et tuteurs de la révolution—qui, avant même que les Etats monarchiques, aristocratiques, et bourgeois actuels, soient détruits, rêvent déjà la création d'Etats révolutionnaires nouveaux, tout aussi centralisateurs et plus despotiques que les Etats qui existent aujourd'hui—qui ont une si grande habitude de l'ordre créé par une autorité quelconque d'en haut et une si grande horreur de ce qui leur paraît les désordres et qui n'est autre chose que la franche et naturelle expression de la vie populaire, qu'avant même qu'un bon et salutaire désordre se soit produit par la révolution, on rêve déjà la fin et le musélement par l'action d'une autorité quelconque qui n'aura de révolution que le nom, mais qui en effet ne sera rien qu'une nouvelle réaction puisqu'elle sera en effet une condamnation nouvelle des masses populaires, gouvernées par des décrets, à l'obéissance, à l'immobilité, à la mort, c'est-à-dire à l'esclavage et à l'exploitation par une nouvelle aristocratie quasi-révolutionnaire.

5. Nous comprenons la révolution dans le sens du déchainement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions, et de la destruction de ce qui dans la même langue s'appelle "l'ordre public."

Nous ne craignons pas, nous invoquons l'anarchie, convaincus que de cette anarchie, c'est-à-dire de la manifestation complète de la vie populaire déchaînée, doit sortir la liberté, l'égalité, la justice, l'ordre nouveau, et la force même de la Révolution contre la Réaction. Cette vie nouvelle—la révolution populaire—ne tardera pas sans doute de s'organiser, mais elle créera son organisation révolutionnaire de bas en haut et de la circonférence au centre—conformément au principe de la liberté, et non de haut en bas, ni du centre à la circonférence selon le mode de toute autorité—car il nous importe peu que cette autorité s'appelle Eglise, Monarchie, Etat constitutionnel, République bourgeoise, ou même dictature révolutionnaire. Nous les détestons et nous les rejetons toutes à titre égal—comme des sources infaillibles d'exploitation et de despotisme.

6. La révolution telle que nous l'entendons devra dès le premier jour détruire radicalement et complétement l'Etat et toutes les institutions de l'Etat. Les conséquences naturelles et nécessaires de cette destruction seront : *a*) la banqueroute de l'Etat ; *b*) la cessation du paiement des dettes privées par l'intervention de l'Etat, en laissant à chaque débiteur le droit de payer les

siennes s'il le veut ; *c*) la cessation des paiements de tout impôt et du prélèvement de toutes les contributions, soit directes, soit indirectes ; *d*) la dissolution de l'armée, de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres ; *e*) l'abolition de la justice officielle, la suspension de tout ce qui juridiquement s'appelait droit, et de l'exercice de ces droits. Par conséquent abolition et auto-da-fé de tous les titres de propriété, actes d'héritage, de vente, de donation, de tous les procès—de toute la paperasse juridique et civile en un mot. Partout et en toute chose le fait révolutionnaire au lieu du droit créé et garanti par l'Etat ; *f*) la confiscation de tous les capitaux productifs et instruments de travail au profit des associations de travailleurs, qui devront les faire produire collectivement ; *g*) la confiscation de toutes les propriétés de l'Eglise et de l'Etat aussi bien que des métaux précieux des individus au profit de l'Alliance fédérative de toutes les associations ouvrières—Alliance qui constituera la Commune.

En retour des biens confisqués la Commune donnera le strict nécessaire à tous les individus ainsi dépouillés, qui pourront plus tard par leur propre travail gagner davantage s'ils le peuvent et s'ils le veulent.—*h*) Pour l'organisation de la Commune, la fédération des barricades en permanence et la fonction d'un Conseil de la Commune révolutionnaire par la délégation d'un ou deux députés par chaque barricade, un par rue, ou par quartier, députés investis de mandats impératifs, toujours responsables et toujours révocables. Le Conseil Communal ainsi organisé pourra choisir dans son sein des comités exécutifs—séparés pour chaque branche de l'administration révolutionnaire de la Commune.—*i*) Déclaration de la capitale insurgée et organisée en commune qu'après avoir détruit l'Etat autoritaire et tutélaire, ce qu'elle était dans son droit de faire puisqu'elle en était l'esclave comme toutes les autres localités, elle renonce à son droit, ou plutôt à toute prétention de gouverner, d'imposer les provinces. *k*) Appel à toutes les provinces, communes, et associations, en laissant tous de suivre l'exemple donné par la capitale *de se réorganiser* révolutionnairement d'abord, et de déléguer ensuite, à un point de réunion convenu, leurs députés, tous aussi, investis de mandats impératifs, responsables et révocables, pour constituer la fédération des associations, communes, et provinces insurgées au nom des mêmes principes, et pour organiser une force révolutionnaire capable de triompher de la réaction. Envoi non

de commissaires révolutionnaires officiels avec des écharpes-quelconques, mais de propagateurs révolutionnaires dans toutes les provinces et communes—chez les paysans surtout qui ne pourront être révolutionnés ni par les principes, ni par les décrets d'une dictature quelconque, mais seulement par le fait révolutionnaire lui-même, c'est-à-dire par les conséquences que produira infailliblement dans toutes les communes la cessation complète de la vie juridique, officielle de l'Etat. Abolition de l'Etat national encore dans ce sens que tout pays étranger, province, commune, association ou même individu isolé, qui se seraient soulevés au nom des mêmes principes, seront reçus dans la fédération révolutionnaire sans égard pour les frontières actuelles des Etats et quoiqu'appartenant à des systèmes politiques ou nationaux différents, et que les propres provinces, communes, associations, individus qui prendront le parti de la Réaction en seront exclus. C'est donc par le fait même de l'épanchement et de l'organisation de la révolution en vue de la défense mutuelle des pays insurgés que l'universalité de la révolution fondée sur l'abolition des frontières et sur la ruine des Etats, triomphera.

7. Il ne peut plus y avoir de révolution ni politique, ni nationale triomphante à moins que la révolution politique ne se transforme en révolution sociale, et que la révolution rationelle précisement par son caractère radicalement socialiste et destructif de l'Etat ne devienne la révolution universelle.

8. La révolution devant se faire partout par le peuple, et la suprême direction devant en rester toujours dans le peuple organisé en fédération libre d'associations agricoles et industrielles —l'Etat révolutionnaire et nouveau s'organisant de bas en haut par voie de délégation révolutionnaire et embrassant tous les pays insurgés au nom des mêmes principes sans égard pour les vieilles frontières et pour les différences de nationalités, aura pour objet l'administration de services publics et non le gouvernement des peuples. Il constituera la *nouvelle patrie, l'Alliance de la Révolution Universelle* contre l'Alliance de toutes les réactions.

9. Cette organisation exclut toute idée de dictature et de pouvoir dirigeant tutélaire. Mais pour l'établissement même de cette alliance révolutionnaire et pour le triomphe de la révolution contre la réaction, il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'*unité de la pensée et de l'action revolutionnaire*

*trouve un organe.* Cet organe doit être l'*Association secrète et universelle des frères internationaux.*

10. Cette association part de la conviction que les révolutions ne sont jamais faites ni par les individus, ni même par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles-mêmes, produites par la force des choses, par le mouvement des évènements et des faits. Elles se préparent longtemps dans la profondeur de la conscience instinctive des masses populaires—puis elles éclatent, suscitées en apparence souvent par des causes futiles. Tout ce que peut faire une société secrète bien organisée, c'est d'abord d'aider la naissance d'une révolution en répandant dans les masses des idées correspondantes aux instincts des masses et d'organiser, non l'armée de la révolution—l'armée doit être toujours le peuple—mais une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple—capablie de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires.

11. Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent. Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays.

## 2. Programme et Reglement de l'Alliance publique.

La *minorite socialiste de la Ligue de la Paix et de la Liberté*! s'étant séparée de cette ligue à la suite du vote de la majorité du Congrès de Berne, qui s'est formellement prononcée contre le principe fondamental de toutes les associations ouvrières ;—celui de *l'egalite economique et sociale des classes et des individus* a, par là même, adhéré aux principes proclamés par les *Congrès des Travailleurs* tenus à Genève, à Lausanne et à Bruxelles. Plusieurs membres de cette minorité, appartenant à différentes nations, nous ont proposé d'organiser une nouvelle *Alliance Internationale de la Democratie Socialiste* fondue entièrement dans la grande *Association Internationale des Travailleurs*, mais se donnant *pour mission speciale* d'étudier les questions politiques et philosophiques sur la base même de ce grand principe de l'égalité universelle et réelle de tous les êtres humains sur la terre.

Convaincus, de notre côté, de *l'utilite* d'une pareille entre-

prise qui *donnera* aux démocrates socialistes sincères de l'Europe et de l'Amerique *le moyen de s'entendre et d'affirmer leurs idees*, en dehors de toute pression de la part de ce faux socialisme que la démocratie bourgeoise trouve utile d'afficher aujourd'hui, nous avons cru devoir prendre, de concert avec ces amis, l'initiative de cette nouvelle organisation.

Par conséquent, nous nous sommes constitués en section centrale de l'*Alliance internationale de la Democratie Socialiste*, et nous en publions aujourd'hui le *Programme* et le *Reglement*.

---

## PROGRAMME

### DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.

1) L'*Alliance* se déclare athée; elle veut l'abolition des cultes, la substitution de la science à la foi et de la justice humaine à la justice divine.

2) Elle veut avant tout l'*égalisation politique, économique et sociale des classes* et des individus des deux sexes, en commençant *par l'abolition du droit de l'héritage*, afin qu'à l'avenir la jouissance soit égale à la production de chacun, et que, conformément à la décision prise par le dernier Congrès des ouvriers à Bruxelles, la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles.

3) Elle veut pour tous les enfants des deux sexes, dès leur naissance à la vie, l'égalité des moyens de développement, c'est-à-dire d'entretien, d'éducation et d'instruction à tous les degrés de la science, de l'industrie et des arts, convaincue que cette égalité d'abord seulement économique et sociale, aura pour résultat d'amener de plus en plus une grande égalité naturelle des individus, en faisant disparaître toutes les inégalités factices, produits historiques d'une organisation sociale aussi fausse qu'inique.

4) Ennemie de tout despotisme, *ne reconnaissant d'autre forme politique que la forme republicaine*, et rejetant absolument toute alliance réactionnaire, elle repousse aussi toute action politique

qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le Capital.

5) Elle reconnaît que tous les Etats politiques et autoritaires actuellement existant, *se reduisant de plus en plus aux simples fonctions administratives* des services publics dans leurs pays respectifs, devront disparaître dans l'union universelle des libres Associations, tant agricoles qu'industrielles.

6) La question sociale ne pouvant trouver sa solution définitive et réelle que sur la base de la solidarité internationale ou universelle des travailleurs de tous les pays, l'*Alliance* repousse toute politique fondée sur le soi-disant patriotisme et sur la rivalité des nations.

7) Elle veut l'Association universelle de toutes les Association locales par la Liberté.

---

## REGLEMENT.

1) L'*Alliance internationale de la Democratie Socialiste* se constitue en une *branche* de *l'Association internationale des Travailleurs*, dont elle accepte tous les statuts généraux.

2) Les *Membres fondateurs* de l'*Alliance* organisent provisoirement un *Bureau central* à Genève.

3) Les membres fondateurs appartenant à un même pays constituent le *Bureau national* de ce pays.

4) Les Bureaux nationaux ont pour mission d'établir, dans toutes les localités, des *groupes locaux* de l'*Alliance de la Democratie Socialiste*, qui, par l'intermédiaire de leurs Bureaux nationaux respectifs, demanderont au Bureau central de l'*Alliance* leur admission dans l'*Association internationale des Travailleurs.*

5) Tous les groupes locaux formeront leurs Bureaux selon la coutume adoptée par les Sections locales de l'*Association internationale des Travailleurs.*

6) Tous les Membres de l'*Alliance* s'engagent à payer une cotisation de *dix centimes* par mois, dont la moitié sera retenue pour ses propres besoins, par chaque groupe national, et l'autre moitié sera versée dans la caisse du Bureau central pour ses besoins généraux.

Dans les pays où ce chiffre serait jugé trop élevé, les Bureaux nationaux, de concert avec le Bureau central, pourront le réduire.

7) Au Congrès annuel des Travailleurs, *la Delegation de l'Alliance de la Democratie Socialiste*, comme branche de l'*Association internationale des Travailleurs*, tiendra ses séances publiques dans un local séparé.

3. Lettre de Bakounine a Francisco Mora a Madrid.
(Ecrite en français.)

" le 5 Avril 1872. Locarno.

" Cher *Allié* et Compagnon—Nos amis de Barcelone m'ayant invité de vous écrire, je le fais avec d'autant plus de plaisir que j'ai appris que moi aussi bien que mes amis, *nos alliés* de la Fédération jurassienne, nous sommes en butte aux calomnies du Conseil général de Londres, en Espagne aussi bien que dans les autres pays. C'est une chose bien triste vraiment, que dans ce temps de crise terrible, où se décide pour bien de dizaines d'années le sort du prolétariat de l'Europe entière, et où tous les amis du prolétariat, de l'humanité et de la justice devraient s'unir fraternellement pour faire front contre l'ennemi commun, le monde des privilégiés organisé en Etat—c'est bien triste, dis-je, que des hommes qui ont rendus d'ailleurs de grands services à l'Internationale dans le passé, poussés aujourd'hui par une mauvaise passion autoritaire, s'abaissent jusqu'au mensonge et sèment la division, au lieu de créer partout cette union libre qui seule peut créer la force.

" Pour vous donner une idée juste des tendances que nous poursuivons, je n'ai qu'une chose à vous dire. Notre programme est le vôtre, celui-même que vous avez proclamé dans votre Congrès de l'an passé, et si vous y restez fidèles, vous êtes avec nous, par cette simple raison que nous sommes avec vous. Nous détestons le principe de dictature, gouvernementalisme et d'autorité, comme vous les détestez, nous sommes convaincus que tout pouvoir politique est une source de dépravation infaillible pour ceux qui gouvernent, et une cause de servitude pour ceux qui sont gouvernés.—Etat signifie domination, et la nature humaine est ainsi faite que toute domination se traduit en exploitation. Ennemis de l'Etat quand-même, dans toutes ses manifestations, nous n'en voulons pas souffrir non plus au sein de l'Internationale. Nous considérons la Conférence de Londres et les résolutions qu'elle a votées comme une intrigue ambitieuse et comme un coup d'Etat, et c'est pourquoi nous avons protesté et nous protesterons jusqu'à la fin. Je ne touche

pas aux questions personnelles, hélas! elles ne rempliront que trop le prochain Congrès universel, si ce Congrès a lieu, ce dont je doute fortement pour mon compte, car si les choses continuent de marcher du même pas, bientôt il n'y aura plus un seul point sur le continent de l'Europe où les délégués du prolétariat pourront s'assembler pour discuter librement. Et maintenant tous les yeux sont fixés sur l'Espagne et sur l'issue de votre congrès. Qu'en sortira-t-il? Cette lettre vous arrivera, si elle vous arrive, après ce congrès. Vous trouvera-t-elle en pleine révolution ou en pleine réaction? Tous nos amis d'Italie, de France et de Suisse attendent des nouvelles de votre pays avec une cruelle anxiété.

Vous savez sans doute qu'en Italie, dans ce dernier temps, l'Internationale *et notre chere Alliance* ont pris un très-grand développement. Le peuple tant des campagnes que des villes se trouve dans une situation tout-à-fait révolutionnaire, c'est-à-dire économiquement désespérée, et les masses commencent à s'organiser d'une manière très-sérieuse, leurs intérêts commencent à devenir des idées.—Jusqu'à présent, ce qui avait manqué à l'Italie, ce n'étaient pas les instincts, mais précisément l'organisation et l'idée. L'une et l'autre se constituent, de sorte que l'Italie, après l'Espagne, avec l'Espagne, est peut-être le pays le plus révolutionnaire à cette heure. Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays: une jeunesse ardente, énergique, *tout à fait déplacée, sans carrière, sans issue,* et qui malgré son origine bourgeoise n'est point moralement et intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire, *avec tout notre programme, le programme de l'Alliance.* Mazzini, notre génial et puissant antagoniste est mort, le parti mazzinien est complétement désorganisé, et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette jeunesse qui porte son nom, mais qui va ou qui court infiniment plus loin que lui. J'ai envoyé aux amis de Barcelone une adresse italienne; bientôt je leur en enverrai d'autres. Il est bien, il est nécessaire que les *Alliés* d'Espagne se mettent en rapports directs avec ceux de l'Italie. Recevez-vous les journaux socialistes italiens? Je vous recommande surtout: l'*Eguaglianza* de Girgenti, Sicile—la *Campana* de Naples— le *Fascio Operaio* de Bologne—*Il Gazzettino Rosa,* mais surtout *Il Martello* de Milan, malheureusement séquestré et tous ses rédacteurs emprisonnés.

"En Suisse je vous recommande deux *Alliés*: James Guil-

laume (Suisse, Neuchâtel, 5, rue de la place d'armes)—et *Adhémar Schwitzguébel*, graveur (membre et secrétaire correspondant du Comité de la Fédération jurassienne), Suisse, Jura Bernois, Sonvillier, Mr. Adhémar Schwitzguébel, graveur." suit l'adresse de Bakounine)

" *Alliance* et fraternité

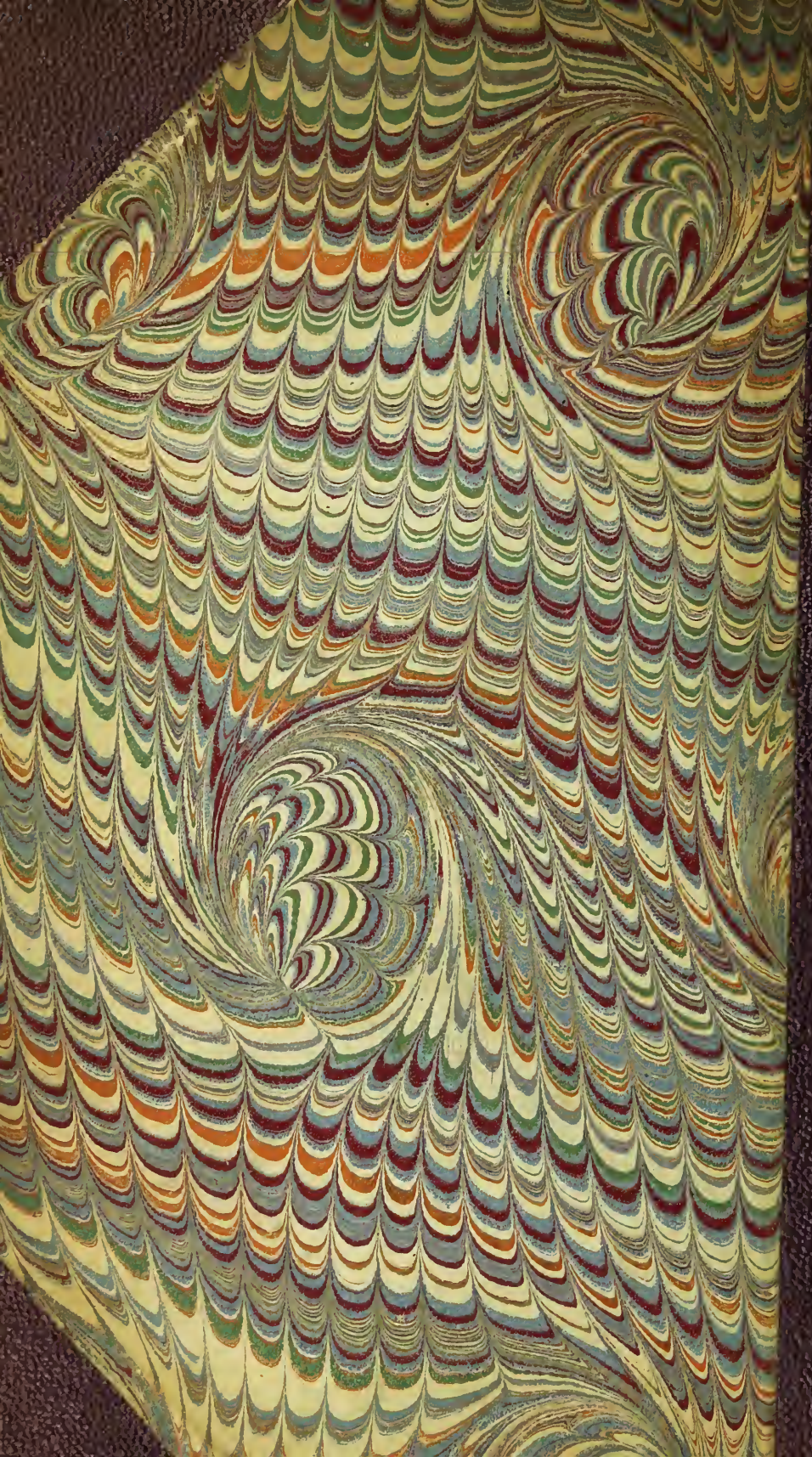
" M. Bakounine.

" Saluez je vous prie de ma part le *frere* Morago, et priez-le de m'envoyer son journal.

" Recevez-vous le bulletin de la fédération jurassienne ?

" Brûlez cette lettre, je vous prie, parcequ'elle contient des noms."

---

Le Congrès de La Haye a expulsé Bakounine de l'Internationale, non seulement comme fondateur de l'Alliance, mais encore pour un fait personnel. Le document authentique à l'appui de ce fait est encore dans nos mains, mais des raisons politiques nous commandent d'en réserver la publication.

FIN.